

Éléments de Géopolitique

Lecture des cartes :

les noms soulignés dans le texte peuvent se retrouver sur la carte correspondante (éventuellement dans une autre langue).

Introduction	page 3
Les bases géographiques de la géopolitique	page 5
• 1ère situation : l'enclavement, l'accès à la mer	page 5
Burkina Faso 6, Centrafrique 6, Congo RDC 7, Irak 7, Arabie saoudite 9, Russie 9, Kaliningrad 11	
• 2è situation : l'insularité	page 12
Angleterre 12, Cuba12, Îles du Pacifique 14, Diego Garcia16 Venise 17, Haïti 18, Chypre 18, Taïwan 19, USA 20	
• 3è situation : l'isthme et le détroit	page 22
Panama 22, Suez 23, Dardanelles 25, Gibraltar 26, Ormuz 27, Malacca 28, Djibouti 30	
• 4è situation : le fleuve	page 32
Nil 32, Tigre et Euphrate 33	
• 5è situation : le marais	page 36
Landes 36, Sud-Soudan 36	
• 6è situation : le désert	page 38
Sinaï 38, Sahara 39, Empires d'Afrique de l'Ouest 40 Sahara occidental 41	
• 7è situation : la montagne	page 43
Zomia 43, Kabylie 45, Liban 46, Chiapas 48	
• 8è situation : les hauts plateaux	page 50
Castille 50, Golan 51	
• Le relief	page 53
Etudes géopolitiques	page 56
• La guerre de l'eau, Israël	page 56
• Le facteur religieux	
Le Liban moderne	page 64
Les croisades	page 69
La théologie de la libération	page 72
la naissance du judaïsme	page 75
• Le facteur maritime :	
Les Phéniciens	page 78
Ukraine, la guerre de la mer Noire	page 82
La ZEE française	page 87
Une histoire de puissance mondiale	page 90
Taïwan et son détroit	page 95
Liste des cartes	page112
Bibliographie	page 113

Introduction

Si l'on veut comprendre le monde et ses évolutions, et plus encore, si l'on veut imaginer des possibilités d'influer sur cette évolution, nous sommes amenés à chercher à recueillir quantité d'informations liées à la vie politique, aussi bien à l'intérieur d'un même pays qu'entre pays différents, aussi bien dans le passé le plus ancien que dans le présent le plus immédiat. C'est pour aider à cette compréhension que nous abordons ici une première connaissance de la géopolitique.

La définition qu'en donne Wikipedia (août 2025) est assez simple et claire : *la géopolitique (du grec ancien : γῆ / gē « terre » et πολιτική / politiké « politique ») est l'étude des effets de la géographie sur la politique internationale et les relations internationales.*

Pour le géographe Yves Lacoste, dans son *Géopolitique, La longue histoire d'aujourd'hui* (Larousse 2006), "le terme de géopolitique désigne en fait tout ce qui concerne les rivalités de pouvoirs ou d'influence sur des territoires et les populations qui y vivent". Cette idée d'une géopolitique qui s'intéresse très largement à toutes les formes de conflits dans l'histoire, est plus répandue et plus souvent utilisée.

L'IA de Qwant (août 2025) donne une définition un peu plus riche, et sans doute plus exacte, mais du coup, elle devient plus complexe, et peut-être moins précise : *la géopolitique est l'étude des enjeux territoriaux et des rivalités de pouvoirs (étatiques ou non) mobilisant les ressources, l'influence et la puissance sur un territoire, en intégrant l'histoire, la géographie et les dimensions économiques, sociales et culturelles.*

L'essentiel à retenir, pour ce qui nous concerne, c'est qu'il existe un lien entre la géographie et la politique, qu'elle soit nationale ou internationale. Et comme la géographie est un élément qui reste plutôt stable au cours de l'histoire, cela nous permet de trouver des facteurs également stables dans ce monde agité et tourmenté qu'est la politique. C'est en cela que la géopolitique peut nous aider.

Dans le travail qui suit, nous avons privilégié deux ouvrages. Le premier s'intitule *Géopolitique, Constantes et changements dans l'histoire*, et a été rédigé par Aymeric Chauprade. Chauprade est ou a été un militant d'extrême droite. Il a enseigné à l'Ecole de guerre. Après avoir été au RPR, à l'UMP, il a conseillé Marine Le Pen dès 2010 et adhéré au Front National en 2013. Il est tête de liste FN et élu député européen dans la circonscription Île de France (incluant les Français de l'étranger) lors des élections européennes de 2014. Il quitte le FN en 2015 pour créer son propre mouvement *Les Français Libres*.

Son ouvrage est une défense et illustration de la grandeur française, au cours de l'histoire. Il n'en a pas moins étudié systématiquement les rapports entre géographie et histoire, entre géographie et politique, et ce, bien au-delà du seul cas de la France. C'est cette étude qui nous intéresse ici.

L'autre ouvrage sur lequel nous nous appuyons s'intitule *Géopolitique des empires*. Rédigé plus récemment, en 2010, il est l'œuvre de Jean-Pierre Rageau et Gérard Chaliand. Ce dernier, décédé en août 2025, a lui aussi enseigné à l'Ecole de

guerre, de 1990 à 1995. Mais il se situe politiquement à l'opposé de Aymeric Chauprade. Très jeune, il a soutenu l'indépendance de l'Algérie, puis s'est engagé auprès de nombreuses guérillas de décolonisation, dans une quinzaine de maquis. Son *Atlas stratégique, géopolitique des rapports de force dans le monde* de 1983 a été vu comme révolutionnaire, tant il donne une vision du monde qui cesse de le représenter centré sur l'Europe.

C'est par le sujet précis de l'importance de la géographie d'un point de vue géopolitique que nous commencerons cet exposé. Par la suite, nous essaierons d'aborder des études plus globales, où le facteur géographique se combine à d'autres facteurs géopolitiques. Nous aborderons, par exemple, la guerre de l'eau menée par Israël, les croisades et leur impact géopolitique, ou la théologie de la Libération en Amérique latine.

Les bases géographiques de la géopolitique

Dans la vie quotidienne, dans le flot des informations que nous recevons, ce qui nous est communiqué, ce qui est souligné, ce sont les événements en tant que nouveauté, les changements, les ruptures et les crises. Pour celui ou celle qui connaît déjà bien le sujet dont il est question, ce n'est pas un problème. La personne s'y retrouve en replaçant d'elle-même l'information du jour dans tout un historique qu'il a accumulé avec le temps.

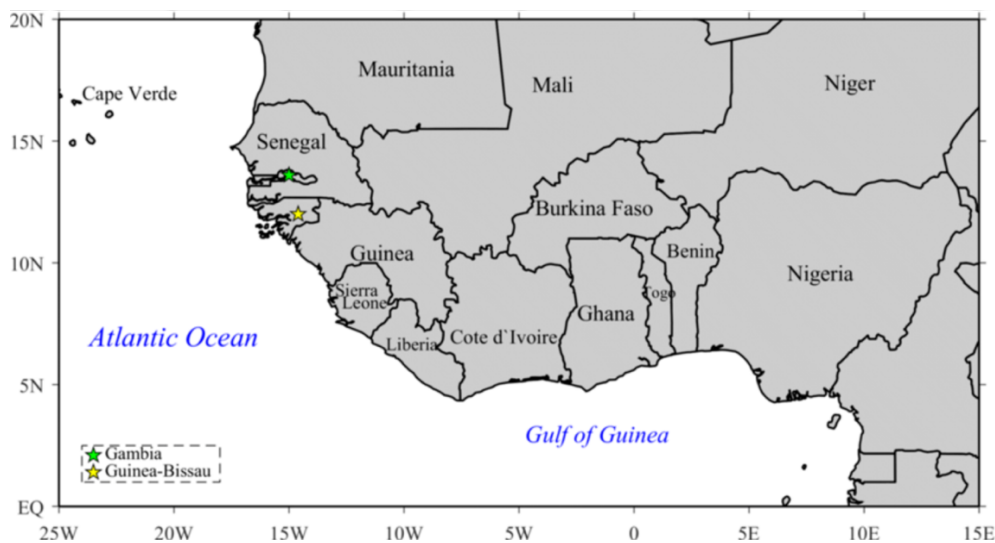
Mais pour quelqu'un qui n'a pas procédé à cette accumulation, il n'en va pas de même. Et il y a tellement de sujets différents qui sont abordés qu'il est, de toute manière, impossible à un humain d'accumuler des historiques sur tous les sujets. La seule solution, si l'on veut que le lecteur, l'auditeur, le spectateur, la personne qui s'informe comprenne vraiment l'importance de l'annonce qui lui est faite, c'est que celle-ci soit accompagnée d'un historique, au moins en résumé. C'est ainsi qu'est construit un journal comme Le Monde Diplomatique. Chaque sujet abordé fait l'objet d'un historique, d'une mise en contexte, et prend une page entière, voire deux ou plus.

C'est dans la description de ce contexte que la géopolitique entre en jeu. Elle n'est pas le seul mode d'explication, mais elle en est un qui a une importance plus ou moins considérable.

Nous allons envisager différentes situations géographiques, de manière à montrer quel peut être le lien explicatif entre un caractère géographique et l'histoire, la politique, d'un Etat.

Première situation : l'enclavement, l'accès à la mer

"Une enclave, nous dit Chauprade, est un Etat qui ne dispose d'aucune façade maritime". Et il précise : 'il existe une quarantaine d'Etats enclavés dans le monde'. Pour



carte 1 Burkina Faso

comprendre le problème qui se pose aux Etats enclavés, il faut bien voir qu'aucun Etat au monde ne peut trouver sur son seul territoire, à l'intérieur de ses seules frontières, tout ce qui lui est nécessaire à la vie des habitants, à l'organisation de sa société. Et ceci est vrai aujourd'hui comme il y a deux mille ans.

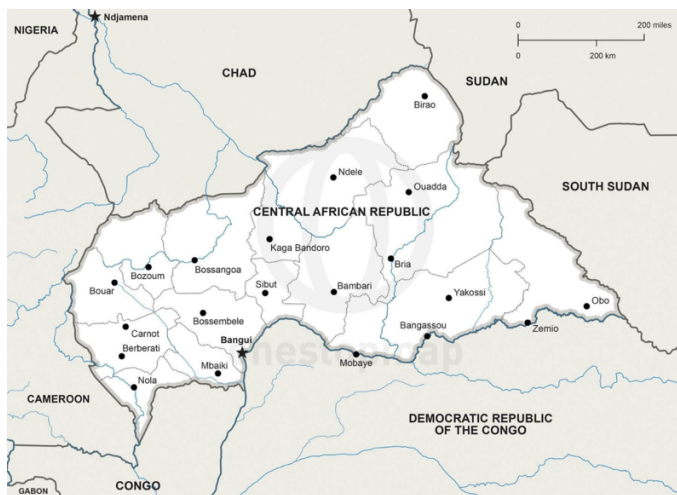
Chaque Etat a donc besoin d'échanger avec d'autres. Et le meilleur moyen d'échanger, depuis des milliers d'années, c'est par la mer. Vous pouvez, bien sûr, passer par la terre d'un de vos voisins. Mais celui-ci, si c'est un Etat digne de ce nom, va automatiquement prélever sur ce que vous transférez sur son sol, un impôt, une taxe. Vous n'avez pas ce problème si vous avez accès à la mer. La situation d'enclavement, nous dit Chauprade "*provoque souvent des contentieux géopolitiques sérieux entre l'Etat enclavé et son entourage*". Le pays enclavé est dépendant d'un ou de plusieurs de ses voisins, qui, eux, ont une façade maritime.

Il est facile, sur n'importe quelle carte, de repérer une situation d'enclavement. C'est le cas du **Burkina-Faso**. Le principal point d'entrée et de sortie pour le pays, c'est le port d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. C'est le moyen le plus économique, en frais de livraison et en coûts logistiques, pour exporter les produits agricoles et miniers du Burkina. Mais en échange, le Burkina est vulnérable à toute tension diplomatique, à un blocage portuaire, en Côte d'Ivoire. Et, de fait, depuis plusieurs années, les relations entre les deux pays connaissent des tensions, qui peuvent entraîner des retards dans le transit des marchandises. Cette dépendance est d'autant plus lourde qu'elle est liée à un seul et unique port. Car le pays ne dispose pas non plus de routes de transit efficaces.

Pour palier à ce problème essentiel, qui limite gravement l'économie du pays, le Burkina Faso tente de trouver d'autres partenaires permettant l'accès à la mer, et il essaie de renforcer ses liens avec le Togo et le Ghana. Le Maroc, qui depuis plusieurs années, a des visées d'influence en Afrique noire, étudierait avec le Burkina Faso une solution à long terme.

On voit donc très clairement que l'enclavement géographique joue un rôle considérable d'un point de vue géopolitique, aussi bien sur la vie intérieure du pays que sur ses relations avec d'autres Etats.

*

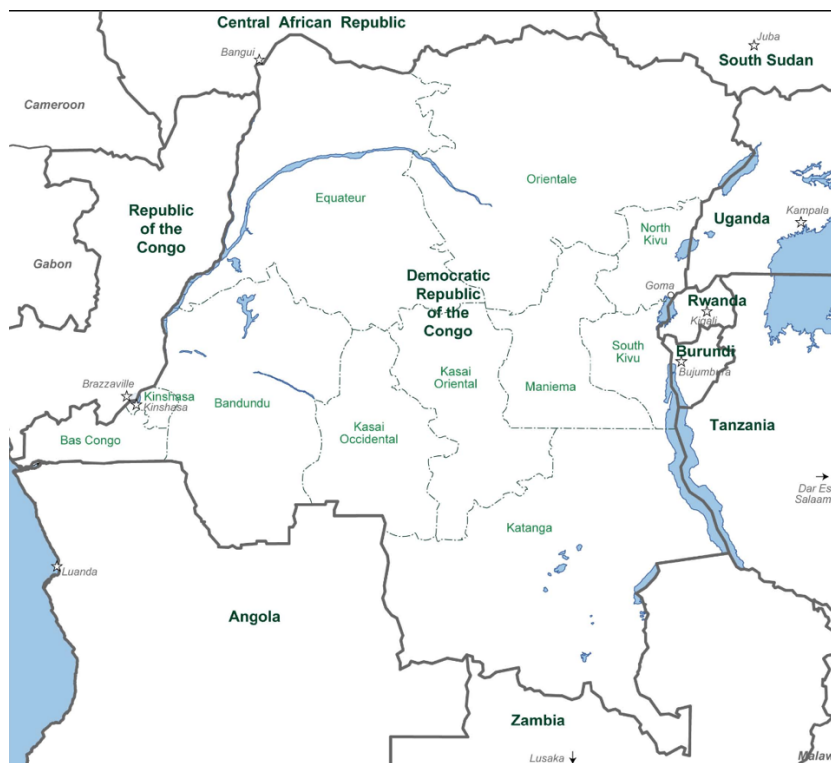


carte 2 Centrafrique

Autre situation d'enclavement : la **République centrafricaine**. D'après Chauprade, "*la République de Centrafrique tenta lors de son indépendance de fusionner avec le Congo Brazzaville et avec le Tchad pour remédier à son enclavement, mais la tentative échoua*".

*

Le **Congo RDC**, ex-Zaïre, est immense, mais il se retrouve en état de quasi-enclavement. Ce minuscule débouché, à peine quarante kilomètres sur la mer (à gauche sur la carte), est problématique pour un pays aussi vaste.



carte 3 Congo RDC

*

L'Irak (carte 4) est dans une situation analogue, d'un manque de débouché sur la mer. Le Tigre et l'Euphrate débouchent, à une centaine de km de la mer, sur un fleuve commun, le Chatt el Arab. En 1913 déjà, sous l'Empire ottoman donc, les Ottomans sont en conflit au sujet de ce débouché vers la mer, avec la Perse, **l'Iran** actuel. Un accord décide de fixer la frontière à l'avantage de **l'Irak**, sur la ligne des basses eaux du côté persan. En 1937, les relations entre les deux pays s'améliorent et un pacte d'amitié repousse la frontière sur la rive iranienne. De plus, l'Irak est maître de la navigation et peut toucher des redevances.

Mais en 1959, le chah d'Iran rejette ce traité et demande que la frontière soit, selon le droit international, sur la ligne du talweg, la ligne qui relie les points les plus bas du lit. Enfin, en 1980, l'Irak attaque l'Iran qui vient de basculer dans un régime islamiste, sous la direction de l'imam Khomeiny, de religion chiite. C'est que l'Irak, dont la majorité de la population est chiite, est dirigé par un régime sunnite, qui craint la contagion. L'Irak est également plus ou moins lié à un Occident qui souhaite le renversement du nouveau régime en Iran, qui se dit anti-impérialiste, anti américain. Mais la question de Chatt el Arab est aussi un enjeu de cette guerre.

Les combats autour du fleuve furent intenses, notamment dans les villes de Khorramshahr (Iran) et Bassora (Irak). L'Iran contre-attaqua à partir de 1982 et tenta même de pénétrer en territoire irakien. Le Chatt el-Arab devint une zone militarisée, avec des bombardements fréquents et une guerre de tranchées longue et meurtrière. Le contrôle du fleuve resta ainsi contesté tout au long du conflit, sans qu'aucun des deux camps ne parvienne à établir une domination durable. Il y eut environ 1,5 million de morts dans chaque camp, au bout de 8 ans de guerre. L'Irak n'y gagna rien en ce qui concerne le Chatt el-Arab. Le conseil de sécurité des Nations-Unies impose qu'aucun des deux Etats ne doit chercher à prendre le contrôle stratégique du fleuve.

Le Chatt el-Arab est encore l'une des raisons, avec les visées pétrolières, qui vont motiver, expliquer la Première Guerre du Golfe, lorsque l'Irak de Saddam Hussein envahit le Koweït, fin 1990. Les Etats-Unis, refusant que l'on touche à la carte du pétrole dans la région, organisent une coalition militaire énorme, la France comprise : "Tempête du désert", qui a duré six semaines. Saddam Hussein n'a pas été éliminé, mais le pays a connu un grave recul.

L'Irak est désormais considéré par l'Occident comme ennemi, jusqu'à la Seconde Guerre du Golfe, en 2003, sans la France cette fois. Les Etats-Unis veulent alors finir de régler les comptes avec ce pays désobéissant, appelé "force du mal". Saddam Hussein est éliminé. Mais l'intervention américaine, jusqu'en 2011, avec un pic de 130 000 soldats présents en 2007, va plonger le pays dans une guerre civile (100 à 150 000 morts) qui oppose chiites,



carte 4 Moyen-Orient

sunnites et kurdes. Au cours de cette guerre civile, va apparaître l'Etat islamique, qui ira jusqu'à se créer son propre Etat en 2014, en contrôlant une partie du nord de l'Irak et de la Syrie. Finalement, en Irak, c'est un régime chiite, proche de l'Iran, donc hostile aux Etats-Unis, qui est en place jusqu'à aujourd'hui.

*

Pour en revenir à la question de l'accès à la mer, il n'y a donc pas que les Etats entièrement enclavés qui ont ce problème. Si l'Algérie a fait le choix de soutenir le Front Polisario, qui lutte pour une indépendance du Sahara occidental -que revendique le Maroc, c'est aussi pour avoir un débouché sur l'Atlantique, et pas seulement sur la Méditerranée. Nous y reviendrons en étudiant la géopolitique du désert

*

De la même manière, **l'Arabie saoudite** est en opposition, voire depuis 2015 en guerre ouverte contre le Yémen (carte 4), officiellement parce qu'une rébellion de religion zâidite, proche du chiisme, a pris le pouvoir : ce sont les fameux Houtis. Mais plus fondamentalement, pour **l'Arabie saoudite**, contrôler tout ou partie du Yémen serait un moyen d'accéder à la mer d'Arabie. Voilà pourquoi elle a toujours combattu l'unité du Yémen.

Un regard sur la carte 4 nous indique que certes, l'Arabie saoudite a des accès à deux mers, le Golfe persique et la mer Rouge. Mais ces deux mers peuvent facilement être contrôlées par des entités hostiles, car elles se terminent par des détroits, des endroits faciles à contrôler par d'autres puissances.

*

Enfin, et sans chercher à faire une liste exhaustive, si un pays important a toujours eu



carte 5 Mer Noire

comme préoccupation de se trouver ou contrôler un accès maritime, c'est la **Russie**. Le plus grand pays du monde a, en effet, des accès évidents très importants : Saint Pétersbourg sur la mer Baltique, plus au nord les mers arctiques, qui ont le défaut d'être prises dans les glaces une partie de l'année, enfin à l'extrême-est toute une façade sur l'océan Pacifique.

Mais les cinq plus grandes villes de Russie, le centre de gravité de l'immense pays, est de toute évidence situé à l'Ouest, jusqu'aux monts de l'Oural, au nord de la mer Caspienne. Et pour toute cette région, l'essentiel économique, démographique de la Russie, la seule mer Baltique est très insuffisante. La Russie a, depuis des siècles, un besoin d'accéder à ce que l'on appelle les mers chaudes, parce qu'elles sont libres de glace : la Mer Noire, la Méditerranée.

Déjà, avant la Révolution russe de 1917, Sébastopol (carte 5), au sud de la Crimée, était un port naval essentiel pour la flotte impériale russe. A la suite de la Révolution, la guerre civile va voir des combats importants être menés pour le contrôle de la ville. Elle est prise par les Bolcheviks en 1920, et devient un port militaire vital pour l'Union soviétique. Lors de la Deuxième Guerre mondiale, les forces allemandes visent la ville, l'endommagent très gravement, mais les Soviétiques résistent.

La paix revenue, en 1954, Khrouchtchev décide de transférer la Crimée à la République soviétique d'Ukraine, où elle se situe. C'est un changement administratif, qui ne change rien au fait que la flotte de la mer Noire continue d'y être présente. Mais en 1991, lorsque l'URSS s'effondre, Sébastopol se retrouve dans une Ukraine maintenant indépendante de la Russie. La question est immédiatement un sujet de tension entre les deux pays. Un accord est signé en 1997, qui permet à la Russie de maintenir sa flotte pendant 20 ans, avec une prolongation possible.

Or, en 2014, le pouvoir en Ukraine passe à des mains pro-européennes, avec le renversement du président pro-russe Ianoukovytch. Très vite, la Russie occupe la Crimée, et Sébastopol redevient russe, après une parenthèse de 25 ans. Un référendum est organisé par les Russes. Sébastopol voit alors son rôle militaire considérablement renforcé. Elle sera l'un des bases de l'intervention militaire russe en Syrie, en 2015, pour sauver le régime de Bachar el-Assad, et, bien sûr, en Ukraine, depuis l'invasion de 2022.

On peut ajouter à cet historique concernant Sébastopol la construction par Vladimir Poutine en 2018 et 2019 d'un pont stratégique double, routier et ferroviaire, qui relie la Crimée à la Russie, sans avoir à passer par l'Ukraine.

Ainsi, l'on voit que, par-delà les aléas d'une histoire mouvementée, la valeur géopolitique de Sébastopol montre une permanence qui résiste aux assauts de l'histoire, et qui est essentiellement dû à sa position géographique, de haute valeur stratégique.

*

Les positions enclavées sont donc un problème géopolitique important. Mais il peut arriver l'inverse, qu'une enclave soit un atout, mais lui aussi de grande importance. Et

justement, c'est le cas d'une enclave que possède la Russie, enclave située dans le corps même du dispositif militaire de l'Otan, c'est **Kaliningrad**.

Coincée entre la Pologne et la Lituanie, Kaliningrad (Königsberg jusqu'en 1946) ne mesure que 15 000 km², avec une ville de 500 000 habitants, un million avec la périphérie, des Russes donc. Elle est située à 600 km à vol d'oiseau de la frontière russe, à 1100 km de Moscou. C'est le seul port libre de glaces de la Baltique. Il abrite la flotte de guerre russe de la mer Baltique.



carte 6 Kaliningrad

Ville polonaise de 1466 à 1657, allemande pendant 700 ans jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, elle a été prise par l'URSS soviétique en 1945. Depuis l'adhésion à l'Otan de la Pologne et de la Lituanie, ses deux voisins frontaliers, Kaliningrad se retrouve plantée dans le corps de l'Otan, ce qui est évidemment vu par celle-ci comme une menace.

Deuxième situation : l'insularité

L'insularité, c'est l'inverse de l'enclavement : l'on a la mer comme seule frontière, et donc aucun voisin accessible par voie terrestre. L'isolement terrestre qui est un handicap, est alors remplacé par un isolement maritime, qui est une force.

"Si l'Angleterre n'a plus connu d'invasion de son territoire depuis Guillaume le Conquérant (1066), nous dit Chauprade, elle le doit avant tout à sa situation insulaire. C'est bien à partir de sa base insulaire que l'Angleterre put développer une domination mondiale sur les mers, et qu'il lui fut possible de vaincre l'Espagne, la Hollande, l'Allemagne."

Chauprade explique que la situation insulaire et la suprématie sur les mers vont offrir des alliés à l'Angleterre, à toutes les époques, car elle put se trouver à tout moment des puissances terrestres, qui avaient intérêt à s'allier avec une Angleterre capable de faire la police des mers.

Effectivement, l'Angleterre commence à obtenir une suprématie maritime après les guerres napoléoniennes, au tout début des années 1800. L'Angleterre ouvre de vastes routes commerciales et s'empare de possessions coloniales, mettant en place son empire. Elle devient ainsi la première puissance mondiale, avec le plus grand empire colonial, et une domination commerciale mondiale, sous la période de la reine Victoria (1838-1901) et jusqu'à la Première Guerre mondiale (1914).

Sa flotte reste encore la première au monde pendant les deux guerres mondiales, mais la Seconde Guerre mondiale va révéler un recul définitif, en particulier avec la montée en puissance des Etats-Unis d'Amérique d'une part, le mouvement de décolonisation d'autre part.

*

Autre situation d'insularité qui illustre la force de cette position, **Cuba**. La petite île, située à 400 km des côtes de Floride, est une colonie espagnole qui prend son indépendance en 1898, après une guerre au cours de laquelle un général espagnol a fait déporter toute une population, 400 000 civils, qu'il accuse d'aider les rebelles. Les Etats-Unis prétendent intervenir pour des raisons humanitaires, et occupent l'île à deux reprises. Dès 1925, c'est un proche des Américains qui est élu, Machado. Il dirige l'île d'une main de fer. L'île devient aussi le lieu privilégié des touristes américains. La mafia américaine, Cosa Nostra, s'y développe en même temps.

Le pouvoir de Batista est renversé par Fidel Castro et un groupe de quelques dizaines de combattants, qui prennent la capitale en janvier 1961. Dans un premier temps, les USA reconnaissent le nouveau pouvoir. Mais dès que Castro nationalise les propriétés de l'United Fruit Company, qui exploite l'île, les USA se retournent et Castro va chercher un soutien du côté de l'URSS.



carte 7 Cuba / Haïti

En 1962, les Etats-Unis mettent en place un embargo, à la fois économique, commercial et financier. Rien ne doit sortir ou entrer dans l'île. C'est le plus long embargo de l'histoire. Le pays restera longtemps soutenu par l'URSS, qui lui fournissait de 4 à 6 milliards de dollars US, jusque 1990. L'embargo, lui, se poursuit, avec quelques assouplissements sous Obama (2009-2016), et l'île ou du moins le régime castriste tient toujours.

Selon Chauprade, l'opposition entre les Etats-Unis et Cuba n'est pas seulement une question d'idéologie, comme on le répète. Pour lui, *"l'opposition est plus profonde ; elle s'enracine dans l'inquiétude géopolitique de l'île d'être un jour avalée par le puissant voisin continental. (...) L'île est une forme géopolitique de refuge"*.

Ce qui est sûr, c'est qu'après une période très dure qui a suivi l'effondrement de l'URSS et de son aide, renaît depuis quelques années un soutien nouveau de la part, cette fois, de pays d'Amérique latine où renaît un fort sentiment anti-yankee.

Ce mouvement profond à l'échelle du sous-continent s'est produit en deux temps. Un premier tournant à gauche, entre 1998 et 2010, a placé Hugo Chavez au Venezuela, on le sait, première réserve mondiale de pétrole. A sa suite, 9 des 10 pays d'Amérique latine sont gouvernés en 2008 par des gouvernements qui se déclarent socialistes. Une seule exception, la Colombie. Mais les promesses de gauche sont suivies de déception et une vague conservatrice revient de 2010 à 2018.

A partir de cette date de 2018, une nouvelle vague de gauche revient. Les droites, en particulier avec la crise du covid, ont montré l'injustice sociale et les inégalités. En six ans, se succèdent, systématiquement : le Mexique avec Obrador en 2018, l'Argentine (Fernandez 2019), la Bolivie (Arce 2020), le Pérou (Castillo 2021), le Honduras (Xiomara Castro, présidente 2021), Lula qui revient au Brésil et la Colombie avec un premier président de gauche de son histoire Petro en 2022, Arévalo au Guatemala (2023), l'Uruguay en 2023 (Orsi).

Enfin, tout dernièrement, quelques-uns de ces pays connaissent un retour du balancier vers la droite, voire l'extrême droite : Javier Milei en Argentine en 2023, Bolivie en octobre 2025, Chili au premier tour de novembre 2025.

Pour en revenir à Cuba, ce qui est vrai, c'est que la mer est une frontière efficace : il est plus difficile pour un envahisseur de débarquer que pour les habitants de l'île de la défendre. Une preuve en est l'expédition américaine dans la Baie des Cochons. En avril 1961, une tentative d'invasion d'exilés cubains, soutenus par la CIA, est lancée au début de la présidence de Kennedy, en vue de renverser le gouvernement mis en place par Castro.

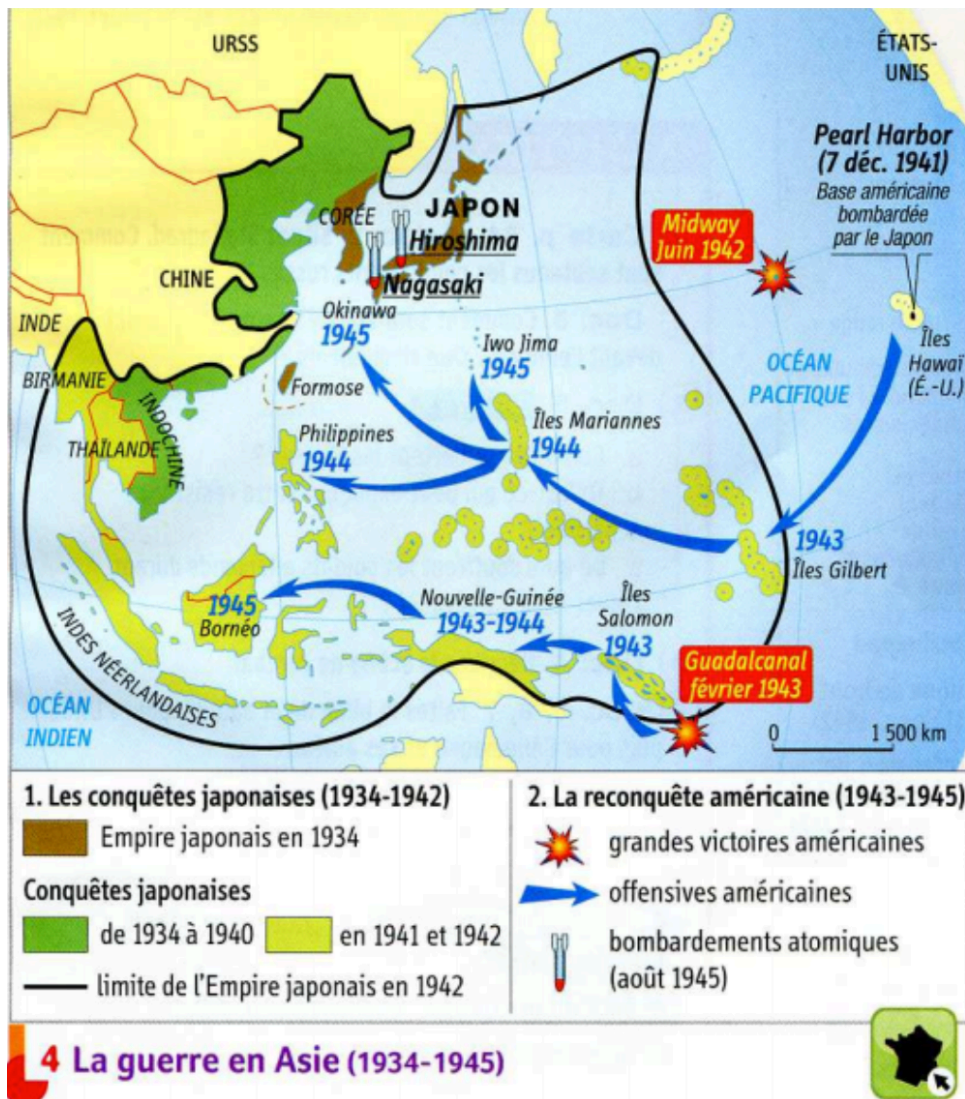
En fait, cette idée s'appuie sur une opération du même genre qui a réussi, en 1953, à renverser le président Arbenz du Guatemala. L'idée est de réussir à débarquer une force de 1400 opposants, ce qui entraînerait une révolte massive dans l'île. En même temps, des navires américains veillent au large de Cuba, et 8 bombardiers américains, repeints aux couleurs cubaines, décollent en vue d'attaquer les bases aériennes de La Havane et Santiago de Cuba. Mais Castro a caché ses avions ailleurs, et ils seront en état de le servir.

Non seulement, l'opération est un fiasco complet, mais c'est une humiliation pour les Etats-Unis, qui souhaitaient ne pas paraître comme agresseurs, et camoufler l'opération en affaire interne à Cuba.

*

Les îles sont donc un atout géopolitique. Lors de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont utilisé systématiquement le contrôle successif des **îles du Pacifique** (carte 8) ou des groupes d'îles, pour avancer dans leur guerre face au Japon. Mais le Japon est très loin. De nos jours, un vol direct Los Angeles Tokyo met de 11 à 12h de vol. La distance est de 8800 km. Et l'on compte entre les deux villes 16 fuseaux horaires de décalage, sur 24 qui font le tour du globe.

A partir d'août 1942 jusqu'à février 1943, les Américains visent les îles Salomon, avec la bataille féroce de Guadalcanal. En 1943, ils repoussent les Japonais vers l'ouest, en visant la Nouvelle-Guinée. En novembre 1943, ils prennent les îles Gilbert au prix de batailles sanglantes : il s'agit de préparer la prochaine avancée vers les îles Marshall (entre les îles Gilbert les Mariannes). Celles-ci sont attaquées en début 1944, et permettent d'envisager la prise des îles Mariannes.



carte 8 Guerre du Pacifique

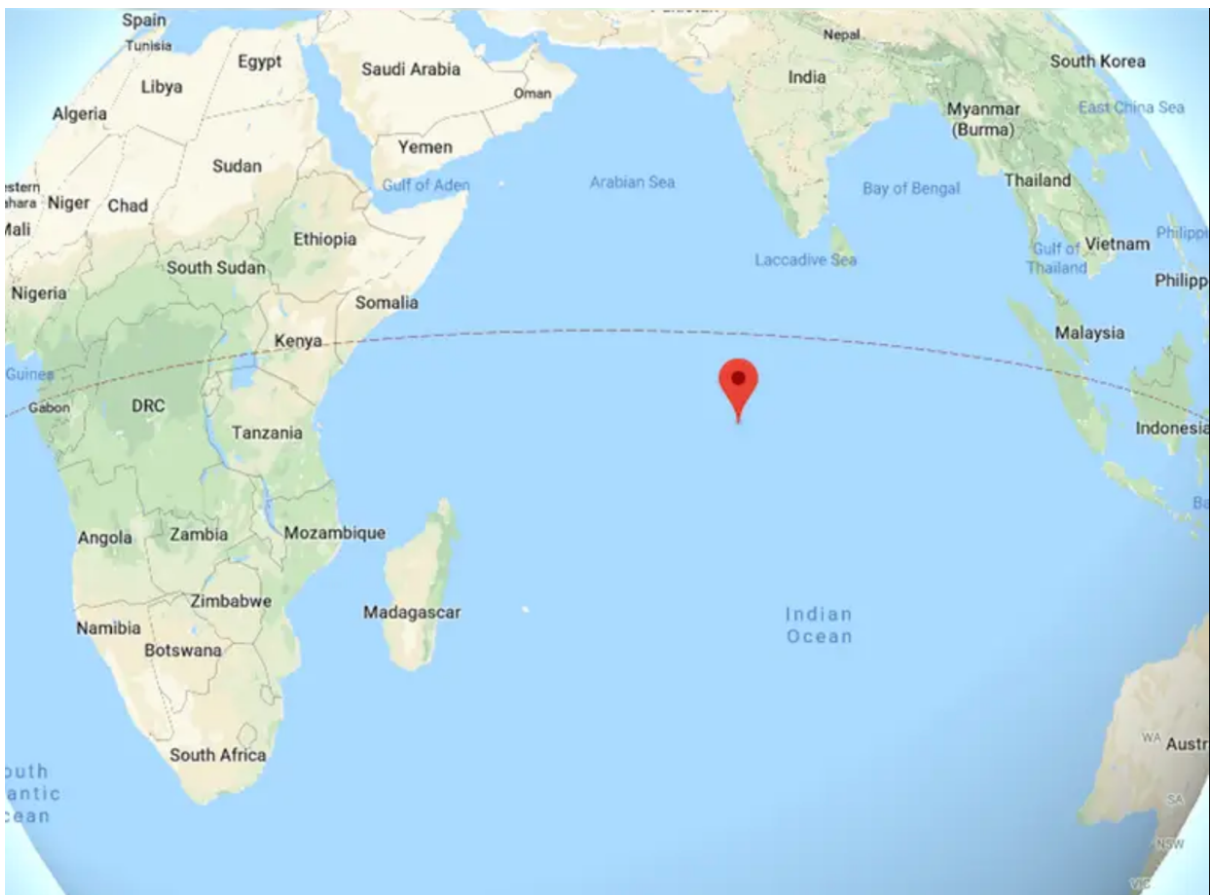
Celles-ci sont aux Américains à l'été 1944 ; ces îles sont d'une importance stratégique pour leurs bombardiers B-29. Saipan est difficile à prendre, mais elle va offrir une base pour enfin bombarder le Japon. En septembre 1944, prise des îles Palau, qui contrôlent l'accès aux Philippines. La récupération des Philippines débute en octobre 1944, avec une bataille navale importante à Leyte Gulf et se poursuit en 1945. Enfin, la dernière grande bataille avant l'invasion du Japon se porte sur Okinawa, dans les îles Ryukyu, au sud du Japon, et là encore, ce sont des combats très coûteux en vies humaines.

A chaque étape, les Américains ont essayé d'éviter les îles les plus fortifiées, choisissant des îles permettant au contraire d'isoler les forteresses ennemies. De chaque île ou groupe d'îles gagné, ils font une base avancée pour attaquer la suivante, et diminuent en même temps les lignes d'approvisionnement du Japon. Ils établissent des bases navales et aériennes, qui seront cruciales pour l'attaque du Japon.

Aujourd'hui, les Etats-Unis disposent, au Japon, aux Philippines, dans les Etats de Micronésie, un nombre important de bases de projection qui leur permettent de contrôler les routes maritimes depuis leur côte Ouest jusqu'à l'Asie.

*

Une île particulière, bien que minuscule, à peine 21 km de long, mérite qu'on s'y arrête : il s'agit de **Diego Garcia**, un atoll de l'archipel des Chagos. Elle est située au nord de l'océan Indien, un peu en-dessous de l'équateur, au niveau de la République démocratique du Congo et de la Tanzanie. C'est de cette île que sont partis les fameux bombardiers B2 américains en juin 2025, pour perforer les montages de béton des installations nucléaires de l'Iran, lors de sa guerre avec Israël, avec des bombes particulièrement lourdes.



carte 9 Diego Garcia

C'est que Diego Garcia (située en rouge, carte 9) joue un rôle très important dans le dispositif militaire américain mondial. C'est lors de la guerre Froide entre les USA et l'URSS que les Américains s'y intéressent. En 1979, ils ont perdu l'Iran, avec la révolution gagnée par Khomeiny, qui renverse un allié de taille des Etats-Unis au Proche-Orient, le shah. De plus, plusieurs pays d'Afrique de l'Est prennent le parti de l'URSS. L'île en question est anglaise.

Un accord est conclu en 1966. Les Américains veulent en faire le lieu le plus secret du monde. Tous les habitants d'origine sont expulsés entre 1971 et 1973, avec interdiction de revenir. Les chiens sont empoisonnés et gazés jusqu'au dernier. L'île va servir d'entrepôt et de stockage de montagnes de matériel de guerre, en vue d'être fourni à toute armée de cette immense région.

A la fin de la Guerre froide, la base va devenir le centre de toutes les interventions militaires américaines au Proche-Orient : Guerre du Golfe de 1991, contre l'Irak et Saddam

Hussein qui envahit le Koweït ; opérations contre les Talibans en Afghanistan en 2001, à la suite de l'attentat du 11 septembre 2001 à New York, mené par l'islamiste d'Al Qaïda Ben Laden ; Deuxième Guerre du Golfe en 2003, pour éliminer Saddam Hussein. Et, donc, envoi des bombardiers B2-spirit et leur bombe spéciale à forte pénétration GBU/57B contre les installations nucléaires de l'Iran dans la nuit du 21 au 22 juin 2025.

Pour en finir avec Diego Garcia, les USA y ont mis en place depuis 1987 une station chargée de surveiller tout ce qui est envoyé par les hommes dans l'espace autour de la terre. Une station de transmissions du réseau Echelon est également implantée. Il s'agit d'intercepter le maximum de communications, qu'il s'agisse de l'internet ou des téléphones. Des superordinateurs analysent les échanges et les filtrent, en vue d'informer les services secrets américains.

Diego Garcia a beau se situer à 5000 km de ses cibles en Iran, en Irak ou en Afghanistan, les Américains en ont fait un formidable atout militaire, alors qu'ils disposent d'autres bases plus proches de ces cibles. L'un des atouts de l'insularité de la base est de leur permettre d'agir d'une manière totalement secrète. On l'a revu en juin 2025.

*

Dans l'histoire, une île ou quasi-île a joué un rôle important, c'est la cité-Etat de **Venise**. Elle commence son existence dans les années 700, au milieu d'une lagune, une étendue d'eau peu profonde, séparée de la mer par un cordon de terre, qui connaît des échanges d'eau avec celle-ci. La ville est construite sur 116 petites îles séparées par des canaux. Les vénitiens assèchent, éclaircissent des zones pour consolider des terres émergées et y bâtir des palais.

En 814, les doges de la ville deviennent totalement indépendants et Venise se proclame république mais oligarchique, dont le pouvoir est partagé au sein d'un petit groupe de riches citoyens. La puissance économique et commerciale de Venise s'affirme et s'amplifie à partir de la Quatrième croisade, autour de 1204. Cette croisade était, au départ, organisée pour conquérir Jérusalem en terre musulmane. Mais une manœuvre habile de Venise va réussir à la faire dériver jusqu'au pillage de la ville tout à fait chrétienne de Constantinople.

Les croisés avaient en effet passé un contrat avec Venise pour qu'elle se charge de leur transport par mer vers l'Egypte. Mais au moment du départ, nombre de croisés sont absents, la somme convenue est impossible à réunir. Le doge Dandolo propose alors d'attaquer la ville de Zara, ville chrétienne mais alliée de la Hongrie et qui refuse l'autorité du pape, pour rembourser une partie de la dette. Malgré une interdiction du pape, les croisés acceptent. Le fils de l'empereur de Constantinople, Byzance à l'époque, leur promet des richesses en récompense s'il parvient au trône de Zara. Mais quelqu'un d'autre s'en empare. Le doge Dandolo pousse alors à attaquer Constantinople, capitale depuis 1054 de l'Orient chrétien, qui ne reconnaît pas l'autorité supérieure du pape de Rome.

La ville est pillée, saccagée. Venise recevra une part énorme du butin et du territoire que Constantinople contrôlait. Surtout, Venise va supplanter Constantinople en tant que relais commercial entre l'Orient et l'Occident. Le rôle commercial et économique considérable de Venise en Méditerranée va durer plus de trois siècles. La ville est à son apogée au 13^e siècle. C'est sa monnaie, le ducat, qui sert dans les grands ports de la

méditerranée. Elle déclinera à partir du 16^e siècle, quand les Ottomans vont commencer à contrôler l'Est de la Méditerranée. Venise perd Chypre en 1571. L'Occident chrétien réagit et gagne la bataille navale de Lépante (Grèce) contre les Ottomans, avec 210 galères contre 250. Dieu est avec l'Occident chrétien.

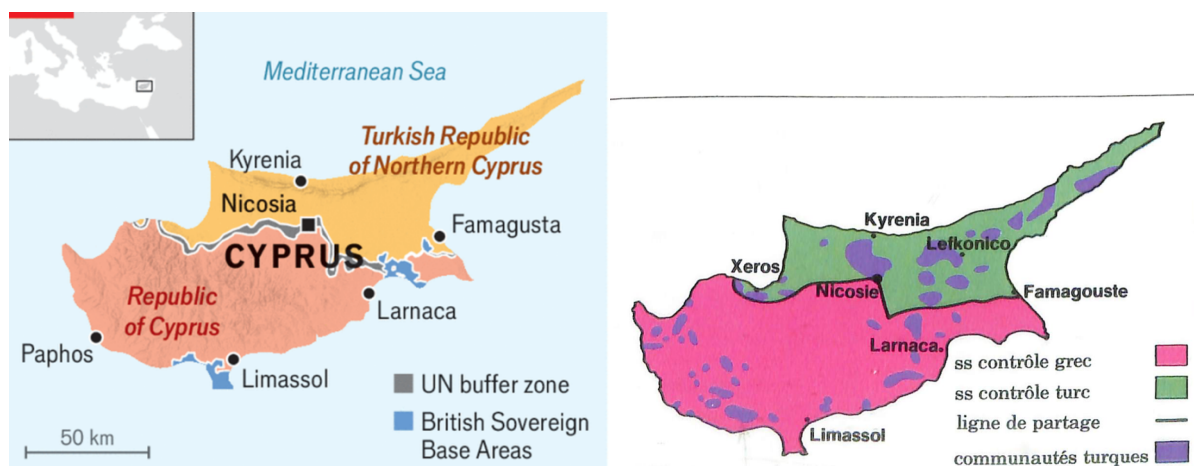
Quoi qu'il en soit, si Venise a pu surgir en tant que république dans un monde encore moyenâgeux, c'est grâce à son insularité. Et c'est grâce à elle qu'elle put assurer sa sécurité militaire et commerciale sur une longue durée.

*

L'importance donc de l'insularité explique que des Etats se battent pour acquérir le contrôle d'une même île. Il n'est donc pas rare qu'une île, même réduite, soit occupée par deux Etats différents. C'est le cas de l'île Hispaniola, assez tôt partagée entre la France et l'Espagne. La Révolution haïtienne libère les esclaves et obtient l'indépendance en 1804. En 1822, **Haïti** occupe l'autre partie de l'île, Saint-Domingue. Mais en 1844, les Dominicains se séparent d'Haïti. Les deux Etats vont connaître des tensions et des conflits. (carte 7, page 12)

*

Autre île qui connaît une séparation plus récente, c'est **Chypre**, à l'Est de la



cartes 10 Chypre

Méditerranée. On le sait peu, mais Chypre a beau être membre aujourd'hui de l'Union européenne (depuis 2004), elle est partagée, militairement, en deux zones : au sud, la République de Chypre, majoritairement chypriote grecque, et au nord la république turque de Chypre du Nord, qui n'est reconnue que par la Turquie.

D'où provient cette situation ? Pendant des siècles, l'île a connu de nombreuses convoitises, du fait de sa position stratégique en Méditerranée orientale. A partir de 1571, c'est l'Empire ottoman qui en prend le contrôle ; il y importe 20 000 personnes, des musulmans donc. C'est l'origine de la population chypriote turque, qui s'ajoute donc aux populations précédentes, de culture grecque. Après la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman est vaincu, et l'île passe sous l'autorité du Royaume-Uni. C'est pendant cette période que les tensions s'aggravent au sein de la population, du fait des attitudes anglaises qui tendent à souligner et aggraver les divisions, parmi une population pourtant métissée depuis des siècles.

En 1960, comme nombre de colonies dans le monde, Chypre est rendue à l'indépendance. Monseigneur Makarios, un chrétien orthodoxe est président. Les institutions ont deux têtes, l'une chypriote grecque, l'autre chypriote turque. Mais les conflits vont se développer, avec des violences dès 1963.

En 1967, un coup d'Etat en Grèce met en place la dictature des colonels. Il s'agit de lutter d'abord contre le communisme, mais aussi d'établir un ordre chrétien. En 1974, la junte militaire intervient à Chypre, renverse Makarios. En réaction, la Turquie envoie 40 000 soldats qui occupent, au nord de l'île, 35% du territoire. Chypre est, de fait, divisé en deux. D'importants déplacements de population ont lieu. Aujourd'hui encore, ce sont des barbelés et des miradors qui séparent l'île et la population.

Au début des années 2000, la Turquie envisage d'adhérer à l'Union européenne ; elle ne peut donc décider d'annexer purement et simplement le nord de l'île. De son côté, la Grèce aimerait diminuer ses dépenses militaires. Du coup, les relations s'améliorent entre les deux camps. Les Chypriotes turcs, plus pauvres, espèrent voir leur sort s'améliorer par une réunion de l'île ; ils soutiennent largement un plan en ce sens en 2004. Mais les Chypriotes grecs le rejettent, parce qu'il n'est pas envisagé de restitution des propriétés.

Plus récemment, la découverte de gaz en mer crée un espoir d'enrichissement pour les deux parties. Mais la perspective que la Turquie entre dans l'Union européenne recule. Enfin, des deux côtés, turc comme grec, le nationalisme présente les choses comme une question communautaire, qui daterait d'avant même l'indépendance. Et des deux côtés, on efface les périodes de mélange, de métissage, qui se sont produits pendant des siècles, entre les deux populations chypriotes.

*

Une île joue actuellement un rôle considérable sur le plan international, du fait de son implication dans le grand conflit mondial qui oppose les deux premières puissances, Chine et Etats-Unis, il s'agit de **Taïwan** (carte 14, page 27). Située à peine à 130 km des côtes chinoises, elle a une superficie comparable à la région française Bretagne-Pays de la Loire, avec une population de 23 millions d'habitants. La situation actuelle voit la République populaire de Chine de Xi Jinping revendiquer Taïwan, qui s'arcboute sur son indépendance, avec un soutien affirmé des Etats-Unis.

Mais derrière cette façade assez simple, l'histoire récente a connu des évolutions, et peut encore évoluer. Tout a commencé quand l'île a joué un rôle de refuge, en 1949. Les forces du parti communiste chinois l'emportent, dirigées par Mao Tse Toung, face aux armées du Kuomintang. Celles-ci, dirigées par le sanguinaire Tchang Kaï-chek, se réfugient alors sur l'île de Taïwan.

A partir de ce moment-là, la République populaire de Chine considère Taïwan comme une province rebelle, qu'il faudra réunifier un jour ou l'autre. Cette position, la Chine ne la changera plus. Sous Deng Xiaoping à partir de 1978, elle propose une solution qu'elle intitule "Un pays, deux systèmes". Taïwan refuse. Aujourd'hui, avec Xi Jinping depuis 2012, le ton se

durcit. Pour lui, c'est une mission historique que de récupérer Taïwan, et il n'exclut pas l'usage de la force, multipliant les exercices militaires d'intimidation.

De son côté, Taïwan a changé d'attitude à plusieurs reprises. Longtemps dirigée par le parti hérité de la guerre civile, le KMT, Kuomintang, elle est plutôt favorable à une réunification pacifique. Le KMT défend l'idée d'une identité chinoise commune, supérieure à la particularité taïwanaise. Puis a émergé un nouveau parti, le DPP, Parti démocrate progressiste, de plus en plus indépendantiste. Celui-ci a cultivé l'idée d'une identité différente, propre à Taïwan, aggravant les tensions avec Pékin. Le DPP attire les jeunes, qui rejettent le KMT pour son passé de dictature.

En 2008, une période de normalisation a commencé, avec l'élection du KMT ; des liaisons maritimes et aériennes entre les deux parties se sont mises en place. Mais en 2016, le pouvoir est passé au DPP, qui n'a eu de cesse de multiplier des déclarations que Pékin entend comme des provocations.

De leur côté, les Etats-Unis ont reconnu la République populaire de Chine en 1979. Mais en même temps, ils entretiennent avec Taïwan une relation spéciale, qui autorise notamment des ventes d'armes à Taïwan et lui garantit un soutien en cas de menace. En fait, les Américains ne s'engagent pas clairement à défendre Taïwan militairement, tout en envoyant des signes régulièrement à Pékin pour décourager la Chine de lancer une invasion. En clair, les Etats-Unis cherchent à maintenir le statu quo. Jeu fragile et dangereux.

*

Avant d'étudier une autre situation géopolitique, on peut ajouter à l'insularité une situation exceptionnelle, celle des **Etats-Unis**. Leur situation géographique, qui s'étend de l'océan Atlantique jusqu'à l'océan Pacifique, même si le pays partage des frontières terrestres au nord et au sud, avec le Canada et le Mexique, les place d'une certaine manière en situation de pseudo-insularité : entourée et protégée par les mers.

Le pays a très largement profité de cette situation au cours des deux guerres mondiales, où aucun combat, aucune destruction, n'ont pu avoir lieu sur leur territoire. Il a fallu attendre le 11 septembre 2001, et l'attaque des islamistes d'Al Qaïda, pour que les Etats-Unis connaissent sur leur sol une attaque étrangère un tant soit peu destructrice.

Pour raffermir et compléter cette situation géographique, les Américains se sont dotés de la doctrine Monroe, en déclarant dès 1823 que les Européens devaient cesser de coloniser ou d'intervenir sur le continent américain. Il s'agissait de protéger les fragiles et récentes indépendances en Amérique latine, de façon à permettre et soutenir une influence et une présence de plus en plus accrue des Etats-Unis dans ce qu'ils allaient considérer comme leur pré carré. Il s'agit bien là d'une vision insulaire des Etats-Unis.

S'est ajoutée à cette idée la mise en place d'une force navale en vue de constituer la première puissance mondiale en ce domaine, en copiant en quelque sorte la trajectoire qui avait mené l'Angleterre à cette place. Aujourd'hui, la marine américaine est effectivement une redoutable force de projection qui englobe la planète, telle que la rêvaient les dirigeants américains dès le 19^e siècle.

Troisième situation : l'isthme et le détroit

Des situations peut-être encore plus stratégiques que l'île et l'insularité, ce sont celles de l'isthme et du détroit. "L'isthme est une bande étroite de terre entre deux mers ou deux golfes et qui réunit deux terres." L'isthme rapproche donc deux mers différentes.

L'isthme de Suez est une bande de terre qui réunit l'Afrique et l'Asie. Cet isthme, on le sait, a été l'objet du creusement d'un canal qui réunit la Méditerranée à la mer Rouge, et ensuite à la mer d'Arabie et l'océan Indien. De même, l'isthme de Panama, en Amérique centrale, est le lieu du rapprochement entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique. Lui aussi a connu le percement du canal de Panama qui relie les deux océans. Ces deux isthmes sont d'une telle importance que, malgré leur histoire relativement courte et récente, ils ont connu des conflits et des événements importants.



carte 11 Suez et Panama

Quant au détroit, c'est une bande de mer qui relie deux mers importantes. En quelque sorte un canal naturel entre deux mers. Il est donc un lieu de passage par mer presque obligé, le plus rationnel pour éviter de longs contournements de terres.

*

En ce qui concerne d'abord **Panama**, l'isthme a été traversé pour relier les deux océans dans un premier temps par la voie terrestre. Mais il était évident dès le début du 19^e siècle que cette région a un rôle stratégique important. D'abord colonie espagnole, le Panama actuel a obtenu son indépendance assez tôt, dès 1821, en même temps que la Colombie voisine, grand pays de la superficie de la France, les deux états formant au départ un unique Etat fédéral.

L'idée d'un canal existe déjà, depuis le 16^e siècle. En 1881, c'est le français Ferdinand de Lesseps qui entreprend la construction. Il a pour lui d'avoir déjà réussi à percer le canal de Suez en 1869, douze ans plus tôt. A Panama, il veut construire un canal à un seul niveau, sans écluses, comme celui de Suez, alors qu'il faut traverser des hauteurs de 50 à 100 mètres. Une

partie de l'argent levé pour la construction sera détournée, ce qui mène à une banqueroute en 1889, l'un des plus grands scandales de corruption de la Troisième République.

Surtout, le travail est mené dans des conditions catastrophiques. Pas d'outils modernes, ni des engins puissants, aucune route. Tout est décidé... à Paris. Aucune précaution contre les maladies tropicales. Le bilan sera de 20 à 25 000 ouvriers morts, essentiellement des Antillais. Une hécatombe. Un budget d'un milliard de francs or a été englouti, pour rien. Le projet est abandonné.

Les Etats-Unis lorgnent évidemment sur la région. Ils soutiennent l'idée d'une indépendance du Panama, dans le but intéressé d'un contrôle facilité. Ils vont profiter d'un conflit en Colombie pour pousser à la rupture. Naît donc en 1903 la République de Panama. Et en 1904, les Américains reprennent la construction du canal. Ils mènent une lutte décisive contre les moustiques, et mettent en place un système d'écluses. Le canal mesure 82 km, et comprend trois écluses sur chaque versant, permettant un dénivelé de 26 mètres. En échange de quoi, les USA obtiennent un contrôle américain sur le canal. Le premier navire à passer le canal le fera en 1914.

Outre son rôle international, le canal est aussi un moyen de relier efficacement la côte Est et la côte Ouest des Etats-Unis eux-mêmes. En 1977, sous Carter, il est prévu un transfert progressif du canal à l'Etat de Panama. Celui-ci s'achève par un contrôle complet par le Panama le 31 décembre 1999. Le vingtième (5%) du commerce mondial traverse ce canal. Fin 2024, Donald Trump a annoncé son intention de reprendre le contrôle du canal, dénonçant l'accord de 1977, et parlant d'une influence chinoise.

En fait, la Chine a lancé une vaste offensive aussi vers l'Amérique latine. Elle a obtenu une base à Cuba, la base de Torres. Du Panama, elle a obtenu la gestion de deux ports à une société chinoise. Face aux menaces de Trump, le président Mulino a dû reculer sur ce dernier point, mais pour ce qui est de rendre le canal aux Etats-Unis, il a répondu qu'il n'en est absolument pas question.

*

Si le canal de Panama représente à lui seul 5% du trafic mondial, pour ce qui est du canal de **Suez**, il est deux ou trois fois plus important, de 12 à 15%, et même 30% en ce qui concerne le trafic mondial des conteneurs. Avec la montée en puissance des économies de l'Asie-Pacifique, l'importance du canal est encore plus grande. Les USA étudient également comme solution de rechange un passage au nord du Canada, qui ferait suite au réchauffement climatique. Panama perdrait alors son monopole transocéanique.

L'idée d'un canal qui relierait la Méditerranée à la mer Rouge est très ancienne. Elle remonte à l'antiquité, au 19^e siècle avant notre ère. A l'époque, Sésostris 3 a même fait creuser un canal reliant le Nil à la mer Rouge ; ensablé, il a été abandonné au 8^e siècle. Napoléon ira chercher des traces de ce passé, mais cela n'aboutira pas. C'est Ferdinand de Lesseps qui obtient du vice-roi d'Egypte, Saïd Pacha, une concession, sous l'œil méfiant des Anglais. Il utilise des milliers d'ouvriers, dont beaucoup sont sous un système de corvée, travail obligatoire non payé.

Le canal est ouvert au bout de dix ans, fin 1869. Il mesure 193 km, il est sans écluse, à sens unique, jusqu'à une première modification en 2015, qui permet une double circulation sur 35 km. L'Egypte va rapidement perdre le contrôle de son canal. Les grandes puissances s'arrangent pour l'endetter, comme d'autres pays de l'Empire ottoman, et c'est l'Angleterre qui rachète ses parts. En 1914, Elle instaure son protectorat. Lorsque l'Egypte devient indépendante en 1922, les Britanniques conservent leur présence militaire. Le canal est alors financièrement contrôlé par la France et l'Angleterre.

En 1956, le nationaliste Nasser, qui cherche de l'argent pour financer la construction du barrage d'Assouan, annonce qu'il nationalise le barrage. Le canal est alors toujours contrôlé par les capitaux anglais et français, et l'Egypte ne touche que 7% des bénéfices. Immédiatement, une opération militaire qui allie la France, l'Angleterre et Israël est menée, pour occuper militairement le canal. C'est la crise de Suez. France et Angleterre craignent la montée de popularité de Nasser dans l'ensemble du monde arabe, encore colonisé. Ils ont secrètement contacté Israël pour qui l'Egypte, à l'époque, est un ennemi déclaré.

Mais très vite, les deux superpuissances de l'époque, les Etats-Unis et l'URSS, intimement l'ordre aux trois alliés de retirer leurs troupes. Les vainqueurs doivent partir. Les Etats-Unis veulent se montrer contre le colonialisme, avec pour calcul de mettre les anciennes colonies sous leur propre influence économique et politique. Ils ne veulent pas se montrer complices d'une intervention qui pue l'intervention coloniale. De plus, Ils craignent que le Moyen-Orient, riche en pétrole, se rapproche de l'URSS. Enfin, en affrontant directement la Grande-Bretagne, ils montrent qu'ils sont la nouvelle Première puissance mondiale, que c'en est fini des Anglais, et des Français.

De son côté, l'URSS veut montrer un soutien à Nasser, vu comme un dirigeant des pays qui se veulent neutres dans le conflit USA-URSS. Elle aide l'Egypte, en vue de s'en faire un allié dans la région. C'est aussi l'occasion pour l'URSS de dénoncer devant le monde entier les comportements colonialistes du monde capitaliste. Elle est du côté des opprimés. Devant cette double pression, les troupes des trois pays se retirent. La navigation va pouvoir reprendre.

Onze ans plus tard, le canal de Suez est à nouveau fermé. C'est la Guerre de Six Jours de juin 1967. Face à Israël, l'Egypte et la Jordanie, à l'est et à l'ouest donc du pays, s'allient. De plus, l'Egypte déclare un blocus contre le port d'Eilat, à la pointe sud du Sinaï. Israël lance alors une guerre qui se veut préventive. Il multiplie sa surface par cinq et passe de 21 000 à 102 000 km², en occupant la Bande de Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est, le Golan syrien et le Sinaï égyptien.

Du fait de cette dernière occupation l'Egypte réplique en fermant le canal à la circulation. Elle coule des navires et y ajoute des mines, pour empêcher toute utilisation. Le canal est devenu zone de guerre. Une quinzaine de navires qui s'y trouvaient de passage vont rester bloqués pendant huit ans, jusqu'aux accords entre Israël et Egypte, en 1975. Ces accords sur la navigation par le canal précèdent de peu les accords de Camp David de 1978. Les accords de paix, signés par Sadate et Begin, prévoyaient une autonomie des Palestiniens dans un délai de 5 ans. Enfin, en 1979, le canal de Suez est reconnu comme une voie

internationale neutre, que l'on ne peut ni bloquer ni fermer, mais qui reste sous le contrôle de l'Egypte.

Récemment, l'Egypte a investi 9 milliards de dollars pour améliorer le canal. Une portion supplémentaire de 10 km permet, depuis début 2025, de faire se croiser deux bateaux. Il ne reste plus que 80 km non doublés. La profondeur a également été augmentée. Mais les attaques en 2024 des Houthis du Yémen, alliés de l'Iran, contre les bateaux occidentaux, ont fait chuter les bénéfices pour l'Egypte, pour qui le canal est un élément économique important.

*

Voilà donc pour nos canaux stratégiques, et sur les isthmes de Panama et de Suez. Sans avoir la même importance, d'autres situations proches d'un isthme existent ailleurs. La Turquie connaît une partie européenne et une autre asiatique. Entre les deux, se trouvent deux détroits, le Bosphore et les **Dardanelles** (carte 12 page 24). Au Nord, le Bosphore relie la Mer Noire à la petite mer de Marmara, elle située entre les deux détroits. Plus au Sud, les Dardanelles relient la mer de Marmara à la mer Egée, suivie de la Méditerranée.

Pendant la Première Guerre mondiale, les Dardanelles ont été un enjeu important. La Turquie n'existe pas, nous sommes là au cœur de l'Empire ottoman. Et celui-ci est alors un allié de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie : ce sera le camp des vaincus. En face, France et Angleterre veulent pouvoir rejoindre leur allié russe, et au passage, en finir avec l'Empire ottoman, pour le dépecer.



carte 12 Dardanelles et Bosphore

Le passage du détroit des Dardanelles sera un enjeu de taille. La Royal Navy britannique et la flotte française attaquent ensemble les forts turcs. Les Anglais ont avec eux des Australiens, des Néo-Zélandais, des Indiens ; la France envoie ses troupes coloniales,

Sénégalais, Maghrébins. Les troupes de l'Empire ottoman sont dirigées notamment par Atätürk, jeune officier, futur Mustpaha Kemal, fondateur de la République turque en 1923.

La chaleur, le manque d'eau, les bâtiments escarpés créent des conditions de combat atroces. Les pertes sont énormes pour les franco-anglais, qui échouent, et vont s'en aller sans rien dire. Atätürk devient un héros national. En face, Churchill, Premier lord de l'Amirauté, perd son poste. Il y aura eu 250 000 morts dans chaque camp ! Mais on ne nous en parle guère dans le nôtre, puisque c'est un échec cuisant.

Une autre guerre, elle aussi sans doute très meurtrière, se tient depuis 2022, au large de la mer Noire. Les détroits du Bosphore et des Dardanelles y ont un rôle géostratégique très important, la guerre qui oppose l'Ukraine à la Russie. Jusqu'à aujourd'hui, ce sont les règles d'un accord qui date de 1936 qui sont appliquées, et respectées, par tous les camps. Cet accord, c'est la Convention de Montreux. Les lieux sont en effet si importants qu'après les massacres de 1914, un accord international a été discuté et conclu, de manière préventive.

Deux situations avaient été discutées pour les deux détroits, l'une en temps de paix et l'autre en temps de guerre. En temps de paix, il y a une liberté de passage pour tous les navires civils ; les navires de guerre des pays riverains de la mer Noire, Russie, Ukraine, Bulgarie, Roumanie, Géorgie, ont leur liberté ; les autres sont soumis à des limites de durée, de tonnage et de nombre.

En temps de guerre, deux cas sont prévus. Si la Turquie elle-même est en guerre, elle décide librement de ce qu'elle laisse faire ou pas. Si la Turquie est neutre, elle peut interdire le passage aux navires de guerre de ceux qui sont en guerre.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie (voir carte 5 page 9) a débuté le 24 février 2022. Immédiatement, la Turquie se déclare neutre, et met en place la convention de Montreux : elle a *le droit* d'interdire le passage aux navires de guerre russes et ukrainiens : elle le fait pour les deux. Les navires russes qui ne se trouvent pas en mer Noire ne peuvent plus y entrer. Mais la Turquie fait un signe en direction de la Russie, car elle autorise le passage aux navires de guerre russes dont le port d'attache est en mer Noire. En clair, la Russie peut reconstituer sa flotte de mer Noire mais ne peut pas la renforcer. Enfin, les navires civils peuvent continuer à circuler, mais à condition d'être contrôlés par la Turquie.

On s'en souvient peut-être, assez vite, au début de la guerre, les Ukrainiens vont choisir de viser tout particulièrement la flotte russe en mer Noire. Car ils savent que les Russes ne peuvent pas la renouveler. Le 14 avril 2022, avec deux missiles anti-navire, les Ukrainiens ont même coulé le navire amiral, le navire commandant de la flotte russe en mer Noire, le Moskva. Nous reviendrons plus largement sur la guerre de la mer Noire qu'est aussi la guerre en Ukraine.

*

Un dernier détroit très connu joue un rôle en Europe, c'est **Gibraltar**, qui rapproche le Maroc de l'Espagne. Son histoire récente remonte à 1713. Charles 2 d'Espagne meurt sans laisser d'héritier. La France et l'Autriche revendiquent sa succession, et donc le trône d'Espagne. La guerre de succession d'Espagne va durer 13 ans et occasionner entre 600 000

et un million de morts (combats, famines, épidémies, déportations de populations). Finalement, pour rétablir un équilibre des puissances européennes, l'Angleterre, les Provinces-Unies (Pays Bas), le Portugal décident d'un repartage du haut de leurs trônes respectifs : l'Autriche prend les Pays-Bas, Naples, Milan et la Sardaigne ; la France cède Terre-Neuve et l'Acadie aux Anglais ; enfin, la Grande-Bretagne prend Minorque et Gibraltar.

C'est donc depuis cette date, 1713, que Gibraltar appartient à la Grande-Bretagne, qui y dispose d'un gouvernement autonome. L'Espagne, aujourd'hui, conteste cette situation et revendique Gibraltar, bien que les habitants, consultés en 1967 et 2002, refusent le transfert à l'Espagne.

Gibraltar est une clé de contrôle de la Méditerranée. Il a joué un rôle important au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Pendant la guerre Froide, il a servi à contrôler les mouvements de la flotte soviétique de mer Noire. Aujourd'hui, c'est une base importante de l'Otan, où les sous-marins de l'alliance peuvent se ravitailler. S'y trouve un centre d'écoute électronique en direction du Maghreb. De manière annexe, Gibraltar est dénoncé par l'Union européenne en raison de son rôle aussi de paradis fiscal.

*

Sur la route du pétrole, qui reste, quoi que l'on veuille, une énergie qui ne recule guère, on trouve aussi des détroits. Et le premier par ordre d'importance, c'est le **détroit d'Ormuz**. Il voit passer un quart du pétrole mondial. Il est situé au débouché du golfe Persique. Les pays frontaliers du Golfe en question ont pour place respective pour ce qui est des réserves d'hydrocarbures : l'Arabie saoudite 2^e mondial (après le Venezuela), l'Iran 3^e, l'Iraq 5^e (après le Canada), les Emirats 6^e et le Koweït 7^e réserve mondiale (Russie et USA suivent en 8^e et 9^e places).



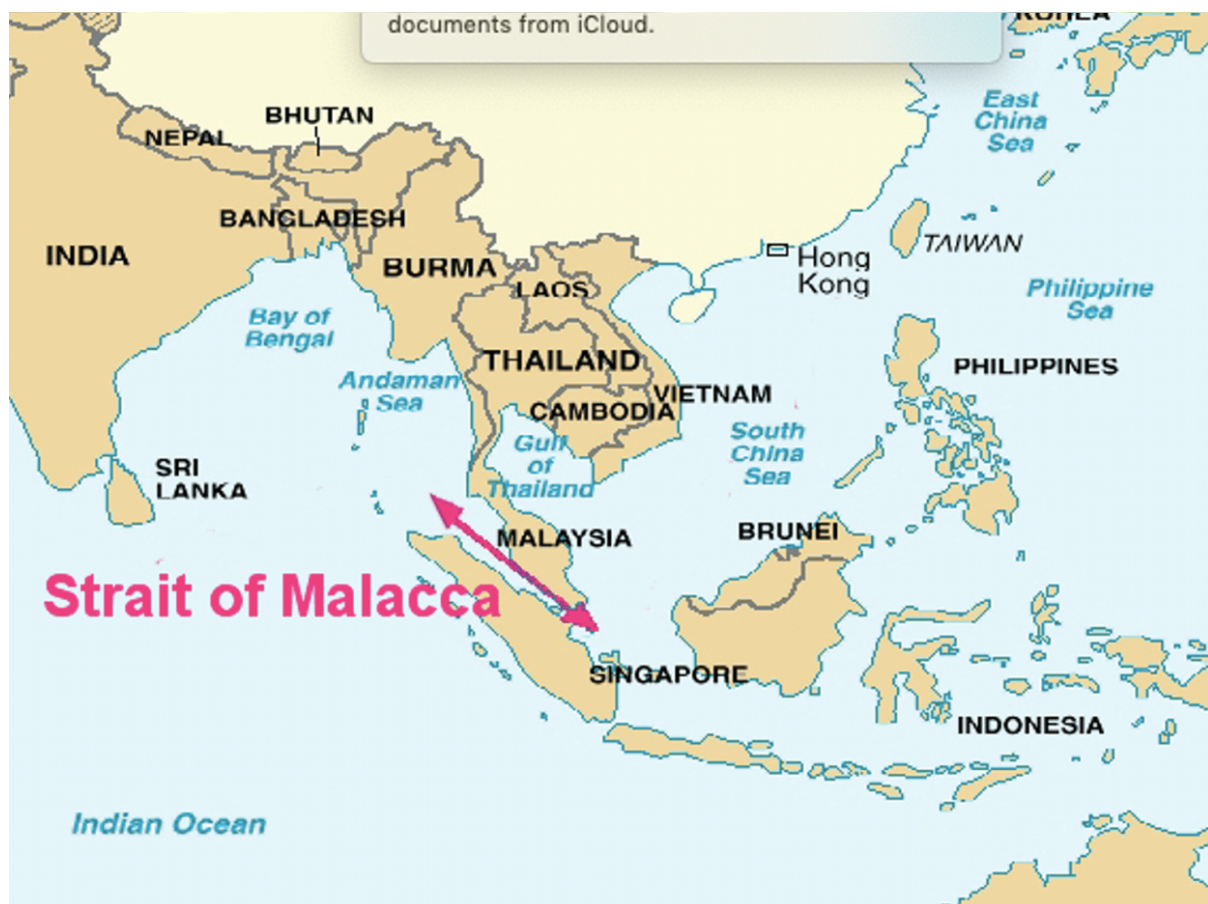
carte 13 Golfe Persique, Ormuz

C'est le seul passage possible entre le Golfe Persique et l'océan Indien (via la mer d'Arabie), et c'est donc un point absolument stratégique du commerce et de l'approvisionnement énergétique mondial. Il sépare l'Iran d'Oman, et se situe dans les eaux territoriales d'Oman, avec les Emirats arabes unis (UAE en anglais) qui sont également très proches. Le détroit a une largeur de 55 à 95 km. Vue l'importance de ce point du globe, les Américains ont positionné leur 5^e flotte à proximité, les quatre premières protégeant les côtes Est et Ouest des Etats-Unis, avec pour base arrière un lieu que nous avons déjà aperçu : Diego Garcia.

Lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988), au lendemain de l'arrivée au pouvoir de Khomeiny en Iran, le détroit a été miné par les Iraniens pour faire pression sur les Occidentaux contre l'Irak. Des tentatives de trouver d'autres routes ont eu lieu, avec des projets de pipeline pour évacuer la production irakienne vers le Nord et la Turquie. On a développé également des terminaux sur l'autre côte de l'Arabie saoudite, à l'ouest. La guerre des USA contre l'Iran de 2026 a confirmé l'importance stratégique de ce détroit.

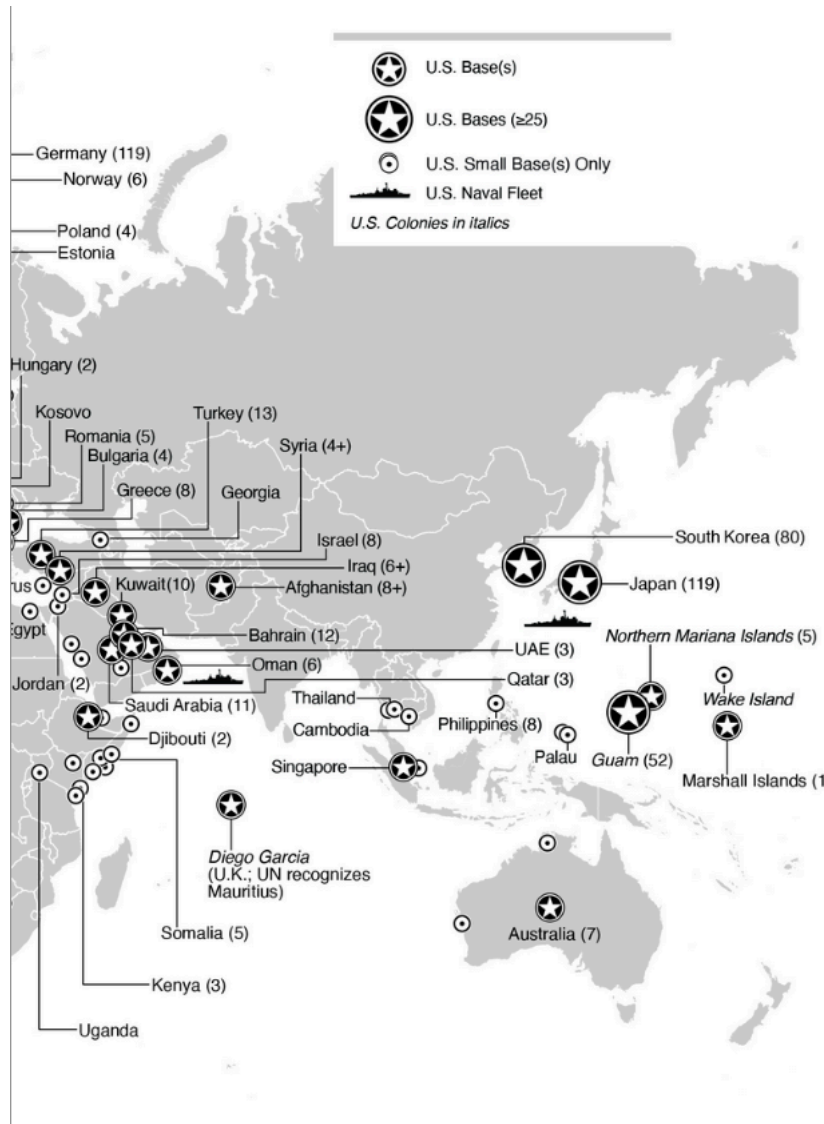
Selon une analyse géopolitique de Gauchon et Huissoud en 2008, *"la confrontation des intérêts divergents des grandes puissances crée une situation complexe et potentiellement explosive et explique les excellentes relations que la Russie et la Chine tentent de maintenir avec Téhéran"*.

*



carte 14 Détroit de Malacca

Un autre détroit d'importance mondiale est le **détroit de Malacca**, par où passe à peu près la moitié du commerce maritime mondial. Long de près de 1000 km, il sépare la Malaisie de Sumatra, et débouche près de Singapour. Sa largeur est de 28 km, la profondeur de 25m. Selon le Pentagone, une fermeture de ce détroit entrainerait immédiatement l'immobilisation des trois quarts de la flotte pétrolière mondiale. C'est aussi l'essentiel du commerce de la Chine et des pays asiatiques qui doit prendre ce goulet. Ce sont 50 000 navires par an, beaucoup de super conteneurs, qui passent ici.



carte 15 IndoPacifique bases US

En cas de confrontation entre les USA et la Chine, ou même entre l'Inde et la Chine, ce qui s'est déjà vu, le détroit peut devenir un enjeu capital. Aussi, la Chine a entrepris de vouloir être présente de part et d'autre du détroit. Mais elle n'a réussi à ce jour qu'à obtenir des facilités dans trois ports de Birmanie. Les Etats-Unis, par contre, ont en place tout une série de bases militaires qui encerclent la région (carte 15 page 28), depuis le golfe Persique jusqu'au Japon, avec en particulier une base pratiquement sur le détroit de Malacca, à Singapour.

C'est parce qu'il a jugé ce détroit à la fois très important et peu sûr pour la Chine, que Xi Jinping a lancé, en 2013, le grand projet des "Nouvelles routes de la Soie", qui consiste à financer des ports, des routes, des chemins de fer dans 60 pays.

Contrairement à ce que laisse entendre la carte¹⁴, Singapour n'est qu'une toute petite île de 700 km² et 6 millions d'habitants, qui côtoie la Malaisie. Officiellement, ce n'est pas une base américaine qui s'y trouve, mais une installation de la marine singapourienne, mise à disposition des forces américaines. C'est en fait une base pour la 7^e flotte américaine, la plus puissante de toutes, et qui est chargée de toute la région IndoPacifique. Ne s'y trouvent pas de troupes US stationnées en permanence, mais c'est un point dans le dispositif militaire mondial qui a une valeur stratégique considérable pour les Etats-Unis.

*



carte 16 Djibouti

Un dernier détroit d'importance mérite notre attention, c'est celui de **Djibouti** (cartes 15 et 16), ou plus exactement le détroit de Bab el-Mandab (carte 16), en arabe la Porte des lamentations. C'est qu'actuellement se trouvent à cet endroit des bases militaires de 5 pays, la France, les Etats-Unis, la Chine, l'Italie et le Japon.

Large de 30 km à l'endroit le plus étroit, Bab el-Mandeb voit passer 20 000 navires par an, 11% du commerce mondial. C'est aussi une voie vitale pour les apports d'énergie en direction de l'Europe et des Amériques. Elle a pour principal avantage d'éviter de devoir contourner l'Afrique par le sud. Au lieu de quoi, les navires remontent la mer Rouge vers le canal de Suez, pour rejoindre la Méditerranée et l'Atlantique Nord.

Djibouti a une longue histoire. La région a été habitée par les Egyptiens, les Grecs, les Arabes, notamment pour le commerce d'esclaves. En 1888, a été créée la colonie française dénommée Côte française des Somalis. Elle devient en 1967 le Territoire français des Afars et des Issas (noms des deux peuples principaux). Il faudra attendre 1977 pour que soit acquise l'indépendance de la France.

La présence militaire française date donc de la colonisation au 19^e siècle. Aujourd'hui, la base française comprend 1500 militaires ; s'y trouve une base aérienne et un port militaire. La France n'est ni propriétaire, ni locataire. Il y a un accord de défense entre les deux pays. La France a un droit d'usage, et paye une compensation financière à l'Etat djiboutien, 30 à 40 millions d'euros par an. Grâce à cette base, la France peut exercer un contrôle sur les activités économiques et militaires dans l'océan Indien ; elle y forme également des armées africaines.

Les Américains ont, eux, un accord de location. Ils ont en fait repris en 2002 le camp Lemonnier à la France ; leurs effectifs sont de 3 à 4000 personnes. Ils ont pour objectif la lutte contre le terrorisme, Al-Qaïda, al-Shabaab, avec des opérations de drones en Somalie et au Yémen. Evidemment, ils surveillent la mer Rouge.

L'Italie est présente depuis 2009, sur l'aéroport de Djibouti ; elle participe aux actions anti piraterie de l'Union européenne (opération Atalante). Le Japon y participe également, avec, sur place depuis 2011, sa première base militaire à l'étranger depuis la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, la Chine est arrivée en 2017. C'est aussi sa première base militaire à l'étranger. Son objectif est d'abord de sécuriser l'une de ses Routes de la soie, en clair les intérêts économiques chinois. A côté des autres, cette base se distingue par le fait qu'elle est ultra moderne, avec un quai en eau profonde, ce qui est rare.

C'est donc l'Etat de Djibouti qui décide de la possibilité de s'installer là, et la France voit sa présence ne plus être exclusive, et doit partager le terrain. On a là une image assez bonne de l'évolution de la planète, depuis les débuts de la colonisation jusqu'à aujourd'hui.

Quatrième situation : le fleuve

Nous l'apprenons tout jeune à l'école, c'est autour de fleuves que les civilisations humaines se sont construites. Le fleuve a une importance considérable chez les humains, parce que le corps humain a besoin d'eau douce, et qu'elle soit constamment renouvelée. *« C'est autour du fleuve Jaune que se construit la civilisation chinoise, de l'Indus la civilisation pré-indienne, de l'Euphrate et du Tigre celle de Sumer, de Babylone et de l'Assyrie, autour du Nil, celle d'Egypte. (...) Rome se construit le long du Tibre, Lutèce au bord de la Seine, et des Etats s'édifient à partir de ces centres. La dynastie française se fit entre la Seine et la Loire »* (Chauprade). Dès la préhistoire, fleuves (qui se jettent dans la mer) et rivières (qui se jettent sur une autre étendue d'eau) sont des lieux indispensables à l'homme.

*

L'homme a besoin de cette eau douce, mais les productions de l'homme, agriculture et élevage, en ont également besoin. **Le Nil** irrigue des zones agricoles vitales. Le fleuve a donc un rôle d'importance pour ce qui est de la sécurité alimentaire. Au total, le bassin du Nil concerne 100 millions d'habitants de la région et s'étend sur 3 millions de km² ; les enjeux sont considérables.

Qui dit importance dit aussi zone de tension, de conflit potentiel, en tout cas dans les systèmes politiques basés sur des Etats nationaux. Ainsi, le Nil traverse 11 pays, et certains peuvent être en désaccord sur l'utilisation de ces eaux. L'Egypte et l'Ethiopie (carte 17) s'opposent de longue date à propos du Nil.

En 1959, un accord a été conclu entre l'Egypte et le Soudan : 55 millions de m³ pour l'Egypte, 18 millions pour le Soudan (plus 10 millions qui sont perdus, du fait de l'évaporation et des marais). Mais l'Ethiopie, qui se trouve en amont de ces pays, n'est pas dans l'accord, et se considère lésée.

En 2011, l'Ethiopie a commencé à construire un des barrages les plus importants d'Afrique, le Grand barrage de la Renaissance éthiopienne, GERD sur la carte, sur le Nil bleu, à un endroit proche de sa frontière avec le Soudan. Le remplissage a débuté en 2020, et les travaux devaient s'achever pour 2025. Le Nil bleu rejoint le Nil blanc au Soudan, à Khartoum, avec 80% du débit total du Nil. L'Ethiopie d'Addis-Abeba avait signé un accord avec Israël : les populations falachas juives d'Ethiopie peuvent émigrer en Israël, en échange de quoi Tel Aviv aiderait Addis-Abeba à construire des barrages sur le Nil Bleu et ses affluents.

Pour l'Ethiopie, ce projet a une grosse importance. Il doit permettre de changer la donne du pays en lui fournissant de l'électricité. Le Soudan considère cette construction d'une manière assez positive : il permettrait de réguler les risques de crue, et pourrait assurer une sécurité hydraulique. Par contre, l'Egypte, dont 90% de l'eau qu'elle consomme vient du Nil, est très inquiète, car le remplissage du barrage pourrait réduire le débit du fleuve, et menacer la vie économique du pays.



carte 17 Le Nil

*

On a un problème analogue entre la Turquie, la Syrie et l'Irak, au sujet du **Tigre et l'Euphrate** (carte 17b). Leurs sources se situent en Turquie, pays qui se trouve de ce point de vue en situation de dominant. La Syrie se situe ensuite au milieu du parcours. Enfin, l'Irak est la dernière à récupérer ces eaux.

Le problème a commencé lorsque, dans les années 1980, la Turquie a lancé un vaste programme de construction de nombreux barrages : 22 barrages et 19 centrales hydroélectriques, dont le barrage Atatürk, l'un des plus grands du monde, sur l'Euphrate. Grâce à quoi, la Turquie contrôle 90% de l'eau de l'Euphrate et 50% de celle du Tigre.

La Syrie, à mi-parcours, a tout de même pu construire quelques barrages. Par contre, l'Irak, le plus en aval, se retrouve en état de manque, et accuse la Turquie de réduire le débit et d'aggraver la crise de l'eau. Il la rend responsable de la salinisation des sols dans le sud du



carte 17b Le Tigre et l'Euphrate

pays. Le pays souffre fortement, d'autant que le changement climatique semble aggraver les pénuries d'eau.

Il n'existe pas un accord à peu près équitable, comme cela a pu se faire autour du Mékong, ou autour du Danube. Seuls la Syrie et l'Irak en ont conclu un, mais sa portée est évidemment secondaire.

Les Etats qui se situent en amont ont donc, on le voit, un avantage stratégique. Non seulement, ils peuvent en profiter sur le plan agricole, mais ils peuvent faire de leur fleuve une source d'énergie, qui peut même leur offrir une souveraineté énergétique. Le plus grand barrage en capacité hydroélectrique au monde (22 500 MW) a été construit sur le Yangtsé par la Chine. Il a une longueur de 2,3 km, et une capacité de stockage de 39 milliards de m³.

Ce barrage diminue les besoins en charbon, participe à la régulation du fleuve, qui est la principale artère fluviale du pays, en réduisant les risques d'inondation, et a amélioré la navigabilité du fleuve sur des milliers de kilomètres. Il permet d'améliorer le niveau économique de régions moins riches. Enfin, la Chine exporte ce savoir-faire en Afrique et en Asie du sud-est.

Une région particulière à l'embouchure des fleuves joue un rôle qui s'ajoute à ce que nous venons de voir, c'est leur delta. Le delta est une zone grosso modo triangulaire, où les alluvions, des dépôts riches en nutriments, se déposent et s'accumulent en quantité, avant ou pendant que les eaux du fleuve se jettent dans la mer. Ces alluvions rendent les sols

particulièrement fertiles. On y observe, de ce fait, des populations spécialement concentrées.

Mais les deltas peuvent aussi subir des avancées épisodiques de la mer, et ils peuvent avoir besoin d'être protégés par des digues. En temps de guerre, cette situation est une fragilité. Il suffit à un adversaire de détruire la digue pour provoquer une catastrophe. C'est ce qu'ont fait les Américains durant la guerre du Vietnam, en détruisant les digues du fleuve Rouge, pour viser les populations. Selon l'IA ChatGPT, rien qu' *«en 1972, entre avril et août, on signale environ 198 attaques aériennes et navales ayant porté atteinte à 72 digues et 35 ouvrages d'irrigation dans le Nord-Vietnam»*.

Pour en finir avec la géopolitique du fleuve, il est évidemment un moyen de transport et il est souvent aussi une ligne de frontière : selon le géographe Michel Foucher, 52% des tracés de frontières en Amérique latine sont des fleuves, rivières ou lacs ; 34% en Afrique, 25% en Europe, et 23% en Asie. C'est notamment le cas du Rhin entre la France et l'Allemagne, ou du Rio Grande entre le Mexique et les Etats-Unis.

Cinquième situation : le marais

Pour Chauprade, « *le marais est généralement une région basse formée d'eaux stagnantes envahies par la végétation. Difficile à traverser, le marais s'est toujours montré une frontière sûre. Mais pour les mêmes raisons, les régions de marécages furent difficilement contrôlées par le centre politique. Atout en géopolitique extérieure, le marais est un handicap dans la géopolitique interne des Etats* ».

Pour ce qui est de la géopolitique interne à un Etat, Chauprade donne l'exemple des **Landes**, en France. Cette région a été difficile à être contrôlée avant le 19^e siècle. C'est jusqu'à cette période une région très pauvre, marécageuse, insalubre, hors des circuits commerciaux, à la périphérie du pouvoir royal. Cet isolement y favorise des activités clandestines, l'hébergement de proscrits, de la contrebande. Le marais est donc plutôt un handicap pour le pouvoir d'Etat.

C'est Napoléon 3 qui va prendre à bras le corps la question des Landes incontrôlables. On y plante des pins maritimes, on draine les marais, pour les assécher, on développe une économie de la résine, et on efface l'ancien mode de vie des bergers sur échasses. En clair, on supprime les marais.

*

L'un des plus grands marécages tropicaux de la planète s'appelle le Sudd, et il est situé au **Sud-Soudan**, plus exactement au nord de ce pays, autour et essentiellement avec les eaux du Nil blanc. Sa surface, selon la saison, varie entre 30 000 et 130 000 km².

Pendant longtemps, le Sud-Soudan a pu rester autonome de fait du Nord du Soudan grâce à cette barrière naturelle. Mes peuples du Sud-Soudan ont ainsi été protégés des tentatives d'incursion venues du Nord, et aussi des pénétrations des Ottomans, des Britanniques, lors de leur colonisation. Le Sud est à majorité chrétienne ou animiste, il est et reste à l'écart du Nord arabo-musulman. De ce fait, une première guerre civile soudanaise a perduré de 1955 à 1972.

Le conflit a repris en 1983 lorsque Nimeiry veut imposer la charia au Sud. Une rébellion éclate alors, menée par John Garang, un militaire qui quitte l'armée et fonde le SPLA en tant que mouvement de libération. Garang ne vise pas une indépendance du Sud, il est pour un Etat laïque, multiethnique, avec une égalité entre le Nord et le Sud. Cette rébellion va durer 22 ans, de 1983 à 2005. C'est la deuxième guerre civile soudanaise : 2 millions de morts, des millions de déplacés.

Un accord est signé par Omar el-Béchir en 2005, avec une autonomie provisoire du Sud et un partage des revenus du pétrole. En 2011, un référendum prononce le Sud pour l'indépendance à 98%.

Les marais ont donc eu un rôle de rempart sur la longue durée, pour les habitants du Sud. Ils leur ont permis de préserver leur mode de vie, leurs religions, leur langue, pendant que le Nord s'arabisait et s'islamisait. Pendant les guerres civiles, les marais ont servi de refuge stratégique pour les combattants du SPLA de Garang. Les forces du Nord ont eu les plus grandes difficultés du fait du terrain, inaccessible, de l'humidité et des maladies, et du

soutien des populations locales à la rébellion. Le Sudd a donc été un atout militaire important pour le SPLA. C'est la résistance qu'il lui a offert qui a finalement obligé le Nord à trouver un accord.



carte 18 Soudan et Sud Soudan

Sixième situation : le désert



carte 19 Sinaï

La première image que nous avons du désert est qu'il est un lieu sans humains. Il y a évidemment désert et désert, mais des hommes vivent, traversent, apprivoisent aussi le désert. Le désert n'est pas un vide. Dans les relations entre humains, c'est un espace particulier mais stratégique, qui peut avoir des rôles divers.

C'est d'abord une zone de séparation : **le Sinaï**, situé à l'est du canal de Suez, actuellement territoire égyptien, a servi de zone tampon dans l'histoire entre le Moyen-Orient ou même l'Asie et l'Egypte. La difficulté de sa traversée a été un frein aux invasions. En 1967, Israël a occupé le Sinaï, sans doute en pensant à ce rôle de zone tampon. Elle l'a rendu à l'Egypte lorsque les deux pays ont signé un traité de paix, avec les accords de Camp David en 1979.

Aujourd'hui, le Sinaï pose plutôt des problèmes à l'Egypte même, car des groupes armés islamistes y ont trouvé refuge. Wilayat Sinai a prêté allégeance à l'Etat islamique en 2014, il est actif dans le nord du Sinaï. Al-Salafiya al-Jihadiya, lui est lié à Al-Qaïda ; il a été fondé par Al-Zawahiri. Ces groupes, et d'autres qui semblent moins importants actuellement, opèrent contre l'armée égyptienne, sans doute pour récupérer des armes. L'insécurité qui en découle affecte le tourisme, qui a une certaine importance dans le sud de la région. Enfin, les populations qui vivent dans le Sinaï, notamment des communautés soufies, jugées hérétiques par les islamistes, subissent des sévices de leur part, mais aussi des déplacements violents par l'armée égyptienne.

*

Le Sinaï est aussi l'occasion d'aborder un autre aspect du désert, l'aspect militaire. Dans la guerre moderne, et notamment avec les blindés, il est possible et surtout préférable d'opérer des avancées fulgurantes dans le désert, pour occuper une position supérieure. C'est l'armée qui déferle la première dans le Sinaï qui a l'avantage.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, les militaires ont découvert une particularité dans le désert, c'est qu'il est à la fois possible et très efficace d'opérer des attaques les plus rapides possibles.

A peine arrivé dans le désert libyen, le général allemand Rommel lance une attaque éclair avec ses unités blindées de Panzer. Il surprend les Anglais en traversant des centaines de kilomètres de désert en quelques jours, sans attendre les appuis logistiques habituels. Il évite même les axes routiers, et passe par des zones peu défendues. Cela lui permet de repousser les Alliés jusqu'à la frontière égyptienne et d'arriver dès avril 1941 à Tobrouk, port en eau profonde au nord-est de la Libye.

En 1942, ce sont cette fois les Britanniques, qui ont appris la leçon de Rommel. Montgomery va opérer avec une extrême rapidité dans le désert pour poursuivre Rommel, ce qui le conduit à presque anéantir l'Afrika Korps allemande, avec la seconde bataille d'El Alamein. Ce sera la première victoire terrestre contre les armées allemandes. Rommel sera contraint de reculer sur 2000 km, perdant des matériels considérables. Quelques jours après la victoire, le 8 novembre 1942, Américains et Britanniques lancent l'opération Torch, débarquant au Maroc et en Algérie.

De nos jours, ce sont aussi des zones désertiques, au Sahel, dans le nord de la Libye, du Mali, du Niger, qui ont servi et servent encore de bases arrière, que ce soit aux groupes djihadistes ou à des trafiquants de contrebande.

*

Mais le désert est aussi depuis longtemps une zone de transport, un lieu de liaison, justement parce qu'il sépare des régions différentes. Ainsi, **le Sahara** est le plus grand désert chaud (le plus grand désert tout court étant l'Antarctique). Mais il est depuis des siècles traversé par de nombreuses routes commerciales. Depuis sans doute le 8^e siècle et jusqu'au



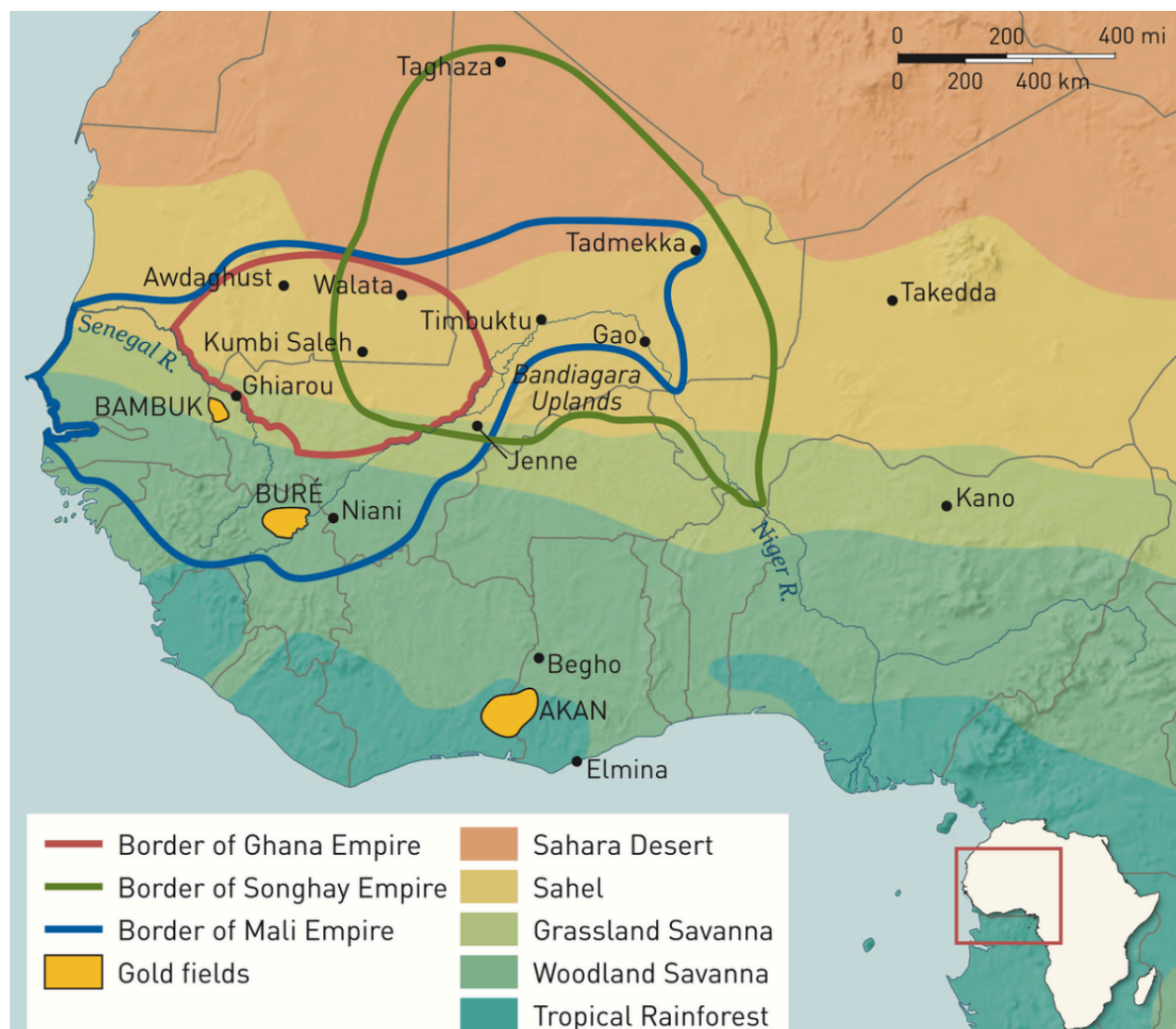
carte 20 Routes transsahariennes

16^e siècle, des routes de l'or, du sel, des esclaves, de l'ivoire, des textiles ont relié l'Afrique de l'Ouest, Tombouctou, Gao, etc. aux villes du Maghreb, Marrakech, Tunis.

C'est grâce à ces routes et à ces commerces que se sont développés les royaumes puissants du Ghana, du Mali, de Songhai (voir carte 21 page 38). C'est aussi par ces routes que des cultures, des religions et notamment l'islam, ont été transmises. L'implantation de l'islam a suivi le chemin des caravanes, après le 7^e siècle, en même temps qu'étaient transportées les personnes et les marchandises.

Un premier empire d'importance, l'Empire du Ghana, se développe du 8^e au 11^e siècle (vers 750-1076) au sud-est de la Mauritanie et à l'ouest du Mali actuels. Il contrôle le commerce de l'or, qui vient du sud, et du sel. L'islam y sera introduit par les marchands arabes.

Un second empire, l'Empire du Mali, connaît une croissance au 13^e siècle. Jusqu'au 15^e siècle (vers 1235-1468), il s'étendait du Sénégal au Niger actuels, avec pour capitale Niani, qui n'a pas été vraiment retrouvée. Plus vaste et plus prospère encore que l'empire du Ghana, il fera de Tombouctou un grand centre de savoir, avec des collections de manuscrits, des universités. Outre l'or et le sel, il vit aussi du commerce des esclaves, des tissus.



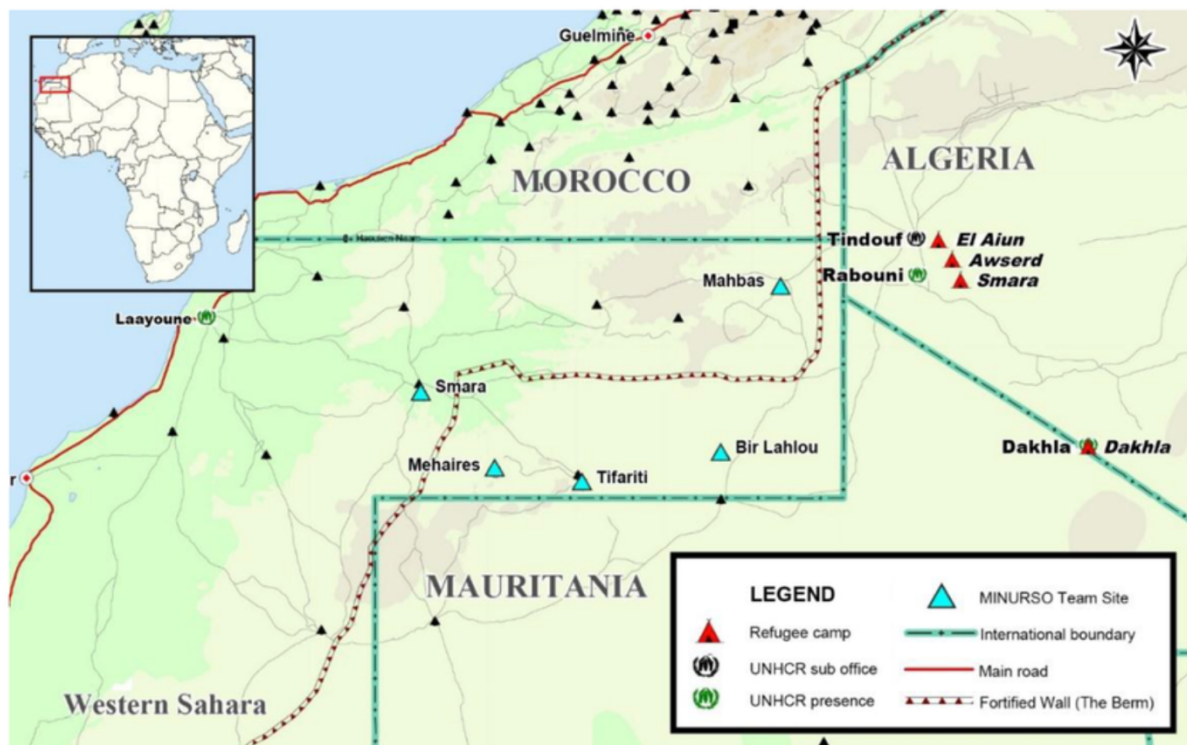
carte 21 Empires d'Afrique de l'Ouest

Lui succède au 15^è siècle et jusqu'à la fin du 16^è siècle, l'Empire Songhai (vers 1464-1591), qui occupe la vallée du Niger, avec pour capitale Gao. Ce sera le plus grand des empires d'Afrique de l'Ouest. Il contrôle les mêmes routes commerciales que son prédécesseur, l'empire du Mali. Sous le règne d'Askia Mohammed, il met en place une administration centralisée, il promeut l'islam, développe l'éducation. C'est une invasion venue du Maroc qui, avec la bataille de Tondibi en 1591, verra son déclin.

*

Une partie du Sahara mérite une attention particulière, c'est le **Sahara occidental** (carte 22). Il s'agit d'un territoire, aujourd'hui encore disputé, qui occupe 266 000 km², entre le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie. L'un des plus vieux conflits du monde s'y déroule, et le fait qu'il se situe dans le désert a joué dans cette durée.

Le territoire en question a été colonisé par les Espagnols depuis la fin du 19^è siècle. L'Espagne le quitte en 1975. Il est alors revendiqué par la Mauritanie, qui abandonnera cette demande en 1979, mais surtout par le Maroc. En 1973, un mouvement indépendantiste s'est mis en place, le Front Polisario, qui proclame en 1976 une République arabe sahraouie démocratique, (RASD). Le Maroc répond à cette proclamation par une occupation militaire. Les armes vont parler pendant seize années, de 1975 jusqu'à un cessez-le-feu en 1991, sous l'égide de l'ONU. Il est alors prévu qu'un référendum devra être posé à la population. Aujourd'hui, l'ONU ne parle plus guère de référendum, mais ne reconnaît pas non plus la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Elle est pour une solution négociée sous son égide.



carte 22 Sahara Occidental

Le Maroc vise les gisements de phosphates (engrais, nourriture animale), là où l'Algérie, qui soutient la rébellion, cherche un accès à l'Atlantique. La région est idéale pour l'installation d'énergies solaires.

Le Front Polisario a tenu aussi longtemps, sans être totalement battu, parce qu'il connaît parfaitement le terrain et sait y vivre. Il opère une guerre de mouvement, une frappe rapide suivie d'une fuite, une guerre de mouvement qu'il impose au Maroc. Alors que pour le Maroc, les opérations militaires classiques sont en terrain très difficile ; il y a peu de points d'eau, une chaleur extrême, le sol est sec, inhospitalier. Les combattants mobiles sahraouis savent en faire un refuge. Ils trouvent également des bases arrière en traversant la frontière algérienne, où aujourd'hui encore se trouvent des camps de réfugiés dans la région de Tindouf.

Dans les années 1980, le Maroc va bâtir un mur de sable, sur une longueur de 2700 km, pour tenter de bloquer la zone d'influence du Front Polisario, et il truffe cette ligne de mines et de postes d'observation. Le territoire est partagé en deux 80% sous contrôle marocain, avec les principales villes Laâyoune, Dakhla, Smara. Les 20%, peu peuplés, restent sous contrôle de la rébellion indépendantiste. Mais cela n'a permis que de geler le conflit.

Tout récemment, la France, qui soutenait jusque-là une position encore favorable au Polisario, a choisi de clairement soutenir le Maroc, ce qui est l'une des principales raisons qui motivent l'attitude anti-française de l'Algérie.

Septième situation : la montagne

Avant d'entrer dans le vif du sujet, commençons par nous en prendre à quelques idées reçues. Et d'abord à celle qui voudrait qu'une montagne plus haute constitue une barrière plus efficace qu'une montagne moins haute. Pour ce qui est de la France, les Pyrénées sont moins hautes que les Alpes. N'empêche, dans l'histoire, elles ont formé une barrière plus efficace que les Alpes. Pourquoi ? parce que ses cols, c'est-à-dire ses moyens de la traverser, sont plus élevés que ceux des Alpes.

Ce qui compte, pour juger de la difficulté à franchir une montagne ce sont ses cols : leur hauteur, leur nombre. Ce n'est pas la hauteur de la montagne elle-même qui compte.

Autre chose : une montagne est un lieu élevé, et celui qui peut occuper un tel lieu a une situation de supériorité, du point de vue militaire : il peut voir plus loin, il peut plus facilement agresser ceux qui sont à un niveau plus bas. Mais, du coup, un Etat qui a des montagnes pour frontière est en relatif danger si celles-ci sont occupées. Pour éloigner ce danger, il y a une solution, c'est de s'entourer d'un glacis.

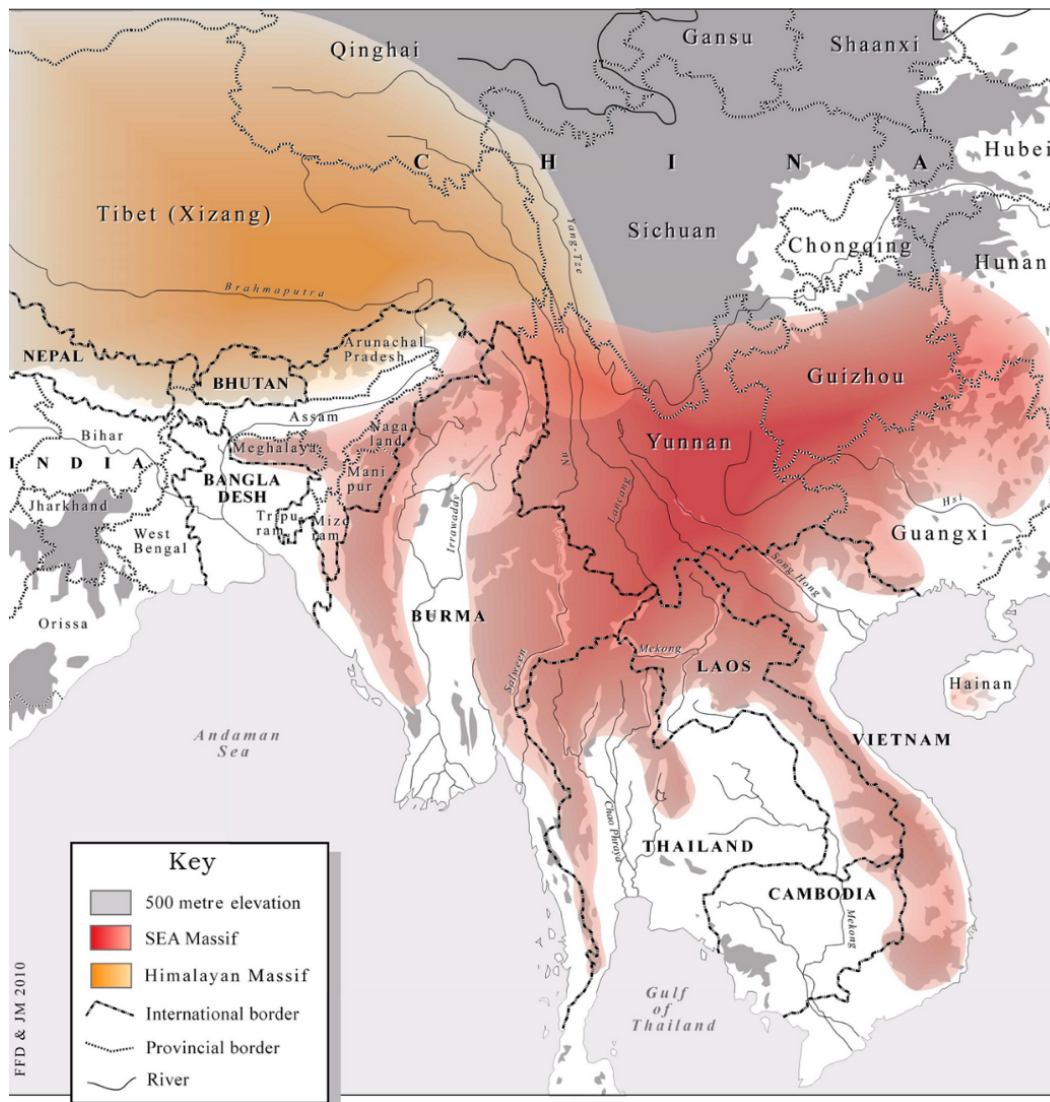
Un glacis, en termes militaires, c'est une zone bien dégagée, une zone où celui qui tient la montagne peut tirer, sur les forces hostiles qui seraient dessous. En même temps, ces assaillants ne peuvent pas se trouver un moyen de se couvrir. Pour les Etats entourés de montagnes, la solution stratégique est donc de posséder un tel glacis pour mieux se défendre. La montagne à elle seule n'est pas un moyen de défense.

Voyons maintenant quelles sont les populations qui choisissent de vivre dans la montagne. Aux quatre coins du monde, depuis que les Etats existent, on observe une opposition très claire entre les peuples qui vivent en montagne et ceux qui vivent en bas, dans les plaines. Les plaines sont le domaine de l'Etat, des populations qui acceptent cet Etat, se soumettent à son impôt, à ses obligations de faire la guerre. Dans la montagne, à l'inverse, vont vivre les populations qui refusent de se soumettre à l'Etat.

*

L'anthropologue américain James C. Scott a particulièrement étudié une région du monde qui, selon lui, est ou a été, au moins jusqu'à la deuxième Guerre mondiale, la dernière où les peuples n'ont pas été intégrés complètement à des Etats-nations. Il appelle cette région immense **la Zomia** (en rose et rouge, carte 23). Ce terme englobe tous les territoires situés à une hauteur moyenne supérieure à 300 mètres, et qui va depuis les hautes vallées du Vietnam jusqu'aux régions du nord-est de l'Inde, en traversant cinq pays d'Asie du Sud-Est (le Vietnam, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande, la Birmanie) et quatre provinces de Chine (le Yunnan, le Ghizou, le Guangxi et certaines parties du Sichuan). Au total, ce sont 2,5 millions de kilomètres carrés, qui abritent quelque chose comme 100 millions de personnes.

Même « à la fin du 18^e siècle, écrit Scott, les peuples sans Etat, bien qu'ils ne constituassent plus la majorité de la population mondiale, occupaient encore la plus grande partie des terres de la planète – régions forestières, zones montagneuses accidentées, steppes, déserts, régions polaires, marais et zones reculées et inaccessibles » (Zomia).



carte 23 Zomia

D'une manière plus générale, la montagne est un refuge pour des opposants à une situation de domination et qui ne sont pas en capacité de pouvoir gagner. La montagne est un refuge, un refuge difficile d'accès pour la force dominante. C'est dans la montagne que l'on trouve les opposants à une religion dominante qui veut les réprimer.

*

L'Empire ottoman a été fondé en Anatolie, dans l'actuelle Turquie, au 13^e siècle, et se propose de reprendre les précédentes conquêtes de l'islam, depuis le 8^e siècle. En 1453, les troupes ottomanes prennent Constantinople (l'actuelle Istanbul, sur le détroit du Bosphore). C'est la fin de l'Empire romain d'Orient. L'ambition des sultans ottomans est alors, non seulement de reprendre les conquêtes musulmanes, mais de rivaliser avec les puissances de l'Europe et de la Perse chiite safavide.

En 1514 d'abord, vers l'Est, les Perses sont battus à Tchaldiran. Puis en 1516-1517, Selim 1^{er} s'en prend aux Mamelouks qui tiennent la Syrie, la Palestine, l'Egypte et le Hedjaz, où se trouvent La Mecque et Médine. Ce sont les lieux saints ; ils passent sous contrôle ottoman.

Alger est intégré à l'Empire en 1518. Tunis est prise en 1534, mais reprise par les Espagnols en 1535. Elle repasse sous contrôle ottoman en 1574. La tripolitaine, la Libye actuelle est intégrée en 1551. Finalement, les Ottomans établissent pour l'Afrique du Nord trois régences autonomes, gouvernées par des beys : à Alger, Tunis et Tripoli. Mais les résistances ont été nombreuses.

"Le monde arabe de la montagne, écrit Chauprade, a en fait largement résisté à la bédouinisation turque, contrairement aux montagnes d'Asie Mineure et des Balkans. L'Atlas saharien d'Algérie, le Haut Atlas marocain, les Aurès d'Afrique du Nord, les massifs du Yémen, les monts du Liban, la montagne alaouite de Syrie, ont d'une manière ou d'une autre résisté à la domination de la plaine, soit en conservant leurs modes de vie, soit en accueillant des populations de la plaine fuyant la domination turque sunnite".

*

En **Kabylie**, et dans les Aurès en particulier, au nord-est de l'Algérie, la résistance à l'empire ottoman a été particulièrement forte et organisée. Lors de la colonisation française, les Aurès causeront de gros problèmes à la France.



carte 24 Kabylie

De nos jours, la Kabylie, province rebelle, connaît une population nombreuse, entre 7 et 10 millions d'habitants, près du quart de l'Algérie. Elle avait déjà servi aux Berbères, qui sont les habitants autochtones de l'Afrique du Nord, lors de l'invasion des Arabes au 7^e siècle. Et son isolement relatif a permis aux Kabyles de préserver leur langue et leurs traditions, avec notamment les assemblées de village.

La colonisation française s'y heurtera à une grande révolte en 1871. En 1980, l'Algérie dominante y a connu un "Printemps berbère". Déclenchée par l'interdiction d'une conférence de l'écrivain Mouloud Mammeri à Tizi Ouzou, c'est une révolte étudiante et populaire qui marque le combat pour la reconnaissance de la langue et de la culture amazighe par l'Etat algérien. En 1994-1995, une grève scolaire massive, qui prit le nom de

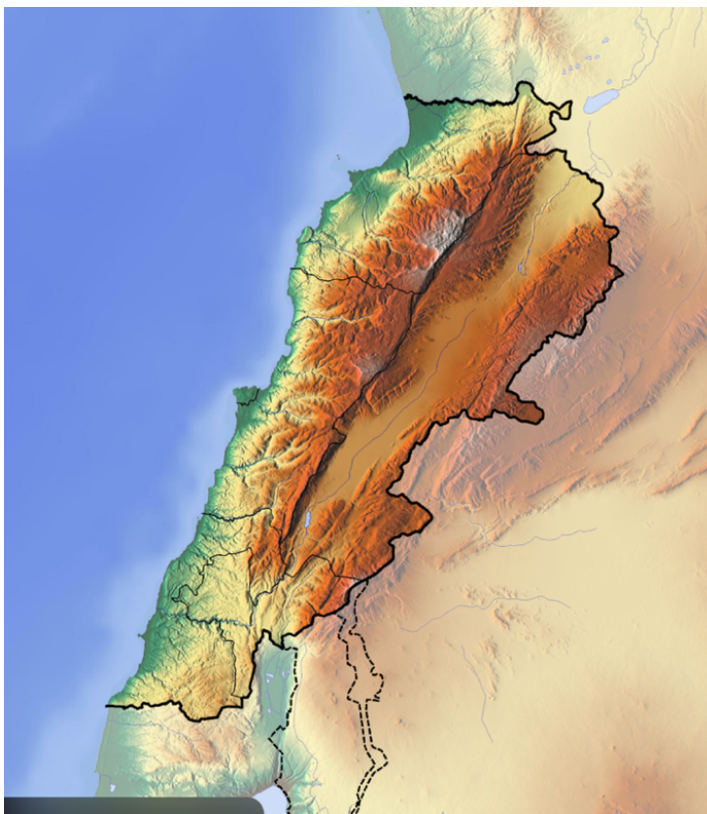
"grève du cartable" exige l'enseignement de la langue tamazight, et obtient quelques avancées.

En 2001, la région est secouée par la révolte dite du Printemps noir, à la suite de la mort, en garde à vue, d'un jeune lycéen. L'insurrection fera 120 morts. Enfin, lors du Hirak algérien, de 2019 à 2021, la Kabylie connaît une mobilisation particulièrement forte, pour exiger un changement démocratique, tout en maintenant les revendications de l'identité amazighe.

"Au Maroc, écrit Chauprade, les montagnes du Chleuh - Haut-Atlas et Anti-Atlas - ont toujours été difficiles à contrôler - tant sous les Almoravides aux 11^e-12^e siècles, que sous les Almohades aux 12^e-13^e siècles et les Saadiens aux 15^e-17^e siècles. Il faut attendre 1920 et la conquête française pour que la montagne fasse véritablement allégeance au Makhzen (L'Etat levant l'impôt) (...) En Afghanistan, c'est à partir des montagnes que les Moudjahidines purent mener la guérilla contre les Soviétiques". Et nous pourrions continuer cette liste pendant longtemps.

*

Face à la religion majoritaire sunnite, les particularismes religieux, eux aussi, ont trouvé refuge dans la montagne. Si l'on observe une carte topographique du **Liban** et une autre politique (cartes 25 et 26), on découvre 4 zones parallèles de l'est à l'ouest : une bande



carte 25 Liban topographique

côtière très étroite, où se trouvent les villes principales, une première chaîne de montagne - Les Monts Liban, qui culminent à 3088 m et d'où s'écoulent plusieurs vallées vers la mer, une longue plaine, la Bekaa, assez étroite, enfin une autre chaîne montagneuse, qui sert de frontière avec la Syrie, les Monts Anti Liban, qui culminent à 2814 m.

Chauprade énumère : "Au Moyen-Orient, les exemples de sectes qui trouvèrent refuge dans la montagne sont nombreux : les chrétiens maronites - région du Mont Liban, les druzes (issu de l'islam chiite) - région du Chouf (Liban), ou encore les chiites duodécimains - région du Kesrouan au Liban. Les chiites zaydites du Yémen. Les alaouites du Djebel Ansariya en Syrie. Les Yézidis (mélange de zoroastrisme, islam, christianisme) du Kurdistan". Le Chouf se situe autour des villes de Deir el Qamar (à 40km au sud de Beirouth, Barouk) et fait partie du Mont Liban.



carte 26 Liban politique

L'exemple du Liban nous met en évidence un lien important entre la montagne et l'eau. L'eau douce est absolument indispensable à la vie humaine. Or elle descend, et elle provient donc des parties élevées, des montagnes. On le voit bien en comparant et en superposant la carte 25 pour les montagnes et la carte 26 pour les cours d'eau (en bleu).

Il y a également un lien entre la montagne et la frontière. Ici, ce sont les monts Anti-Liban qui servent de frontière entre le Liban et la Syrie. Lorsque des frontières sont tracées en montagne, elles le sont souvent suivant la ligne de partage des eaux, la ligne de crête, là où les eaux de ruissellement se séparent, les unes sur un versant, les autres sur l'autre versant.

Mais on peut aussi tracer la frontière selon un autre système, et prendre la ligne de plus grande pente d'une vallée ; c'est le système du talweg. C'est le cas de la frontière franco-suisse, où c'est le Doubs qui sert de frontière. Le Rio Grande (Rio Bravo en espagnol), de la même manière, sert de frontière entre les Etats-Unis et le Mexique.

C'est avec la première logique que sont tracées une partie des frontières de la France, et l'on considère pour cela naturelles ces frontières. Au point que c'est avec cette logique également qu'ont été tracées, sur un bout de papier, une grande partie des frontières actuelles des pays africains, à la fin du 19^e siècle. Les colonisateurs parlaient d'ailleurs de bassin du Niger, de bassin du Congo, en ne tenant aucun compte des peuples.

En effet, fin 1884, l'allemand Bismarck convoque ce qui deviendra la Conférence de Berlin. 14 pays sont réunis, dont le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, le Portugal, la Belgique, ainsi que les Etats-Unis. Aucun représentant africain n'est là. Suite à la compétition qui s'accélère, il s'agit de décider de règles, en vue d'éviter les affrontements armés entre les colonisateurs. Trois règles sont décidées : sur les fleuves Congo et Niger, il y a liberté de navigation ; dans le bassin du Congo et sur le fleuve Niger, il y a liberté du commerce ; et surtout : une puissance ne peut revendiquer un territoire que si elle l'administre, si elle le contrôle vraiment.

Le résultat va être l'inverse de ce qui était déclaré : tout le monde va se ruer pour conquérir au maximum et plus vite que le voisin. La colonisation va se faire d'une manière encore plus violente, au prix de massacres et de pillages. Les frontières seront donc également le résultat des rapports de force entre les Européens. Aucun compte n'est tenu des langues ou des cultures des peuples, ce qui entraîne des problèmes qui durent jusque nos jours.

*

Une rébellion importante existe de nos jours, contre l'Etat central, et même, pourrait-on dire, contre tout Etat, c'est la rébellion zapatiste (EZLN, Armée zapatiste de libération nationale) du **Chiapas**, dans le sud-est du Mexique, dans une région limitrophe du Guatemala. Elle se situe, bien entendu, dans une région montagneuse, où "les hautes terres" s'élèvent de 1200 à 2800 mètres. C'est aussi une région de forêt dense. Ce relief et ces forêts constituent des refuges naturels, où les voies de déplacement sont peu repérables, et où l'armée mexicaine a abandonné depuis des années l'idée d'une offensive prolongée.

La population produit des cultures vivrières, qui lui permettent de vivre en autosuffisance alimentaire. Surtout, elle tient moralement et sur le plan de l'organisation, en formant des structures politiques autonomes, fondées sur de très anciennes traditions, où c'est l'assemblée du village qui décide de tout, collectivement, en préservant ses formes de culture. La population est majoritairement constituée d'indigènes mayas (tzotziles et

tzeltales), ainsi que de paysans qui ont été déplacés. Au lendemain du soulèvement de 1994, on estimait la population en rébellion à près de 400 000 personnes, sur un territoire de 25 000 km², en gros la superficie de la Bretagne (sans les pays de la Loire).

Huitième situation : les hauts plateaux

Si la montagne est un lieu essentiellement de refuge, peu propice à des développements économiques efficaces, en raison de la difficulté de s'y déplacer, une autre forme de relief peut, au contraire, se montrer bénéfique : ce sont les hauts plateaux. Cette fois, l'on a à la fois l'avantage de la hauteur, par rapport aux mondes alentours, et en même temps l'on n'a pas les difficultés du transport, puisque le relief est moins mouvementé.

Chauprade constate ainsi que "*plusieurs Etats protégés par des hauts plateaux se sont imposés sur les plaines avoisinantes*". Il mentionne **la Castille** en Espagne. Le plateau de la Castille, dans le centre de l'Espagne, est à une altitude moyenne de 600 mètres, avec **Madrid** qui se trouve à une altitude de 650 mètres.



carte 27 Espagne

A l'origine, la Castille est une zone de frontière du Royaume de Léon, qui est créée pour se protéger des musulmans. Son nom provient des nombreux châteaux, des *castillos*, construits à cet effet. Elle devient un royaume en 1065. Puis, ce sera sous l'impulsion de la Castille que va être entreprise la longue reconquête par les Chrétiens des territoires musulmans, la Reconquista, avec la prise de Tolède en 1085, de Cordoue en 1236, de Séville en 1248.

Cette longue et progressive avancée apporte de nouveaux territoires et des richesses économiques, avec le commerce de la laine de mouton. C'est aussi à la Castille que va profiter la découverte de l'Amérique en 1492, car c'est là que se gèrent les arrivées d'or, d'argent et le commerce transatlantique. Madrid est choisie comme capitale en 1561. La

Castille est au cœur de l'Empire colonial espagnol. Aujourd'hui encore, la Castille reste le noyau politique de l'Espagne ; le castillan, connu sous le nom de l'espagnol, est la langue dominante.

*

Entre la Syrie et Israël, un plateau joue un rôle stratégique extrêmement important, c'est **le Golan**, avec une altitude moyenne de 1000 m. Sur le plan militaire, Israël peut observer et répondre à tout mouvement militaire dans cette région de la Syrie, mais aussi, jusqu'à l'arrivée d'un nouveau pouvoir en 2025, du Hezbollah libanais ou des milices iraniennes.



carte 28 Golan

De plus, le plateau étant situé près de la capitale, Damas, à peine à 60 km, celle-ci vit sous une forme de menace permanente d'Israël, qui se sert du Golan comme d'une force de dissuasion, qui peut intervenir facilement en cas où la Syrie prendrait des décisions contraires à ses intérêts.

Par ailleurs, le Golan (au centre de la carte 28) est une source d'eau douce, dans une région assez aride ; il alimente le lac de Tibériade, qui se trouve entièrement en Israël, et plusieurs affluents du Jourdain y prennent leur source. Ceci dit, le Golan reste considéré par les Nations Unies comme territoire syrien occupé depuis 1967. Seuls les Etats-Unis de Trump 2019 ont reconnu l'annexion du Golan par Israël en 1981. Israël considère maintenant inacceptable pour sa sécurité nationale un quelconque retrait du Golan.

Le relief

Nous avons examiné un certain nombre de situations simples de relief. Nous pouvons maintenant discuter d'une manière plus proche de la réalité, toujours assez complexe.

Le relief a priori le plus recherché par les humains, c'est l'absence de relief, la plaine. 56% de la population mondiale vit à moins de 200 mètres d'altitude, et c'est là que se situent les villes et les activités mondiales les plus importantes. Le Bassin Parisien et le Bassin de Londres ont servi de bases pour construire deux des plus puissants Etats d'Europe, la France et l'Angleterre. La plaine étendue plate ou peu ondulée, rend l'agriculture, les constructions, les circulations les plus aisées.

Mais la Plaine a un inconvénient : elle ne présente pas d'obstacle. Certes, il peut y avoir un fleuve, mais alors ce fleuve, dans la mesure où il est calme et assez navigable, peut à son tour devenir un moyen de pénétration. C'est ce qui est arrivé à la Seine, avec les raids des Vikings au 9^e siècle (845 et 885 notamment).

De plus, la plaine, surtout si elle est composée de terres fertiles, est très convoitée par les peuples environnants. On a l'exemple de la Pologne. Son nom vient du peuple slave qui s'y est installé entre le 8^e et le 10^e siècle, les Polanes, ce qui signifie "*le peuple de la plaine*". Et ce n'est pas un hasard de l'histoire si le pays sera même rayé de la carte, entre 1795 et 1918 par les Russes, les Prussiens, les Autrichiens, et de 1940 à 1945 par les Soviétiques et les Allemands.

Des sols de bonne qualité sur de vastes plaines, on en a dans les plaines de l'Amérique du Nord, ou encore en Ukraine, avec le tchernoziom. C'est une terre de couleur noire, très fertile, car elle est formée avec de l'humus, la décomposition de plantes. Grâce à quoi l'Ukraine a été nommée le grenier à blé de l'Europe.

Mais d'autres plaines sont inadaptées aux cultures, comme les steppes, proches des zones désertiques : la pampa en Amérique du Sud, les steppes d'Asie centrale : ces régions vont donner naissance à des sociétés et des civilisations de nomades. La Mongolie, le Kazakhstan, ces immenses régions qui bordent le sud de la Russie, ont ainsi connu les cavaliers Scythes du 7^e au 2^e siècle avant notre ère, les Huns du 2^e au 6^e siècle de notre ère, les Turcs du 6^e au 12^e siècle de notre ère, les Mongols (aux 13^e et 14^e siècles de notre ère). En Amérique, les Grandes plaines voient les tribus indiennes élever des chevaux, dès que ceux-ci ont été introduits par les Espagnols, et vivent de la chasse au bison.

Si maintenant, nous observons ce qui se passe lorsqu'on a comme situation à la fois un grand fleuve et de grandes plaines, le résultat est très variable. En fait, il va dépendre de la capacité des hommes à maîtriser les crues ou pas, les montées du niveau du fleuve ou pas. Sans ces moyens les fleuves, ne sont que des barrières pour l'homme, comme on le voit pour l'Amazone, le Congo.

Par contre, dès que les populations trouvent les moyens de maîtriser les divers mouvements de l'eau, le fleuve devient nourricier. Le Tigre et l'Euphrate, en Mésopotamie, voient naître les premiers Etats de l'histoire humaine, l'Empire de Chine profite du Yang Tsé,

le Gange profite en Inde à l'Empire Maurya (320 à 180 avant notre ère), l'Egypte des pharaons profite du Nil, l'Empire du Mali (1235 - 14^{ème} siècle) profite de la boucle du Niger.

La montagne est un autre exemple de complexité. Comparée à la plaine, elle est a priori une source de difficultés pour les activités humaines : la pente fait chuter la productivité du travail, use les hommes, les animaux et les machines ; elle rend beaucoup plus coûteux le moindre équipement, en route, voie ferrée, barrage. C'est la vision actuelle que nous en avons. Mais il faut savoir qu'avec une pente de 15 degrés, le rendement du travail avant qu'il ne soit mécanisé, est du même ordre qu'en plaine. C'est ainsi que les Incas ont maîtrisé un immense domaine de montagnes, sur la Cordillère des Andes, où ils font vivre jusqu'à 12 millions d'habitants, allant jusqu'à tracer 16 000 kilomètres de sentiers. Ce qui va laisser abasourdis les conquérants espagnols.

De manière générale, la montagne sera, pour les humains, toujours un problème. Le même relief verra, à certains moments servir de barrière de protection pour tel peuple, un lieu stratégique à occuper pour un autre, un refuge pour un troisième qui veut échapper à une domination. Ainsi, les Serbes ont quitté les régions basses plusieurs fois, pour se réfugier sur les montagnes ou les hauts plateaux. Ils ont ainsi acquis une forte expérience. Et c'est pour cette raison, leur savoir-faire dans la guérilla, qu'en 1999, l'OTAN a reculé devant une intervention terrestre, pour stopper les violences serbes contre les Albanais, très majoritairement musulmans.

Il arrive qu'un sommet particulier devienne un emblème important, non pas pour une raison stratégique, mais uniquement pour le symbole qu'il représente pour les humains. Cela a été le cas de l'Elbrouz, dans le Caucase (sud-ouest de la Russie), pendant la guerre entre l'URSS et l'Allemagne nazie. Culminant à 5642 mètres, il a représenté la région d'origine de Staline, une fierté nationale, donc. Les Allemands l'ont pris pour y planter leur drapeau en 1942. Staline mettra tout en œuvre pour les déloger, et y parvient en février 1943.

Lieu de résistance, de refuge, la montagne peut aussi se retourner contre les fugitifs et devenir un piège. Le plateau des Glières, vers 1400 m d'altitude, en Haute-Savoie a été bombardé puis pris par les Allemands et la Milice de Pétain, en mars 1944. Le Vercors (jusque 2340 m) a connu la même fin, après la plus grande opération militaire contre la résistance de toute l'Europe de l'Ouest.

Mais la montagne peut aussi causer de sacrées surprises. Ainsi, lorsque Hannibal, parti de Carthage dans l'actuelle Tunisie, a réussi à traverser les Alpes, avec des éléphants, alors que les Romains l'attendaient sur la côte, du côté de Marseille.

Aujourd'hui, malgré tous les progrès techniques, les avions et même les drones, la montagne reste un terrain qui donne l'avantage à ceux qui s'y trouvent. Elle est trop complexe pour être totalement contrôlée. Selon certains, c'est pour cette raison que les Occidentaux n'ont jamais réussi à contrôler l'Afghanistan. Jean-Vincent Brisset explique cette impuissance : *"On essaie de fabriquer un Etat là où il n'y en a pas. L'Afghanistan, c'est 3000 vallées et 3000 chefs de vallée"*. De même, pour Patrice Gourdin, dans Diploweb, *"l'une des causes de la fragilité de l'Etat en Colombie réside dans le morcellement du pays : la Cordillère des Andes s'y déploie en trois branches principales et en innombrables rameaux"*.

Les situations propices à une analyse géopolitique sont innombrables. Nous essayons ici de reprendre quelques analyses permettant de discerner la méthode de raisonnement qui met en lumière tel ou tel facteur particulier. Bien évidemment, il n'existe aucune situation où un seul et unique facteur permet de comprendre toutes les décisions prises. Cette situation n'existe pas. Mais il est tout de même fréquent qu'un facteur particulier soit prédominant, que ce soit sur un moment donné, ou sur la longue durée.

Cependant, il ne faudrait pas chercher à établir une règle générale qui voudrait qu'en géopolitique, tel ou tel facteur serait systématiquement déterminant. Aucun facteur ne répond à cette hypothèse. Et les facteurs susceptibles de compter dans les diverses situations sont nombreux. Dans sa *Géopolitique, Constantes et changements dans l'histoire*, Aymeric Chauprade voit comme essentiels les facteurs ethnique, linguistique, religieux, identitaire, le choc terre-mer, la position de centre et de périphérie, la quête des ressources, les bouleversements géographiques, les révolutions techniques...

Nous nous contenterons ici d'approfondir quelques situations différentes, où prédomine l'un ou l'autre de ces facteurs. Et nous verrons que, de toute façon, si un facteur joue un rôle prépondérant, il n'est jamais seul en cause.

La guerre de l'Eau : Israël

Si l'on cherche un cas où un facteur n'a cessé de jouer sur la durée, on en a un plein exemple dans le cas d'Israël. Depuis sa naissance, voire avant, la question de l'eau est un paramètre qui reste essentiel, d'un bout à l'autre de l'histoire de sa naissance, de ses guerres et de son expansion territoriale.

Nous nous appuyons ici sur l'analyse de Chauprade dans sa *Géopolitique*. Chauprade voit clair dans ce qu'est le sionisme et sa mise en application en Israël : "*le sionisme est une soif de territoire et de démographie, un projet d'expansion démographique épousant un grandisme territorial*". Et c'est pour répondre à cette soif d'expansion territoriale et démographique qu'Israël a besoin d'eau. Chauprade insiste : ce n'est pas parce qu'Israël manque d'eau qu'il cherche à accroître ses conquêtes territoriales ; non, c'est bien parce qu'il a comme intention, comme projet ce que d'aucuns appellent un "Grand Israël", qu'il est à la recherche d'un contrôle sur l'eau.

Le Moyen-Orient est une région marquée par l'aridité, où les pluies sont trop rares pour en faire le support d'une agriculture. L'irrigation est indispensable pour fournir des cultures et permettre à des populations de vivre et de s'agglomérer. Or, le château d'eau de la région, le pays duquel partent le plus grand nombre de cours d'eau, c'est le Liban. Et le principal cours d'eau qui parcourt le Liban, c'est le Litani (carte 29) ; il évite complètement Israël et circule entièrement au Liban.

L'autre fleuve important de la région, le Jourdain, est lui-même, à sa source, alimenté par trois rivières, la rivière Hasbani qui vient du Liban actuel, la rivière Banias qui prend sa source en Syrie actuelle, dans une région actuellement occupée par Israël, le Golan, et la rivière Dan qui naît en Israël actuel. Les trois rivières descendent de la région du Mont Hermon, région située au Liban à la frontière actuelle des trois pays Syrie-Liban-Israël.

Le Jourdain supérieur que forment ces trois rivières circule ensuite du nord vers le sud, formant la frontière qui sépare Israël de la Syrie, après quoi il se jette dans le lac de Tibériade, entièrement situé en Israël. Le fleuve reprend au sud du lac sa course pour continuer de descendre vers le sud, constituant maintenant la frontière entre Israël et la Jordanie, finissant sa course dans la mer Morte.

Les frontières dont nous venons de parler sont les frontières actuelles. Mais la question de l'eau et de son partage est posée dès la Conférence de San Remo, en 1920, qui décide du partage des terres arabes de l'Empire ottoman, entre les vainqueurs de la Première Guerre mondiale. La Palestine d'alors (qui comprend l'Israël actuel) revient aux Anglais, le Liban actuel et la Syrie aux Français. Concernant le partage de l'eau, la Palestine comprend les deux rives du Jourdain, mais pas ses sources. La Palestine n'a pas non plus le Litani. En 1926, Français et Anglais signent un accord de bon voisinage : les populations syriennes peuvent utiliser les eaux du Jourdain, de ses affluents et du lac de Tibériade, bien qu'ils soient du côté palestinien. Les frontaliers peuvent même passer librement la frontière.

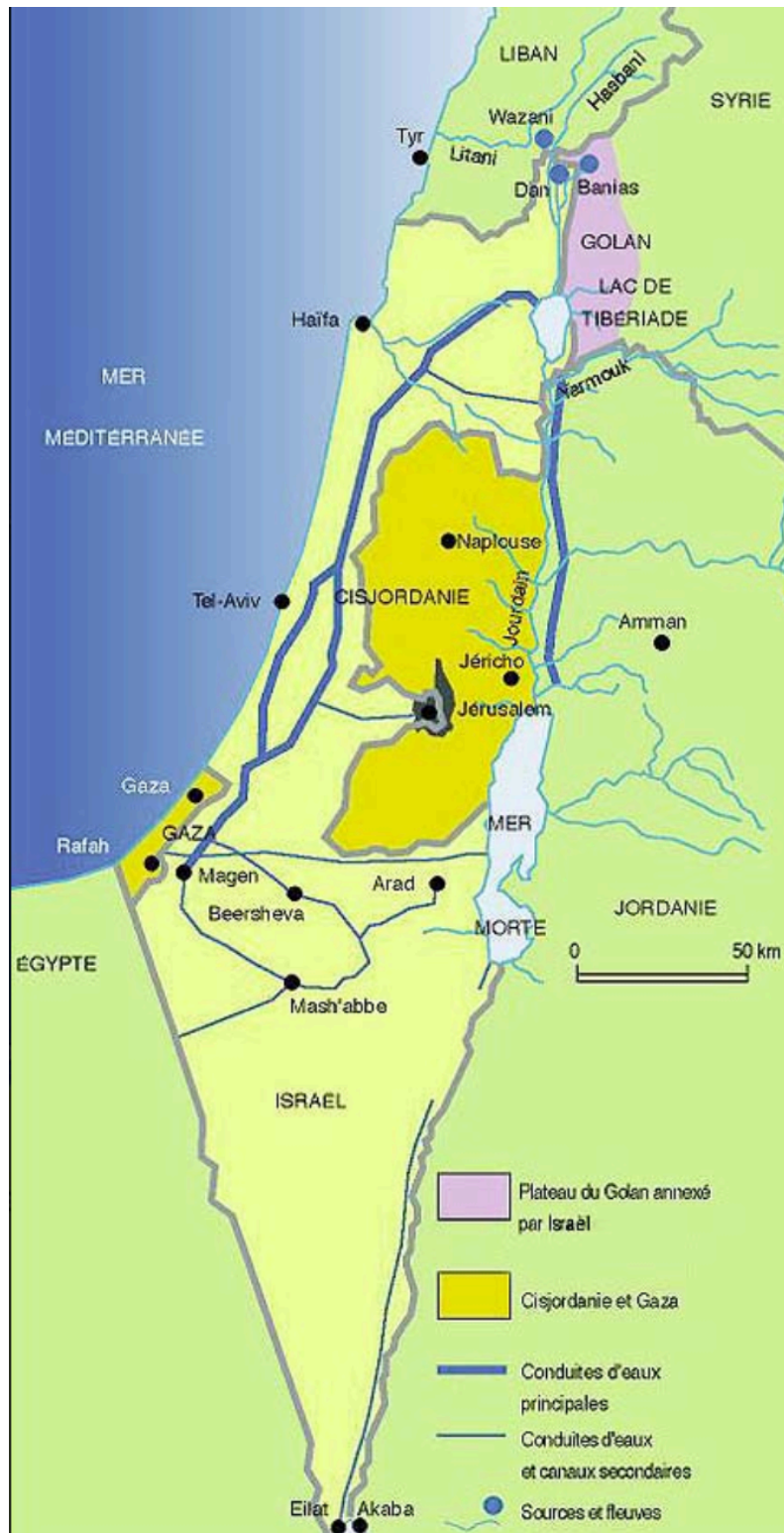
En 1936, les Anglais commencent à envisager un plan pour deux Etats, l'un juif, l'autre arabe (plan Peel). Ils le font en tentant de viser une entente entre les deux communautés. Et ce plan laisse, selon Chauprade, la majeure partie de l'eau aux Arabes.

Les sionistes, de leur côté, vont appliquer une stratégie qui durera jusqu'à nos jours : ils font mine d'accepter, de manière à concrétiser ce qu'ils espèrent obtenir. Mais ils n'en pensent pas moins. Leur projet est toujours de s'appuyer sur ce qui vient d'être obtenu avec l'ambition de l'accroître à la prochaine occasion. Selon Chauprade, *"pour les Israéliens (...) soutenus par les experts américains, il ne s'agit nullement d'un projet fixiste, mais clairement expansif, démographiquement, territorialement et du point de vue de la maîtrise progressive des ressources en eau de la Palestine et du sud du Liban"*.

En 1947, l'ONU propose son plan de partage, avec la résolution 181. *"Les colons juifs qui occupent 7% des terres et représentent 32% de la population disposeraient dans le cadre d'un Etat juif, de 55% du territoire de la Palestine mandataire ; le cours supérieur du Jourdain serait compris dans ce territoire (...) Le projet avantage territorialement les Juifs (...) et organise l'interdépendance entre l'Etat arabe, l'Etat juif et la zone internationale de Jérusalem ; aucun de ces trois territoires n'est en effet viable seul, à la fois politiquement et économiquement"*.

La question de l'eau est présente dans les revendications des sionistes. Ils sont mécontents de ce point de vue, mais acceptent le plan, leur priorité étant de disposer d'un Etat. La partie adverse n'est pas satisfaite non plus, et une révolte palestinienne se produit à l'hiver 1947. En réaction, les sionistes vont déclencher une politique de terreur et de

purification ethnique, en vue de faire fuir le maximum de population palestinienne, et d'inverser les équilibres démographiques.



carte 29 Jourdain

En avril 1948, avant qu'Israël soit proclamé, les expulsions des Palestiniens sont devenues systématiques. *"Les agglomérations arabes sont détruites - 350 villages - , les terres agricoles confisquées et les activités arabes supprimées"* (Chauprade).

Pour montrer qu'ils sont les seuls maîtres et ne se contenteront donc pas des frontières telles qu'ils les ont obtenues, les sionistes proclament l'Etat d'Israël la veille du départ des Anglais, le 14 mai 1948. *"En juillet 1948, (...) sur ordre de Ben Gourion, les 70 000 habitants des villes palestiniennes de Lydda et Ramleh sont expulsés et doivent fuir à pied sous le soleil". "Entre 1948 et 1950, plus de 750 000 Arabes, Palestiniens dans leur immense majorité, fuient la Palestine et se réfugient chez les voisins arabes, Jordaniens et Libanais essentiellement" (Chauprade).*

Des armistices sont signés en 1949. La surface du territoire d'Israël a déjà augmenté de 50%, passant de 14 000 à 21 000 km². Au passage, Israël a pris des terres promises aux Arabes qui vont pouvoir jouer un rôle dans la question de l'eau. Les sionistes avaient pour projet dans le futur d'amener de l'eau du lac de Tibériade vers le sud, dans le désert du Néguev (au sud de Beersheva). Mais le partage y mettait deux barrages : l'un sur la Galilée (région du nord d'Israël, à l'ouest du lac de Tibériade), incluse dans l'Etat arabe, l'autre proche de Gaza sur une bande de terre qui fait la liaison avec la Cisjordanie.

A l'issue de cette première guerre israélo-arabe de 1949, il est devenu possible de relier Tibériade au Néguev. *"La première guerre israélo-arabe de 1948-1949 a rendu possible le développement à grande échelle des projets d'irrigation du territoire d'Israël, de la Galilée au Néguev, à partir des eaux du Jourdain, et indépendamment de toute coopération étatique" (Chauprade).*

Dès les années 1950, Israël entreprend la construction d'un grand projet hydraulique, l'Aqueduc national (National Water Carrier), en bleu foncé sur notre carte. Il s'agit donc de transférer les eaux du lac de Tibériade vers le sud du pays, arrosant ainsi les régions traversées jusqu'aux terres arides du Néguev. Le projet combine des canaux ouverts, des conduites fermées, des tunnels, des stations de pompage, des réservoirs. Le système traverse de grosses variations d'altitude, donc de nombreuses stations de pompage.

Le diamètre des conduites principales est d'environ 2,75m. La capacité de transport est de 72 000 m³ par heure, soit 1,7 million de m³ par jour. Les travaux seront achevés en juin 1964. Au départ, l'essentiel de l'eau, 80% est destinée à l'agriculture, 20% à l'eau potable domestique ; puis, avec le temps la part domestique va fortement augmenter. Israël connaît alors un fort développement agricole, et avec lui, un développement de la colonisation.

Pour la Syrie et la Jordanie, cet aqueduc est une atteinte à leurs possibilités d'utiliser les eaux du Jourdain. Elles répliquent par un projet de détournement de deux des sources du Jourdain, Hasbani (qui prend sa source au Liban) et Banias (qui prend sa source en Syrie). De ce fait, la politique de colonisation massive de la Galilée basée sur ce développement agricole, risque de s'effondrer. En avril 1965, Israël bombarde les chantiers de dérivation.

En 1964, l'Organisation de Libération de la Palestine est créée. Quel est le choix de sa première cible contre Israël ? le 31 décembre, un commando palestinien frappe la station de pompage israélienne sur le Jourdain.

Nous sommes alors en pleine guerre Froide. Face à l'URSS, les Etats-Unis ont déjà rallié à leur camp Irak, Liban, Jordanie, Arabie saoudite. Le risque de voir basculer vers l'URSS vient de la Syrie et de l'Egypte. En 1965, le président américain Johnson annonce qu'il est prêt à armer massivement Israël. Jusque-là, c'est plutôt la France qui est le principal appui militaire d'Israël.

De son côté, Moscou, pour tenter de gagner au moins une partie du monde arabe, appuie l'OLP et préconise une résistance de la Syrie et de l'Egypte de Nasser, qu'il qualifie d'anti-impérialistes. Nasser tente de se renforcer en signant une alliance politico-militaire en mai 1967, avec la Jordanie puis avec l'Irak. En France, de Gaulle, qui a peut-être compris que la nature d'Israël est de vouloir une expansion continue, au risque de déstabiliser gravement la région, annonce, le 3 juin 1967, qu'il ne soutiendra pas celui qui tirera le premier. Celui qui va tirer le premier, deux jours plus tard, ce sera Israël, avec, donc, l'appui américain.

Se disant menacé par cette alliance Egypte-Jordanie, Israël lance en juin 1967 une guerre "préventive", qui sera une très grosse humiliation pour tous les pays arabes, la Guerre des Six Jours. Cette deuxième guerre israélo-arabe est une nouvelle phase d'expansion territoriale, considérable. Là où la première, en 1949, avait apporté un gain de 50%, celle-ci va signifier un gain de 425% : on passe de 20 700 km² en 1949 à 88 000 km² en 1967.

Israël prend le Golan, qui lui permet de dominer militairement le sud de la Syrie, où naît le Banias, la source syrienne du Jourdain. Elle prend la Cisjordanie, vallée du Jourdain comprise, dont elle occupe les deux rives. Cerise sur le gâteau, elle prend au passage Jésusalem-Est qui a une forte valeur symbolique, pour couronner ses victoires. Le lac de Tibériade est devenu entièrement en territoire israélien, sans partage avec plus personne. Enfin, la jonction entre le Yarmouk et le canal de Ghor (dérivation vers la Jordanie) passe sous son contrôle.

Le résultat est qu'Israël contrôle désormais directement ou indirectement l'essentiel des sources du Jourdain, et se met en situation de quasi-monopole sur le contrôle de l'eau de la région. Israël va désormais établir une présence militaire sur le Dan (dont la source est en Israël), et sur le Banias (plateau du Golan), et elle surveille toutes les zones de captage.

Déstabilisé par la forte présence palestinienne, devenue force qui use des armes avec l'OLP, le Liban plonge dans la guerre civile en avril 1975. Pour ses voisins, cette guerre civile libanaise est une aubaine. La Syrie va venir occuper le Liban en 1976, occupation qui durera 30 ans, jusque 2005. Au départ, elle le fait formellement à l'appel de Suleiman Frangié, président de la République du Liban, chrétien maronite qui a de bonnes relations avec les chefs alaouites de Syrie.

Pour Israël, la guerre civile libanaise réveille ce vieux rêve du sionisme de s'emparer complètement des réserves d'eau du bassin du Litani, fleuve entièrement en territoire libanais. Autre rêve, qui date de Ben Gourion : créer un Etat chrétien maronite allié au Liban. Le 14 mars 1978, les Israéliens envahissent le Liban par le Sud. Nom de l'opération : "Litani". Difficile d'être plus clair : le Liban sud est occupé jusqu'au fleuve Litani.

250 000 personnes doivent se réfugier par-delà le fleuve. *"Des navettes maritimes israéliennes organisent le transport de miliciens maronites qui leur sont favorables, du centre du Liban vers le Sud. Leur regroupement doit permettre la formation à la frontière israélienne d'une couche de protection chrétienne et d'une prise en tenaille de la résistance palestinienne. Une ceinture de sécurité, large de 5 à 10 km le long de la frontière du Liban, est laissée à la milice chrétienne de Saad Haddad, lequel proclame l'Etat du Liban libre"* (Chauprade). Le rêve sioniste semble se réaliser.

Les maronites sont eux-mêmes divisés en au moins quatre grandes familles, quatre clans. L'un est favorable à la Syrie, les trois autres admirent ou soutiennent Israël. On trouve, au sud donc du pays les milices pro-israéliennes du Sud-Liban qui se sont proclamé Liban Libre. Les deux autres clans pro-israéliens sont celui des Chamoun, dans la région du Chouf, partagée avec les druzes (qui ne se considèrent pas musulmans), et celui des Gemayel, dont la milice, les Forces libanaises, contrôlent la partie chrétienne de Beyrouth-Est. Israël doit choisir, il choisit Gemayel et ses forces libanaises, avec l'objectif d'en faire leur principal allié contre les Palestiniens et la Syrie.

En juin 1982, Israël lance l'opération Paix en Galilée : 100 000 soldats israéliens, bénéficiant d'une forte couverture aérienne, sont lancés contre 15 000 combattants palestiniens. Il s'agit de casser l'OLP qui s'est implantée au Liban, d'en éloigner toute présence de la frontière israélienne, et pour cela d'aller jusqu'à Beyrouth et dans les principaux camps palestiniens du Liban. Au passage l'armée israélienne bouscule l'armée syrienne, dont on rappelle qu'elle est présente depuis six ans.

La répression des Palestiniens, menée de manière conjointe par Israël et les Forces libanaises de Gemayel, sera terrible. On compte 20 000 morts, libanais ou palestiniens. En septembre 1982, un massacre est commis contre des populations civiles des camps de Sabra et Chatila (Beyrouth ouest), par la main des milices chrétiennes, avec la complicité passive de l'armée israélienne, qui a laissé les forces de l'OLP sortir et encercler la zone.

Trois jours de tueries systématiques ; entre 800 et 1500 morts, tous civils ; l'indignation sera mondiale. Le chef de l'OLP, Yasser Arafat, encerclé avec des milliers de combattants, n'est sauvé que par une opération de l'armée française à Beyrouth, avec un accord américain. 14 000 combattants de l'OLP sont évacués vers Tunis, le Yémen, l'Algérie, la Syrie, la Jordanie.

Début 1985, les Israéliens décident de se retirer du Liban : les actions de harcèlement, de guérilla, les y obligent, le coût humain est trop élevé. Ils se contentent de la zone attribuée à la milice libanaise, maintenant nommée Armée du Liban Sud. Les eaux du Jourdain, de toutes les sources du Jourdain, restent donc sous leur contrôle. *"En 1985, Israël a toute l'eau : il peut continuer son développement colonial : le nombre de colons en Cisjordanie-Gaza passe de plus de 50 000 en 1985 à plus de 150 000 en 1995"* (Chauprade).

1990, c'est la fin de l'URSS. La guerre Froide n'a plus lieu d'être. Les intérêts géopolitiques sont modifiés sur ce plan. Israël se retrouve avec une importance diminuée aux yeux des Etats-Unis. Il est en moins bonne situation pour obtenir un soutien total des Etats-

Unis. S'il veut pouvoir bénéficier de cet allié économique et militaire, il est obligé de tenir compte des intérêts Palestiniens. Les Etats-Unis obtiennent ainsi d'Israël un premier accord.

Les accords d'Oslo de 1993 sont signés par Rabin et Arafat, en présence de Clinton, avec une reconnaissance mutuelle entre l'OLP et Israël. Mais le problème de l'eau, devenue totalement inéquitable, n'est pas abordé dans ces accords, si ce n'est en termes très vagues. De fait, les Palestiniens auraient droit à utiliser les volumes d'eau souterraine sur leur territoire, avec les eaux de pluie tombant en Cisjordanie. Mais, dans la réalité, cet aquifère est et reste pour 90% aux mains des Israéliens. Des restrictions sont imposées concernant la possibilité pour les Palestiniens de creuser des puits. Des puits non autorisés seront détruits. Il faudra un Oslo numéro deux, en 1995, pour revoir cette question de l'eau. Mais Israël continue de garder le contrôle de forages majeurs.

L'argument d'Israël est de dire que les colons juifs, en 1930, ont été les premiers à exploiter cette eau. Elle est donc juive. En fait, Israël a vu ses besoins en eau augmenter considérablement, tout simplement parce que son territoire, et les populations qui s'y trouvent, ont considérablement augmenté depuis 1967.

Concernant la Jordanie, lorsqu'un accord de paix est signé en 1994 avec Israël, des clauses prévoient un partage de l'eau du Jourdain et du Yarmouk. Le Yarmouk est le principal affluent du Jourdain. Il prend sa source en Syrie, sert ensuite de frontière avec la Jordanie, puis de frontière entre Jordanie et Israël, avant de se jeter dans le Jourdain. En 2015 et en 2021, Israël et Jordanie ont signé des accords de coopération hydrique et énergétique, ainsi que de dessalement.

Enfin, avec la Syrie, aucun accord n'existe. Les sources du Baniyas restent militairement contrôlées par Israël depuis 1967, près de 60 ans. De même, aucune coopération entre Israël avec le Liban, où le Hasbani a sa source. Des tensions ont lieu régulièrement à propos du Hasbani qui prend sa source au Liban, dès qu'Israël juge un projet contraire à ses intérêts.

A partir des années 2000, Israël va ajouter à ses possessions en eaux douces des installations de dessalement massif d'eau de mer, des techniques de réutilisation des eaux usées et de micro-irrigation en agriculture. En 2023, Israël a ainsi produit 585 millions de m3 d'eau dessalée, à partir de l'eau de mer, dans des usines de dessalement à Hadera, Ashdod, Sorek, etc.

80% de la consommation totale de l'eau est attribuée au secteur agricole, le reste (eau potable domestique et secteur industriel) dépend surtout de l'eau dessalée ou retraitée. Enfin, un projet de pompage d'eau dessalée prise en Méditerranée pour l'envoyer vers le lac Tibériade, du fait de son assèchement, a été lancé en 2022. Un autre vise à augmenter l'utilisation des eaux traitées en agriculture.

Si l'on fait un bilan de cette histoire, et si l'on compare les situations de 1948 et d'aujourd'hui, les deux tiers des besoins en eau d'Israël sont puisés dans des territoires qui n'étaient pas dans ses frontières de 1948 : un tiers est puisé dans le lac de Tibériade et le Yarmouk, un autre tiers est pompé dans les nappes de Cisjordanie et dans la nappe de Gaza. Au total, en 2024, un Israélien a accès à 3 ou 4 fois plus d'eau qu'un Palestinien.

De cette vaste fresque guerrière, on conclut aisément que l'eau douce est un facteur géopolitique essentiel dans le conflit entre Israël et les populations arabes de la région, Palestiniens d'un côté, pays voisins de l'autre. Mais l'eau, même lorsque Israël se bat pour son contrôle, n'est pas la raison première qui détermine son attitude. Sa raison première, c'est l'expansion coloniale en vue de devenir une expansion territoriale de fait. Sa raison première est d'ordre idéologique, voire religieuse et messianique : il s'agit de rendre aux Juifs une terre divine pour répondre à une volonté divine.

Une part du soutien américain actuel à Israël est également liée à une cause d'ordre idéologique, religieuse, messianique. C'est que les juifs ultranationalistes religieux et les chrétiens évangéliques partagent de nombreux points de convergence. Pour les deux croyances, le retour des Juifs en Israël est essentiel. Et les deux visions soutiennent donc la souveraineté juive sur Jérusalem, de même que l'idée de la nécessité pour le peuple Juif d'Israël de reconstruire le Temple.

Mais les objectifs finaux que sous-tendent ces positions diffèrent. Pour la vision ultranationaliste juive, le retour en Israël est le prélude à l'arrivée du Messie juif, et la reconstruction d'un Etat d'Israël en prépare le terrain. Le Messie est un roi humain, issu de la lignée de David, qui viendra instaurer la paix, la justice, la Torah. Ce sera le royaume de Dieu sur Terre, avec les lois de la Torah. Les autres nations reconnaîtront enfin la suprématie spirituelle d'Israël.

Pour les Evangélistes chrétiens, surtout aux Etats-Unis, le retour des Juifs en Terre sainte et la reconstruction du Temple sont des signes annonciateurs de la bataille finale entre le bien et le mal, l'Armagedon. D'abord, un faux messie va émerger, qui va signer un traité de paix avec Israël pour 7 ans, c'est l'Antéchrist. Mais à mi-parcours (3 ans et demi), il trahira Israël, profanera le Temple et y interdira les sacrifices.

Commencera alors sur Terre une période horrible (3,5 ans) de souffrances extrêmes, guerres, persécutions, catastrophes naturelles. Et les armées de l'Antéchrist et de ses alliés voudront se coaliser pour anéantir Jérusalem et le peuple juif. C'est alors que Jésus reviendra, il se posera sur le Mont des Oliviers, sauvera Jérusalem, détruira les armées du mal. Les survivants reconnaîtront alors Jésus comme le sauveur, comme le Seigneur. Et Jésus pourra établir un royaume de 1000 ans sur Terre. Pour les évangélistes, les Juifs sont donc bien le peuple élu, mais il leur manque la reconnaissance de Jésus.

Le facteur religieux : le Liban moderne

Nous avons vu précédemment l'importance, dans le cas particulier du Liban, du rôle de refuge que constitue la montagne. Et la carte 25 (page 43) du relief nous a montré l'importance de la montagne au Liban.

Lorsque commence l'expansion de l'islam à partir de l'actuelle Arabie saoudite, à la fin du 7^e siècle, de nombreuses communautés chrétiennes abandonnent la plaine et cherchent refuge dans la montagne. Les maronites sont des chrétiens d'Orient restés fidèles au pape, mais dont la religion est restée assez proche de celle qu'elle avait pu être dans la région, avant la rupture entre Rome et Constantinople, en 1054, rupture que l'on retrouve aujourd'hui sous la dénomination de catholiques romains ou orthodoxes. Les maronites, donc, quittent les plaines de l'Oronte et autour de Homs et s'installent dans les montagnes du sud du Liban actuel, en particulier dans la vallée de la Qadicha.

Au 11^e siècle, ils vont être rejoints par des druzes. Les druzes sont classés, par les théoriciens des religions, en tant que descendants de la tendance ismaélienne de la branche chiite de la religion musulmane ; mais eux refusent qu'on les qualifie, que ce soit de chiites, ou même de musulmans.

Une longue histoire d'opposition va se dérouler, où druzes et maronites chrétiens vont chercher les uns à supplanter les autres pour la domination de la montagne libanaise... jusqu'à la guerre civile de 1975. Les maronites ont affirmé leur allégeance à Rome au moment des croisades (1182) ; ils cherchent sans doute à s'affirmer grâce aux liens avec l'Occident chrétien, par les relations maritimes. Mais ce sont les druzes, les seigneurs druzes, qui dominent la montagne. Lorsque l'Empire ottoman contrôle cette région (1516), c'est aux druzes qu'il confère l'autorité avec un émir druze au Liban. Et cela va durer jusqu'au 19^e siècle.

Plusieurs facteurs vont alors faire reculer la puissance druze, au profit, cette fois, des maronites. De nombreux aristocrates druzes se convertissent à l'une des deux religions dominantes, depuis le 18^e siècle, soit à l'islam sunnite, soit au maronitisme. C'est ainsi que le clan des Chéhab se scinde en deux, selon la religion choisie. Par ailleurs, les femmes maronites ont un nombre d'enfants nettement supérieur aux femmes druzes. Le peuplement maronite devient majoritaire dans certaines régions, comme Kesrouane, où les paysans maronites sont en conflit avec les grands propriétaires druzes.

Au point qu'à la veille de la colonisation française, les maronites chrétiens sont en majorité. On estime que, dans les années 1920, 55 à 60% de la population est chrétienne, et dans cette population, la majorité est maronite. Les druzes, bien que mieux placés politiquement et socialement, ne sont que 6 ou 7% de la population. Le reste est constitué par une population chiite (35 à 40%), qui elle, se revendique comme telle et musulmane. Mais il n'y aura pas de recensement officiel sérieux avant 1932.

En 1932, les chiffres étaient alors : maronites 28,8%, grecs orthodoxes 9,7%, melkites 5,9%, autres chrétiens (Arméniens, etc.) 6,8% : soit un total de 51,2% de divers chrétiens.

Côté musulmans : sunnites 22,4%, chiites 19,6%, druzes 6,8%, soit un total de 42%. C'est sous une direction de la France que ce chiffre est réalisé.

En effet, en 1920, en s'appuyant sur la fin de l'Empire ottoman à l'issue de la Première Guerre mondiale, pendant que l'Angleterre récupère la Mésopotamie et la Palestine, la France obtient un mandat sur la partie arabe de la région, les actuels Liban et Syrie. Elle a trois possibilités : créer une Grande Syrie, qui comprendrait le Liban, et faire de la région un seul Etat. Faire au contraire un petit Liban, restreint à la seule région à majorité maronite chrétienne, le Mont Liban maronite. Ou, troisième option, faire un Grand Liban, un Liban qui inclut les régions non maronites, et qui empiète aussi sur la Syrie en intégrant la vallée de la Bekaa (entre les Mont Liban et Anti Liban).

C'est cette solution, le Grand Liban, qui est choisie par Clémenceau. *"Elle contenait pourtant tous les problèmes qu'allait connaître le Liban, nous dit Chauprade : le refus syrien d'accepter cette partition ; la présence dans ce Grand Liban de minorités non maronites - sunnites et orthodoxes traditionnellement pro-Syriens, druzes, chiites - heurtées par la dérive hégémonique des maronites"*.

La domination des maronites chrétiens, la France compte dessus pour entretenir des relations de confiance avec ce Liban-là. Sous l'autorité de la France, toutes les communautés vont être représentées selon leur religion, mais la supériorité est clairement donnée aux chrétiens maronites.

La répartition des principaux postes est tranchée, en théorie, selon le poids démographique de chaque confession. Cela donne alors : Président de la République maronite, Premier ministre sunnite, Président de la Chambre des députés chiite, commandement militaire chrétien (le plus souvent maronite). Les divers postes importants de la justice, des finances, de l'éducation sont également répartis selon la même logique.

En réalité, il y a une sorte de partage du pouvoir entre chrétiens maronites et sunnites, avec des petits pouvoirs locaux ou partiels pour les druzes ; les chiites sont en fait totalement mis à l'écart. Cette pratique va d'abord être une sorte de coutume, elle deviendra officielle après l'indépendance.

Chaque confession est ainsi invitée à se comporter comme une clientèle, qui a ses chefs, ses prérogatives, ses privilèges, plus ou moins importants, mais qui sont assurés dès lors que ces règles sont respectées. Le résultat en sera que l'ensemble des dirigeants, quelle que soit leur confession, vont tenir absolument à préserver le système ainsi mis en place, alors que, d'un autre côté, il perpétue un fractionnement de la société selon les confessions, au lieu que celles-ci puissent se mélanger sans qu'on n'en tienne compte.

Surtout, ce fractionnement va aller à l'encontre de ce qui se produit à l'époque, la volonté des peuples, ou du moins des bourgeoisies locales, à vouloir faire une nation, un ensemble de gens dont on puisse dire qu'ils veulent vivre ensemble, sous leur direction. On peut donc supposer que c'est pour lutter contre la naissance éventuelle d'un sentiment national que la France fait ce choix. Car qui dit sentiment national, dit évolution vers une revendication d'indépendance nationale.

En tout cas, un tel sentiment est en train de se développer en Syrie, avec, en particulier, un certain Michel Aflak. Né chrétien orthodoxe à Damas en 1912, il est un nationaliste arabe qui s'est formé à Paris, où il a étudié à la Sorbonne dans les années 1930, lisant à la fois l'ultra nationaliste français Maurras, l'anarchiste Proudhon et Marx. Pour Aflak, l'avenir est à un monde arabe qui conserve l'islam mais où la religion musulmane sera subordonnée au politique, comme dans les pays d'Occident, et où un statut équitable sera octroyé aux chrétiens.

Dans les années du début du mandat français, la domination des maronites est plutôt acceptée par les autres communautés confessionnelles. Les druzes l'acceptent, on l'a vu, en raison de leur faiblesse démographique. Les autres confessions, musulmans sunnites et chiites, chrétiens orthodoxes, qui peuplent surtout les villes de la côte, l'acceptent également.

Ce qui va être le moteur des crises à venir, c'est la démographie. Nous avons déjà vu que les changements démographiques avaient fini par contribuer à faire perdre le pouvoir aux druzes, en faveur des maronites, avec, il est vrai, un bon coup de main de la France.

Le Liban deviendra indépendant fin 1943. La domination maronite subsiste au fil des décennies, jusqu'à l'explosion de la guerre civile en 1975. Nous avons vu que le pays ne fait pas vraiment union nationale, du fait du fractionnement politique selon les confessions. S'est ajoutée à cette fragilité l'arrivée d'une masse de réfugiés palestiniens, puis l'armement d'une résistance palestinienne qui finit par se servir du Liban comme base contre Israël.

S'ajoutent à cela la revendication de la Syrie, qui n'a pas accepté de se sentir amputée avec le choix du Grand Liban, et les visées israéliennes, concernant notamment le contrôle de l'eau, mais aussi une volonté d'en découdre avec la résistance palestinienne. Se superpose enfin à cet ensemble déjà explosif le contexte de guerre Froide, et d'opposition entre recherches des appuis vers l'URSS, d'un côté, l'Occident de l'autre.

1975 commence par la crainte des maronites et des autres chrétiens de se voir dépassés par les montées en nombre des populations de confession musulmane, qu'il s'agisse des Palestiniens, mais aussi des chiites et, dans une moindre mesure des sunnites. *"Le Liban, juge Chauprade, s'est effondré à partir de 1975 parce que la domination maronite a été remise en question par la montée en force de la démographie musulmane, qu'elle soit palestinienne ou chiite".*

Chauprade étend cette analyse d'une manière plus générale : *"La loi démocratique est celle de la majorité, et lorsque les Etats sont pluri-ethniques, la loi démocratique peut devenir la loi démographique. L'Afrique du Sud de l'Apartheid s'est effondrée parce qu'une minorité ethnique ne peut pas dominer une écrasante majorité".*

Chauprade semble applaudir la démocratie en question. Nous dirions, pour notre part, que lorsque le clivage entre minorité et majorité sépare des religions, des ethnies, des peuples différents, une domination de la minorité ne peut durer facilement dans un cadre démocratique bourgeois. Mais ce même monde bourgeois démocratique permet,

cependant, qu'une classe sociale très minoritaire, la bourgeoisie, puisse dominer des masses populaires très majoritaires. Et en cela, cette démocratie n'est qu'un leurre.

Lorsque la guerre civile s'achève, au bout de quinze ans, en 1990, la communauté chiite semble la grande gagnante. Jusqu'aux années 1970, les chiites étaient une population rurale, très pauvre, qui vivaient dans la vallée de la Békaa et les banlieues sous-développées de Beyrouth. Si la communauté a un chiite en tant que Président du Parlement, ce poste a peu d'influence, bien moins que le Premier ministre, qui est sunnite. Economiquement comme politiquement, les chiites sont dominés par les élites sunnites et maronites.

Les chiites vont se doter de deux mouvements armés et politiques. Au début des années 1970, c'est le mouvement Amal, et en 1982, dans le cours de la guerre civile, ce sera le Hezbollah, avec le soutien de l'Iran, qui se veut résistance à Israël. C'est lui qui s'impose comme efficace contre l'occupation israélienne du Sud-Liban, après 1985. Cette résistance contre une invasion étrangère lui confère une auréole nationale, qui dépasse le seul monde chiite.

La guerre civile s'arrête sur la base des accords de Taëf, et des modifications, enfin, à la Constitution : le Parlement aura une répartition paritaire, 50% de chrétiens 50% de musulmans. Les pouvoirs du président de la République (maronite chrétien) sont diminués, au profit du Premier ministre (toujours sunnite) et du président du Parlement (toujours chiite).

Aujourd'hui, le Hezbollah possède une forte influence, à la fois militaire, politique et sociale. Et le mouvement Amal a pour chef Nabih Berri. De fait, l'importance chiite est telle qu'ils ont, au Sud-Liban et dans la Békaa, un Etat dans l'Etat. C'est cette importance qu'Israël tente de réduire, en 2026, par une nième guerre lancée dans la foulée de celle contre l'Iran.

Depuis 1932, n'y a toujours pas eu au Liban de recensement de la population qui permette de juger du poids démographique de chaque confession. On peut seulement faire une estimation en se basant sur les résultats électoraux : sunnites et chiites seraient à environ 30-32 ou 30-33% chacun ; l'ensemble des chrétiens totaliserait 30-31%. Un recensement officiel remettrait en cause les pseudo équilibres établis depuis 1920. Et aucun des dirigeants qui représentent politiquement les diverses confessions n'a envie d'une remise en cause. Car tous ont appris à faire de leur place le centre d'un réseau d'influences, de pouvoirs et de profits, qu'ils cherchent d'abord à préserver.

Si l'on se contente de ne regarder que l'aspect confessionnel de cette situation, elle nous paraîtra étrange. Mais que l'on se souvienne des épisodes comme celui de la bourgeoisie française, quand elle favorise l'avancée des Prussiens, sous la Commune de Paris, ou celui de ce patronat français qui, en 1936 et face à la montée du Front populaire, déclare *"plutôt Hitler que le Front populaire"*.

Les classes dominantes ne cessent de vouloir nous inculquer en temps ordinaire l'idée d'unité nationale ou d'union sacrée. Mais dès que la situation sociale les a mis en danger de perdre leur pouvoir sur la population, elles sont partout prêtes à tourner le dos à la défense

de leur propre nation. Le Liban montre une alliance du même type, entre les chefs et leurs appareils des différentes confessions, une alliance de classe.

Le facteur religieux : les Croisades

Nous allons retrouver le Liban, mais cette fois en remontant dans le temps d'un bon millier d'années, au temps des croisades. La première croisade a été appelée par le pape Urbain 2 en 1095. Elle s'est élancée en 1096, a pris Jérusalem aux Arabes, plus exactement les Fatimides -qui sont des chiites ismaéliens-, en 1099, au prix d'un massacre des habitants, et a créé sur place le Royaume latin de Jérusalem.

Ce -soi-disant- royaume ne durera pas un siècle. En 1187, le musulman sunnite kurde Saladin reprend Jérusalem aux chrétiens. Avec Saladin, il n'y aura pas de massacre, les chrétiens peuvent sortir libres, contre rançon, et les lieux saints sont respectés.

La quatrième croisade est appelée quasiment cent ans après la première, en 1198, par le pape Innocent 3. Elle part en 1202 mais se termine en mascarade tragique. Partie à l'assaut des musulmans, elle change son objectif en cours de route, et en 1204, pille, viole, saccage l'autre capitale chrétienne après Rome, Constantinople, capitale de la chrétienté orthodoxe, (actuelle Istanbul, en Turquie). C'est la fracture, encore sensible aujourd'hui, entre le monde chrétien catholique et le monde chrétien orthodoxe. Evidemment, Jérusalem reste sous contrôle musulman.

Ce n'est pas fini : *"En 1212, écrit Chauprade, l'appât du gain l'emporte de la manière la plus hideuse avec le détournement de milliers de jeunes filles et garçons qui avaient embarqué à Marseille dans le but de contribuer à la délivrance de la terre sainte et qui finissent vendus comme esclaves en Egypte"*.

Que s'est-il passé avec cette croisade. Les croisés avaient passé un contrat avec Venise, qui devait les transporter avec ses bateaux jusqu'en Terre Sainte. Mais ceux qui arrivent sont moins nombreux que prévu, et se montrent incapables de payer la somme prévue. Venise propose comme solution : écoutez, on diminue votre dette ; en échange, vous me reprenez la ville de Zara, Zadar dans l'actuelle Croatie. C'est une ville chrétienne mais elle hésite entre deux dominations, celle du roi de Hongrie et celle de Venise. Il faut la prendre.

Voyant ces calculs sordides, un prétendant au trône à Constantinople promet aux croisés une grosse somme s'ils l'aident à y parvenir. Les croisés acceptent, viennent à Constantinople, renversent l'empereur en place. Mais c'est un autre prétendant qui réussit à prendre le trône. Frustrés, les croisés se remboursent en attaquant la ville. La sainte croisade est devenue une rapine immonde.

Mais elle démontre une chose. C'est que la pseudo unité apparente du monde chrétien est un leurre. Les calculs, les intérêts, les ambitions politiques sont différentes et s'opposent même, d'un bout à l'autre du monde chrétien.

Au départ, la Première croisade avait pour principal objectif de renforcer la papauté elle-même. C'est que le pape voit monter face à lui de nombreuses puissances : les seigneurs féodaux qui contrôlent leurs territoires ; la puissance musulmane qui contrôle Jérusalem et la Palestine ; l'empire byzantin, qui dirige l'Eglise orthodoxe depuis Constantinople, et ne reconnaît pas l'autorité du pape. La rupture date de 1054, quand le pape Léon 9 et le

patriarche de Constantinople se sont mutuellement excommuniés, pour des raisons théologiques. Mais l'essentiel porte en fait sur la question de savoir à qui revient l'autorité suprême dans l'Eglise.

Mais si Rome espère beaucoup gagner en lançant la croisade, de fait, c'est d'abord en France que le répondant est le plus puissant. Urbain 2 est un pape français. Les croisades vont être essentiellement l'œuvre de chevaliers français : "*Godefroy de Bouillon les ouvre, Saint Louis les ferme*". En tout cas, elles vont être une sorte d'anticipation de la colonisation, en projetant l'Europe et des Européens au Moyen-Orient.

La prise de Jérusalem s'accompagne de la création de plusieurs -minuscules- Etats chrétiens féodalisés, sur la côte de Syrie, du Liban, de Palestine. On ne pénètre pas les terres, et on laisse les grandes villes, Alep, Hama, Homs, Damas, aux musulmans.

Dans l'immédiat, les croisades, menées essentiellement par la France, vont profiter à la France : les croisades ont éloigné les féodaux les plus turbulents, ce qui a permis à la bourgeoisie de l'époque de se renforcer, et de se rapprocher de la royauté. Il y aura au total 7 croisades.

La France sort grandie de la première croisade. La deuxième sera lancée en 1147, après que les musulmans aient repris l'un des Etats, la ville d'Edesse, fondé par la Première croisade. Elle sera un échec militaire complet.

La troisième croisade 1189-1192, fait suite elle aussi à une perte en Orient. Elle a permis de reprendre Chypre, puis Acre, mais, faute de forces suffisantes, elle a dû renoncer à reprendre Jérusalem. Nous avons vu le beau succès de la 4ème croisade...

La 5è va échouer elle aussi à prendre Jérusalem. La 6è y réussira en 1229, mais sans combat, par la négociation. Et Jérusalem sera reprise à peine 15 ans plus tard, en 1244, par des turco-persans.

La 7è croisade (1248-1254) changea clairement d'objectif. Cette fois, il s'agissait de prendre l'Egypte, avec pour calcul premier de rouvrir aux Européens des routes commerciales vers l'extrême orient, et comme calcul secondaire de faciliter la prise de Jérusalem. Cette croisade fut encore un échec, mais elle apporta à Louis 9 une réputation pour sa piété et sa persévérance. C'est qu'il mourut à Tunis (1270), plus exactement à Carthage, où il comptait préparer une base pour une 8è croisade. Il est donc mort en terre étrangère et pour sa foi. Il sera donc canonisé et deviendra Saint Louis après sa mort.

Si l'on tire une sorte de bilan géopolitique des croisades, l'on a en Europe un pouvoir des seigneurs en recul, affaibli par leur départ, voire leurs morts sans héritiers. L'Allemagne a perdu un grand nombre de ces élites. Le pape s'affirme comme chef spirituel de la chrétienté, il a été capable de mobiliser des armées. Mais ce sont surtout les Etats et leurs rois qui s'affirment.

Sur le plan économique, les républiques italiennes comme Venise, mais aussi Gênes et Pise, situées à mi-chemin entre Orient et Occident, vont faire fortune grâce à un

commerce maritime qui se développe en Méditerranée. Ces républiques italiennes vont implanter de nouveaux comptoirs.

Sur le plan religieux enfin, nous l'avons dit, c'est une rupture profonde au sein du monde chrétien, entre l'Orient orthodoxe et la papauté catholique romaine. Au passage, le climat créé par les croisades aura aussi des retombées antijuives en Occident, avec plusieurs massacres dans les communautés juives, comme en Rhénanie au 11^e siècle, lors des départs en croisade. Enfin, un fossé est mis en place entre les mondes chrétien et musulman avec, des deux côtés, l'idée qu'une guerre sainte oppose les deux mondes.

Sur le long terme, l'intervention européenne en Orient va peut-être retarder la perte de Constantinople pour le monde chrétien, puisque celle-ci ne tombera aux mains, cette fois des Ottomans, que 350 ans plus tard, en 1453. Du côté occidental, les croisades vont endiguer la progression des musulmans.

Pour finir, les Grandes découvertes, à partir de 1492, avec la découverte de l'Amérique et le contournement de l'Afrique, seront un moyen de tenter de prendre à revers le barrage, à l'Est de la Méditerranée, que forme le monde musulman, aux yeux des Européens, pour rallier l'Asie.

Le facteur religieux : la théologie de la Libération

Née à la fin des années 1960, développée dans les années 1970-1980, toute une idéologie de combat social, au service des pauvres, s'est affirmée au niveau d'un continent entier, l'Amérique latine.

Au sein même de l'Eglise, cette idéologie a été le fruit de plusieurs évolutions. Le Concile Vatican 2 (1962-1965) a constaté un décalage de plus en plus grave entre la pratique et le comportement de l'Eglise et le monde en évolution. Une des modifications décidées sera la langue utilisée pour la messe, qui se fera désormais dans la langue locale, au lieu du latin. Le concile reconnaît la liberté religieuse. Surtout, l'Eglise doit s'ouvrir au monde tel qu'il est.

En Amérique latine, se tient la conférence de Medellin (1968). Le souffle de libération de 1968 passe dans l'Eglise comme dans bien d'autres institutions. Les évêques d'Amérique latine doivent constater que le monde tel qu'il est, c'est, pour eux, la dictature militaire, les inégalités sociales, une pauvreté massive. Appliquant donc les consignes de Vatican 2, la conférence décide "*l'option préférentielle pour les pauvres*". Enfin, sur le terrain, à la base de l'Eglise, des petits groupes de chrétiens relisent la Bible en y cherchant de nouvelles motivations, et s'organisent pour mener des actions sociales et solidaires. Ils forment des Communautés ecclésiales de base, qui sont aussi influencées par les analyses marxistes.

Les idées principales qui vont animer tout ce courant partent donc de l'option préférentielle pour les pauvres, et en concluent que Dieu manifeste une attention particulière pour les plus faibles. L'Eglise doit donc en faire le cœur de sa mission. On théorise l'idée que la théologie doit aussi provenir de l'action concrète, et que celle-ci doit œuvrer à transformer la société. Enfin, la pauvreté n'est plus vue, comme c'est le cas habituel dans l'Eglise et dans le monde, comme un simple malheur individuel, mais comme le résultat de systèmes économiques et politiques, qu'il faut donc dénoncer et transformer.

De nombreuses personnalités vont marquer la vie de ce courant : Gustavo Gutierrez au Pérou, considéré comme fondateur de la théologie de la Libération ; le franciscain Leonardo Boff au Brésil, qui défend une théologie sociale et écologique ; il sera censuré par Rome. Au Brésil également, Helder Camara sera nommé l'évêque des pauvres. Devenu archevêque en 1964, quand s'installe la dictature militaire, il refuse les signes de prestige qui vont avec ce poste ; il préconise une église pauvre pour les pauvres, en cohérence avec l'Evangile. Il critique la proximité de l'Eglise avec les puissants, dénonce les inégalités sociales incroyables au Brésil. Il déclare : « *Quand je donne à manger aux pauvres, on m'appelle un saint. Quand je demande pourquoi ils sont pauvres, on m'appelle un communiste.* » Il milite pour une réforme agraire, dénonce la dictature, les disparitions. Sa parole officielle devenue interdite au Brésil, elle deviendra puissante depuis l'étranger.

Au Salvador, le jésuite Jon Sobrino : pour lui, les pauvres, victimes de l'histoire sont le peuple crucifié ; il refuse une vision de la charité réduite à l'aumône ou à la compassion. Il appelle à partager le sort des pauvres, à partager leurs luttes pour la dignité. Il appelle à dénoncer les causes structurelles de leur souffrance, tout en reconnaissant en eux la révélation de Dieu. Pour lui, la foi appelle à croire qu'un avenir de vie et de justice est

possible. Au Salvador toujours, l'archevêque Oscar Romero sera assassiné en 1980 pour sa dénonciation de la répression et de la violence d'Etat ; il sera canonisé, mais seulement en 2018.

On peut citer encore Juan Luis Segundo en Uruguay, Ernesto Cardenal au Nicaragua, Ignacio Ellacuria au Salvador. Ce dernier, jésuite, né en Espagne et envoyé au Salvador, où il devient recteur de l'Université centraméricaine du pays, considère que la foi doit être un engagement pratique dans l'histoire. Face à la civilisation de la richesse, fondée sur l'accumulation et l'exploitation, il préconise une civilisation de la pauvreté, une société fondée, non pas sur la misère, mais sur la sobriété et l'égalité. Très critique contre la société du Salvador, contre la guerre civile, il devient une cible du pouvoir militaire, et sera assassiné, avec sa fille et 5 autres jésuites en 1989, par un commando de l'armée du Salvador.

De leur côté, sur le terrain, les communautés se battent et agissent dans l'éducation populaire, l'alphabétisation, la lutte pour l'accès à la terre, la défense des droits humains, tout en considérant que la libération sociale est un moteur pour la foi.

Le courant de la Théologie de la Libération sera combattu au sein de l'Eglise et à l'extérieur. A l'intérieur, ce sera d'abord le travail de Jean-Paul 2 et du cardinal Ratzinger, qui lui succédera sous le nom de Benoît 16. En 1984, Rome ordonne, sous la couverture de Congrégation pour la Doctrine de la foi, de ne plus faire un usage des concepts marxistes, sauf pour les critiquer. Des sanctions sont décidées. En même temps, les dictatures considèrent ces religieux comme leurs ennemis. Beaucoup sont persécutés, emprisonnés, assassinés. Et cela avec l'assentiment des Etats-Unis en pleine guerre Froide, pour qui ce courant religieux n'est rien d'autre qu'une infiltration communiste dans l'Eglise.

Au même moment qu'en Amérique latine, se développe une théologie africaine de l'inculturation et de la libération en Afrique, essentiellement au Nigeria, dans le Congo RDC, en Afrique du Sud. On observe aussi une théologie féministe qui apparaît d'abord en Amérique du Nord avant d'être reprise en Afrique et en Asie, qui s'appuie sur la pauvreté, le colonialisme, les cultures traditionnelles. Enfin, dans les années 1970-1980 une théologie dalit se consacre en Inde aux plus pauvres des pauvres, les Intouchables, les dalit.

Malgré la répression, la Théologie de la Libération laissera des traces fortes dans l'Eglise. Celle-ci a dû intégrer, à sa manière, l'idée d'*"option préférentielle pour les pauvres"*. Une bonne partie des positions du pape François en faveur des pauvres en est sans doute un héritage. Des actions et des engagements pour la justice sociale continuent d'exister, même si elles restent discrètes.

Sur le plan géopolitique, l'avènement de la Théologie de la Libération aura mis en lumière une forte opposition au sein de l'Eglise : une opposition qui met face à face les églises des pays sous-développés, Amérique latine, Afrique, Asie, face à la direction de l'Eglise à Rome, et de manière plus globale face au catholicisme des pays riches. Rome craint très fortement une scission, tant cette opposition est criante.

C'est sans aucun doute pour lutter contre un tel risque de fracture entre le "Nord" et le "Sud" que l'on a vu le pape François recruter un nombre très important de cardinaux

provenant du Sud. Rompant avec les habitudes, il les choisit en dehors des grandes capitales européennes, et va les chercher au Mali, en Centrafrique, dans les Tonga, au Myanmar, au Bangladesh, au Laos, au Timor oriental, en Mongolie, etc. Il réduit ainsi le poids de l'Europe, notamment dans la réunion qui décide du nouveau pape. Il lutte contre le sentiment qu'elles ont d'être marginalisées, dominées, un sentiment d'injustice et de domination au plus profond de l'Eglise. Mais cela suffira-t-il pour y parvenir ?

C'est que, d'une manière qui dépasse le simple périmètre de l'Eglise et de la chrétienté, existe actuellement dans le monde une montée régulière de ce sentiment d'injustice et de domination, dont est responsable l'Occident, dans un nombre considérable de pays. Ce qui se passe dans l'Eglise est à la fois un signe de cette évolution, et en même temps un moteur qui y participe sans doute. De ce point de vue, la Théologie de la Libération, initiée en Amérique latine il y a cinquante ans, aura joué un rôle géopolitique sur la longue durée.

Le facteur religieux : naissance du judaïsme

Si une région du monde pose de gros problèmes aux historiens pour en savoir la réalité passée, c'est bien Israël et le peuple dit Juif. Nous allons voir à quel point le poids de la religion est considérable.

Les trois religions monothéistes, judaïsme, christianisme et islam, reconnaissent Abraham comme leur ancêtre commun. En effet, le Christ lui-même est juif, et il sera reconnu par Mahomet, qui le considérera comme un prophète qui l'a précédé. Il y a donc une filiation entre les trois religions, depuis Abraham. Selon la tradition juive, c'est vers 1760 avant Jésus-Christ que le chef de tribu Abraham décide de quitter la région d'Ur (près du Golfe Persique). Abraham obéit à un appel divin. Après la mort de son père, il se dirige vers le pays de Canaan, l'actuelle région Israël-Palestine : c'est donc un départ vers une terre promise.

Gros problème, déjà à ce stade de l'histoire. Pour commencer, les textes qui évoquent cet événement premier n'ont été écrits que des siècles après leur survenue. Et de toute façon, ils ne mentionnent aucune date. Ce sont des commentateurs de ces textes qui vont estimer qu'Abraham datait de 1750 ou 1850 avant Jésus-Christ, sous le royaume de Babylone.

Mais les historiens contemporains considèrent que le monde, tel qu'il est décrit dans les textes, ne correspond pas du tout au 2^e millénaire ; ces textes reflètent clairement les mœurs et la vie de l'époque où ils ont été rédigés, et il s'agit donc d'un millénaire plus tard. Il s'agit de la bible hébraïque, encore nommée Ancien Testament, dont on pense que les pages ont commencé à être rédigées au 8^e ou au 7^e siècle avant JC. Par ailleurs, aucun élément archéologique ou documentaire ne confirme l'existence d'Abraham. Les récits sur le patriarche Abraham seraient donc des légendes destinées à donner aux Israélites une origine commune et une identité commune.

C'est presque toute l'histoire religieuse juive qui est du même acabit. La fête dite de la Pâque juive (Pessah) est là pour commémorer la fuite des Juifs d'Egypte, sous la conduite de Moïse, où ils étaient gardés comme esclaves par le Pharaon. Les Juifs s'enfuient sans avoir le temps de lever le pain, d'où le rite du pain sans levain, célébré encore aujourd'hui. Mais sur le plan historique, absolument rien n'a permis de soutenir cette hypothèse d'une fuite massive d'esclaves sémitiques, aucune trace en Egypte ne l'évoque.

Il n'est pas impossible qu'un petit groupe ait quitté l'Egypte, comme cela pouvait se passer dans toutes les cités Etats, puis se soit joint à d'autres populations en Canaan. Et que ce souvenir se soit transformé en mythe fondateur.

Ce que disent les historiens qui distinguent histoire, religion et légende, c'est que dans le Proche-Orient du 2^e millénaire, la région est parcourue par des migrations de populations diverses venues de la steppe arabo-syrienne. Ces groupes sémitiques s'installent dans diverses cités-Etats de Mésopotamie et de Canaan.

Les fouilles dans les hautes terres de Canaan indiquent qu'à la fin du 13^e siècle avant notre ère, des villages, sans fortifications, composés de familles agricoles, se multiplient. Ils sont, probablement, les ancêtres des futurs Israélites. Ils ne sont donc pas provenus d'une invasion venue d'Egypte, mais d'une évolution interne, commune à l'époque, où une partie des populations se sédentarise, prenant chacune une identité un peu différente de ses voisins. Ce sont des populations qui vivent là sans Etat.

Il est probable qu'un groupe vivant en Canaan se nommait déjà Israël à ce moment, car on trouve ce terme sur une stèle du pharaon Mérenptah (-1207) : "*Israël est dévasté, sa semence n'existe plus*". Mais il est tout à fait improbable que cette population, qui vit alors sans Etat, ait une religion en quoi que ce soit monothéiste. N'empêche, selon la tradition, c'est Moïse qui a eu la révélation divine des Dix commandements, et de l'existence d'un Dieu unique. Les historiens, eux, n'ont aucune preuve directe de l'existence de Moïse.

Quoi qu'il en soit, en pays de Canaan, les tribus vénèrent des dieux qui correspondent à leur mode de vie. Elles vénèrent Baal, qui favorise les moissons. Et d'autres dieux, comme le font tous les peuples sans Etat. Si un Moïse a existé, il devait être bien seul à croire en un dieu unique. Même dans la Bible, de nombreux passages témoignent de ce que pendant longtemps les prétendus Juifs croyaient en de nombreux dieux : "*Les enfants d'Israël firent ce qui est mal aux yeux de l'Éternel et servirent les Baals et les Astartés.*" "*Le roi Achab et la reine Jézabel introduisent le culte de Baal en Israël, et le prophète Élie combat cette pratique.*" Tout ceci n'est pas très étonnant dans un monde où, partout, dirigeants comme populations, on est polythéiste.

Il est quasiment certain que la croyance en un seul dieu ne commencera à être une réalité dans la population que lorsqu'elle deviendra une obligation, avec la présence d'un Etat qui veille à cette prescription. Un tel Etat pour les Israélites ne commencera qu'avec David, vers 1000 avant notre ère, il y a donc 3000 ans. Cela n'empêche pas le calendrier hébraïque de dire que nous sommes aujourd'hui (août 2025) en l'année 5786. Cela nous amène à -3761 : pour les rabbins qui y croient, c'est l'année de la création du monde.

L'Etat sous le roi David est attesté par la présence d'une armée régulière, d'une administration de cour à Jérusalem, sa capitale. En -970, lui succède Salomon. C'est lui qui fait construire le Premier Temple, vers -960, lui aussi qui instaure impôt et corvées. Mais à la mort de Salomon, vers -930, le nord demande un allègement des taxes, ce qui est refusé. Le royaume se divise alors en deux royaumes indépendants. Au sud, le royaume de Juda, qui reprend Jérusalem pour capitale et regroupe deux tribus. Au nord le royaume d'Israël, qui regroupe 10 tribus et prend pour capitale Samarie (dans l'actuelle Cisjordanie).

Le premier est attesté par la découverte de la stèle de Tel-Dan, (datée entre -840 et -800) qui contient la mention "*Maison de David*", l'autre par la stèle de Mésha (datée vers -840), découverte dans la Jordanie actuelle ; c'est une preuve non biblique de l'existence du royaume d'Israël.

Le premier, le royaume de Juda sera conquis au bout de deux siècles par les Assyriens (-722) qui détruisent Samarie, et déportent une partie de la population en Mésopotamie. Les Assyriens implantent des colons sur les terres conquises. Les israélites, ou plutôt les Judéens

encore présents vont se métisser avec ces colons, donnant ce que l'on appellera les Samaritains.

Juda, au sud, reste seul héritier d'Israël. Pour résister face aux Assyriens, le roi Ezéchias (fin du 8^e siècle) fait creuser un tunnel (Siloé) dans la roche pour amener l'eau à Jérusalem. en cas de siège. C'est aussi à cette époque qu'aurait été écrit cette partie de la bible appelée le Deutéronome, qui fonde le monothéisme pour le dieu Yahvé. Mais l'archéologie montre que, dans la population, le culte de plusieurs divinités perdure encore.

Au bout de trois siècles et demi d'existence (-586), le royaume de Juda finira lui aussi par une conquête, menée celle-là par Babylone. Babylone rase la ville et le temple, et déporte l'élite juive.

Le cas des origines historiques d'Israël montre la complexité qu'il peut y avoir, malgré des moyens scientifiques et techniques les plus modernes, à démêler légende, religion, croyance et science. C'est que la question des origines est un enjeu. Toutes les nations se fabriquent un récit des origines, un mythe fondateur grandiose et porteur de valeurs, qui grapple certes certains éléments historiques, mais ne cherche en aucun cas la fidélité à l'histoire réelle.

D'une manière générale, Chauvade propose même trois axes sur lesquels se construit ce qu'il appelle le "roman national" : *" Nombreux sont les groupes ethniques à la recherche de leurs liens généalogiques, et qui cherchent à re-écrire leur "roman national". La recherche d'ancêtres obéit à trois objectifs principaux : la valorisation du groupe national ; la mise à distance de groupes voisins et la volonté de s'en différencier ; la légitimation de l'occupation du territoire."*

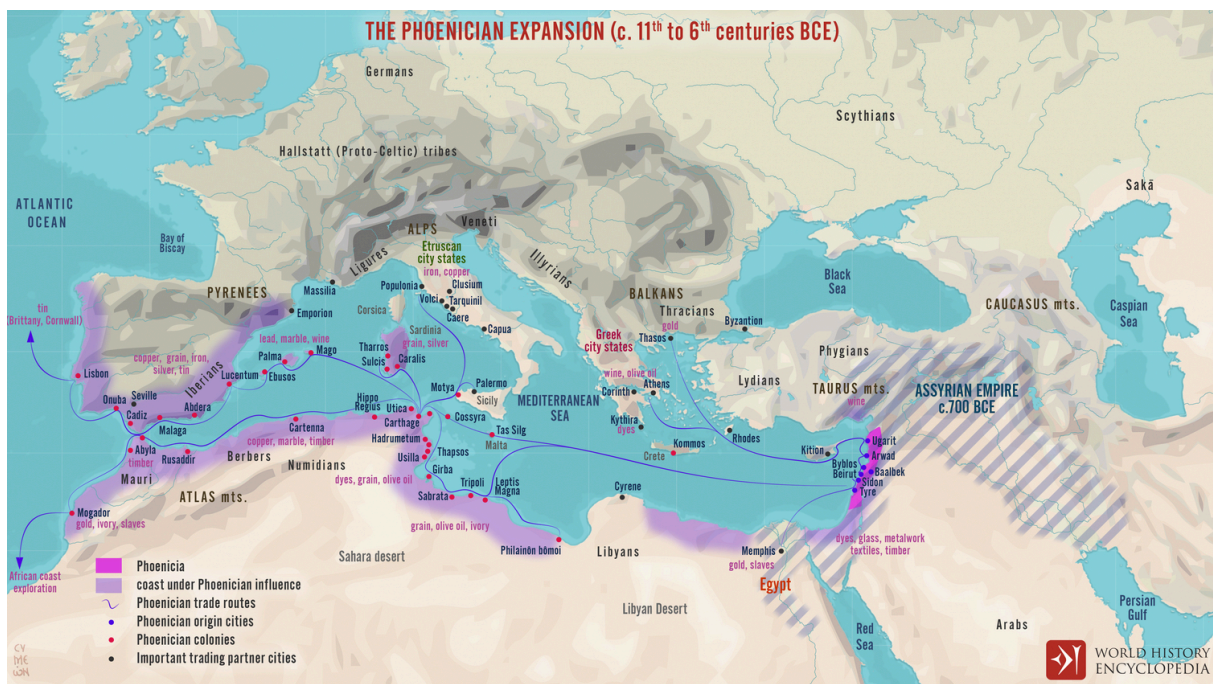
Et il cite, entre autres exemples : *" Pour remplacer le passé islamique prestigieux de l'Empire ottoman, le nationalisme turc d'Ataturk, laïc, eut recours à l'héritage des fameux Hittites de l'Antiquité. En Iran, le pouvoir moderniste et laïc des Pahlevis chercha à revenir plusieurs millénaires en arrière, à la période pré-chiite des Aryens. Lorsque les Ayatollah prirent le pouvoir, ils détruisirent les efforts d'aryanisation de l'histoire et du passé perses entrepris par la dynastie des Pahlevis, au profit de l'exaltation du chiisme iranien."*

En ce qui concerne la civilisation des Hébreux, elle aura apporté à l'humanité la notion et la pratique du monothéisme. Certains, voire la majorité parmi les autorités universitaires, considéreront que c'est un progrès majeur. Mais ce point de vue est discutable, dans la mesure où ce dieu devient, en même temps qu'il est unique, un dieu terrible, qui soumet les humains à sa seule autorité, et ne leur promet une liberté conditionnelle que dans l'au-delà. Enfin, son caractère d'unicité, mis entre des mains aux intérêts opposés, sera l'occasion de violences et de guerres terribles.

Le facteur maritime : les Phéniciens

Nous allons choisir de nous intéresser aux Phéniciens pour plusieurs raisons. Tout d'abord, pour tenter de travailler la géopolitique dans un passé assez ancien et y déceler des éléments qui durent jusqu'à aujourd'hui. Ensuite, parce que leur monde s'est développé, du moins dans un premier temps, dans une région que nous avons déjà analysée sous plusieurs angles géopolitiques différents : l'histoire, la géographie avec la montagne, la ou les religions. Enfin, parce que cette étude va être l'occasion d'examiner d'autres caractéristiques de la géopolitique, comme l'importance et le rôle de la mer, ou le développement et le maintien de la puissance.

Les Phéniciens sont au départ des héritiers des populations, appelées cananéennes, déjà présentes depuis longtemps. Leur territoire englobe le Liban actuel, en l'étendant au nord de la Jordanie et à Israël, à l'ouest de la Syrie, surtout sa bande côtière. Nous sommes donc en terrain connu. A partir du 11^e siècle avant notre ère, cette population s'organise en cités-Etats indépendantes, avec des villes tels Tyr, Sidon, Byblos, Arwad (carte 30). Les trois premières se situent sur la côte méditerranéenne, Arwad se trouve sur une petite île, face à Tartous (Syrie actuelle).



carte 30 Les Phéniciens

Ce qui unit ces villes, c'est leur culture : une langue sémitique, une religion polythéiste, avec des dieux comme Baal, Astarté, Melqart (fécondité, mer, royauté) et leurs pratiques commerciales. Surtout, dès le 11^e siècle avant notre ère, ils ont mis au point un alphabet d'une espèce totalement nouvelle. Abandonnant le système cunéiforme ou les hiéroglyphes, ils inventent un alphabet simplifié de 22 signes correspondant aux consonnes. L'alphabet phénicien, dont le nôtre est dérivé, n'indique que les sons, alors que les précédents mélangeaient sons, idées et signifiants précisant le sens des mots ; ils avaient donc un nombre considérable de signes.

Ce qui fait la richesse de ces cités-Etats, c'est en tout premier lieu leur arrière-pays, des montagnes couvertes de forêts de cèdres, les fameux cèdres du Liban. Ce bois résiste très bien aux insectes, à la pourriture. Il est très bien adapté comme matériau pour la construction des navires. Très robuste, il est plus léger que d'autres bois durs. Il flotte donc mieux. Les troncs mesurent 30 à 40 mètres, ce qui permet de fabriquer des poutres d'un seul tenant, très recherchées pour construire des temples, des palais, des charpentes. Le temple de Salomon à Jérusalem, par exemple, fut en grande partie édifié en bois de cèdre fourni par Hiram, roi de Tyr, vers 960 avant notre ère.

Outre donc le bois de cèdre, les Phéniciens vont inventer et développer une autre industrie dont ils auront longtemps le monopole : la fabrication de la teinture pourpre, symbole de richesse et de pouvoir. Il fallait des milliers de coquillages du genre Murex pour obtenir quelques grammes de teinture. Les Phéniciens se font à la fois bons commerçants et excellents navigateurs. Jusqu'à la fin du 2^e millénaire avant notre ère, le commerce du bois va faire la fortune des cités phéniciennes. Il est exporté vers les grands centres des civilisations antiques, la Mésopotamie, l'Egypte.

C'est seulement 18 siècles plus tard, au 8^e siècle de notre ère actuelle, au lendemain de l'arrivée de l'Islam, et lorsque notamment les maronites vont se réfugier et s'implanter sur les versants de la montagne libanaise, que celle-ci va connaître la déforestation. Lorsque l'Islam devient dominant, c'en sera fini de l'exportation du bois de marine du Liban.

Mais revenons à nos Phéniciens. La ville de Tyr prend progressivement le dessus sur les autres, pendant que les marins-commerçants font des transactions profitables sur les côtes de la Méditerranée. Ils le font encore sans argent, la monnaie n'apparaîtra qu'au 7^e siècle avant notre ère.

A partir du 9^e siècle avant notre ère, les Phéniciens vont commencer à créer, d'une manière entièrement pacifique, des comptoirs qui s'étendent progressivement dans la Méditerranée, de Chypre à la Sicile, de la Sardaigne à l'Andalousie et en Afrique du Nord. La mer se révèle ainsi, d'un point de vue géopolitique, un élément essentiel d'expansion et de puissance, sans même, du moins dans ce premier temps, la présence d'une flotte militaire. *"La mer est en effet la voie royale de l'échange"* souligne Chauprade, qui ajoute *"et l'invention de l'avion ne l'a guère marginalisée"*.

On peut effectivement penser à notre époque actuelle où les transports maritimes de marchandises par containers ont pris une dimension phénoménale, permettant une accélération de la mondialisation. Dominer ces échanges maritimes est toujours l'un des enjeux essentiels dans la concurrence des grandes puissances du monde.

Sauf que cette richesse apportée par les échanges maritimes d'assez longue distance attise aussi les convoitises. Les Phéniciens sont, selon les moments, inquiétés par l'Egypte, ou par les Assyriens, qui les menacent. Il faut souligner qu'ils ne changent pas pour autant leur mode de vie et se refusent à constituer une armée comme le font les Assyriens par exemple. En 841 avant notre ère, ils acceptent de se soumettre aux Assyriens sans combat.

Le roi assyrien Salmanasar 3 veut à la fois accéder à la Méditerranée, et au passage exiger des tributs des rois d'Israël et des cités-Etats comme Tyr, Sidon ou Arwad. Les Phéniciens s'exécutent, payent ces tributs, et doivent maintenant supporter la domination politique assyrienne. Mais ils n'en continuent pas moins leurs activités commerciales, et continuent de prospérer.

Cependant une partie de la population de la cité de Tyr, guidée par la princesse Didon, fait le choix de fuir. Elle part rejoindre l'une des colonies fondées dans la Tunisie actuelle, Utique (près de l'actuelle Bizerte), et ils fondent une cité nouvelle qu'ils nomment Qart Hadasht, Carthage, ce qui veut dire Nouvelle cité (-814). Cette nouvelle cité va si bien se développer qu'elle va ouvrir une seconde phase d'expansion aux Phéniciens en Méditerranée, et faire passer au second plan la ville historique de Tyr. Dans le même temps, la partie occidentale du monde phénicien va devenir le centre de gravité de la Méditerranée, alors qu'il se situait jusque-là en Orient.

A partir de cette période, les historiens occidentaux vont donner un nouveau nom aux Phéniciens, en parlant de civilisation "punique". Mais en réalité, les Phéniciens vont conserver toute leur culture sans la modifier. Le mot de Punique vient en fait de ceux qui voient dans les Phéniciens une puissance qui les empêche d'étendre leur empire, les Romains.

Face à la menace de Rome, et pour sécuriser ses routes commerciales vers l'Espagne, la Sicile et l'Afrique du Nord, Carthage va cette fois développer une armée et, en particulier, une flotte de guerre. Les navires sont longs, solides, armés d'éperons en métal pour couler l'ennemi, et comportent cinq rameurs par rame, plus des fantassins. Carthage va atteindre la capacité de mettre en mer plusieurs centaines de navires, devenant la plus grande puissance navale de Méditerranée occidentale, supérieure à Rome. Entre le 5^e et le 3^e siècle avant notre ère, Carthage domine les mers.

Entre le 4^e et le 3^e siècle, Carthage va décider la construction d'un complexe militaire unique au monde pour cette époque : un double port. Le premier, civil, d'une forme rectangulaire, camoufle un second port, militaire, de forme circulaire, d'un diamètre de 325 mètres. Un îlot central y servait sans doute d'arsenal et de commandement. Il permettait de tirer les navires au sec, pour les protéger et les réparer très rapidement, ce qui était essentiel. Au total, ce port pouvait abriter 220 navires de guerre.

En Orient, les Phéniciens perdent progressivement leurs villes, sous les assauts, après les Assyriens que nous avons déjà vu (7^e siècle avant notre ère), des Babyloniens (6^e siècle avant notre ère), des Perses Achéménides (6^e au 4^e siècles), enfin des Macédoniens (Alexandre le Grand) qui prennent Tyr en 332 avant notre ère.

En Occident, avant l'an 300, Rome, puissance terrestre qui monte, mais encore centrée sur l'Italie, se contente pour le moment de signer des traités avec Carthage, de manière à fixer les zones d'influence et à éviter les conflits. Mais à partir de 275 avant notre ère, Rome commence à se poser la question du contrôle de la Sicile, île stratégique au centre de la Méditerranée, qui la coupe littéralement en deux, Orient et Occident.

La stratégie de Rome va consister à copier ce qu'a réalisé Carthage, en matière navale, puis à la vaincre, enfin à la détruire entièrement. Caton (-234 à -149) finissait tous ses discours en répétant "*au reste, je pense que Carthage doit être détruite, Carthago delenda est*". Pour en finir avec la flotte carthaginoise, Rome va inventer la passerelle d'abordage, un moyen par lequel le combat en mer va beaucoup plus se rapprocher du combat terrestre, dans lequel Rome est supérieur. Carthage va devoir céder la Sicile, à l'issue d'une première guerre.

Rome va persévérer et mènera au total trois guerres (264 à 146 avant notre ère), jusqu'à la destruction complète de Carthage en 146 avant notre ère.

Pour conclure, on peut dire que la Méditerranée phénicienne, essentiellement fondée sur un commerce pacifique, aura tout de même prospéré durant quelques 8 siècles, bien plus longtemps que nombre d'empires militarisés qu'on nous présente comme admirables.

Les Phéniciens n'ont pas construit à proprement parler un empire, et encore moins un empire terrestre. Mais leur présence sur le très long terme a durablement marqué toute une région du monde. Grâce à leur maîtrise de la mer, à leurs réseaux, à leur pratique pacifique du commerce, ils ont apporté leur langue pendant toute une période, et plus durablement encore, on l'a vu, leur écriture. Ils ont démontré aux peuples environnants où les dirigeants aspiraient à des rapports de force militaire, une autre forme d'efficacité, celle du commerce et des échanges.

Par envie et désir de compétition, les Grecs et plus tard les Romains vont dissimuler régulièrement ces exploits, et dévaloriser la culture phénicienne. Pourtant les Grecs de l'Attique et d'Eubée vont tout copier des Phéniciens : ils vont apprendre d'eux comment disposer des ports, construire des navires marchands de mer (avec des quilles, la grande invention phénicienne), comment les charger et les décharger avec efficacité, et même comment construire des navires de guerre pour se protéger des pirates.

Les Grecs vont aussi copier des Phéniciens l'organisation d'ateliers pour produire les biens à l'usage du commerce maritime. Ils vont adopter le système phénicien de poids et mesures, comme leur alphabet phonétique. Ils vont suivre les Phéniciens sur leurs routes dans la Méditerranée orientale et vers les cités côtières du Levant, où ils établiront des bases commerciales comme celles des Phéniciens.

Plus tard, après les Romains, ce sont les Vénitiens, les Arabes, qui vont reprendre les pratiques des premiers Phéniciens et développer une présence en Méditerranée. Les Français, les Espagnols pourront en contrôler une partie. Avant qu'au 19^e siècle, les Anglais, avant les Américains, visent le contrôle des mers, cette fois à l'échelle planétaire.

Le facteur maritime : Ukraine, la guerre de la mer Noire

Depuis que la Russie a commencé à envahir l'Ukraine au début de l'année 2022, on n'a eu de cesse de nous informer sur les diverses opérations, en nous présentant à peu près systématiquement les intentions russes comme une volonté d'occuper le territoire, les terres de l'Ukraine. Volontairement ou involontairement, cette présentation a occulté un objectif absolument essentiel pour la Russie : sa recherche du contrôle de la mer Noire.

Nous avons déjà dit ce besoin de la Russie, gigantesque pays, mais enclavé du point de vue d'un accès à des mers dites chaudes, c'est-à-dire navigables toute l'année. Du temps de l'Empire ottoman, la Russie a mené de longues guerres contre lui, pour accéder à la mer Noire, seul accès ensuite à la Méditerranée, puis à l'Atlantique. Des guerres russo-turques ont eu lieu au 17^e siècle, puis à nouveau au 18^e siècle. La Russie est parvenue à prendre le contrôle de la mer Noire, et en particulier de la Crimée, en 1783. C'est là, dans cette presqu'île implantée dans la mer Noire, qu'elle met en place une base navale à Sébastopol.

Mais il reste à accéder à la Méditerranée. En 1853, la Russie tente de prendre aux Ottomans les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Malgré trois ans de guerre, ce sera un échec pour la Russie. Nouvelle tentative, et nouvelle guerre, 20 ans plus tard, en 1877. Cette fois, la Russie gagne le contrôle sur l'ensemble de la mer Noire, jusqu'aux Balkans.

Pour cette période qui précède la Révolution russe et l'URSS, il nous faut ajouter une guerre qui oppose la Russie au Japon, en 1904 : c'est une défaite pour la Russie. Et elle lui rend d'autant plus essentielle la sauvegarde de sa situation en mer Noire.



carte N1- Mer Noire, les pays riverains

Nous avons déjà évoqué les deux guerres mondiales (page 10), quand les Franco-Anglais échouent aux Dardanelles, puis les Allemands à Sébastopol. Quand l'URSS s'effondre, l'Ukraine s'en sépare en 1991, et la Crimée avec la base de Sébastopol se retrouve hors de la nouvelle Russie. Un accord est trouvé pour le maintien de la flotte russe à Sébastopol, en Crimée alors ukrainienne.

Pour la Russie, Sébastopol, ne suffit pas. Du temps de l'URSS, celle-ci contrôlait la grande majorité des côtes de la mer Noire (carte N1), puisque sur les 7 pays aujourd'hui riverains de la mer Noire, 6 étaient dans le camp soviétique : Russie et Ukraine donc, mais également Géorgie à l'est de la mer Noire, Roumanie et Bulgarie à l'ouest. Il n'y a que la Turquie, au sud, qui elle, est membre de l'Otan.

Contrôler la mer Noire, c'est contrôler le maximum de ses côtes. De ce point de vue, la Crimée est importante, certes, mais limitée quand même. Aussi, lorsqu'en 1991, au lendemain de l'éclatement de l'URSS, la Géorgie, pays riverain de la mer Noire, se sépare, Moscou s'intéresse aux régions, au sein de la Géorgie, qu'elle pourrait espérer regagner, du fait d'un passé où de riches Russes étaient particulièrement présents (carte N2). Et de fait, deux régions différentes de la Géorgie, l'Abkhazie au nord, l'Ossétie du Sud, déclarent de fait leur indépendance, en clair, leur ralliement à la Russie.



carte N2- Abkhazie

Moscou va être patient et n'interviendra qu'en 2008, profitant de ce que le gouvernement géorgien commence à intervenir militairement, pour envoyer ses troupes, et

occuper les deux zones disputées. Et les chars russes menacent la capitale Tbilissi qu'ils encerclent. C'est le président français Sarkozy, alors président de l'Union européenne, qui joue les médiateurs et obtient un cessez-le feu et une indépendance des deux régions, mais qui n'est guère reconnue si ce n'est pas la Russie. Ce que Sarkozy et l'Europe ne voient pas, c'est que cette victoire de fait pour la Russie va plutôt l'encourager à consolider sa main mise sur la mer Noire. En attendant, du fait de la séparation de l'Abkhazie, la moitié des côtes de la Géorgie reviennent aux Russes.

En 2014, le pouvoir en Ukraine échappe des mains d'une direction pro-russe. En quelques jours, Moscou envoie ses troupes occuper la presqu'île de Crimée. Il n'est pas question de laisser sa base et sa flotte se retrouver dans le camp occidental, qui lui paraît d'autant plus menaçant que la plupart des pays européens, dont les riverains de la mer Noire, ont progressivement adhéré à l'Otan.

A la suite de cette prise, Moscou va construire un pont de 18 km, le plus long pont en Europe, le pont de Kertch (carte N3) pour relier directement la Crimée à son sol, et pouvoir ainsi l'approvisionner en carburant, armes, etc...

Lorsque l'attaque russe du 24 février 2022 s'en prend à l'Ukraine, ce ne sont pas seulement les chars russes qui déboulent sur terre. L'opération comprend une forte composante navale, en mer Noire. Quelques jours plus tôt, un exercice militaire a été l'occasion pour les Russes de renforcer leur présence en mer Noire. Et pendant que les chars russes passent la frontière, c'est une trentaine de navires de guerre qui prennent position face aux côtes de l'Ukraine. Leur objectif est de conquérir tout le nord de la mer Noire.



carte N3 - Le nord de la mer Noire

Devant Odessa, port stratégique qui assure l'exportation des minerais et du blé de l'Ukraine, 11 navires font face. Contrôler Odessa, c'est contrôler tout le nord de la mer Noire, et c'est priver l'Ukraine d'un accès essentiel à la mer. Mais la population d'Odessa résiste et érige des obstacles de toutes sortes contre un débarquement.

Contrairement aux plans de l'armée russe, rien ne se passe comme prévu, ni sur terre, et pas non plus sur mer. L'armée de terre de l'Ukraine commence par détruire un navire de débarquement, le Saratov, dans le port de Berdiansk, sur la mer d'Azov. Puis c'est le navire amiral Moskva, qui commande la flotte russe de la mer Noire, qui est touché ; il s'agit d'un croiseur lance-missiles, il est frappé par des missiles Neptune ukrainiens, le 14 avril 2022.

A l'été 2022, les Ukrainiens réussissent à reprendre l'île des Serpents, au nord-ouest de la mer Noire, que les Russes occupaient. L'on aurait vite fait de penser qu'une petite île de cette sorte n'a guère d'importance, sauf que la géopolitique nous a appris à nous méfier des îles. Et de fait, l'île des Serpents est un verrou qui contrôle cette partie nord de la mer Noire.

Autre succès en mer Noire pour l'armée ukrainienne, lorsqu'elle parvient à détruire le Quartier général de la flotte russe en mer Noire, en septembre 2023, à Sébastopol. L'Ukraine utilise une combinaison de missiles de croisière et des drones. La Russie ne dispose plus de moyens de communiquer pour sa flotte. A partir de ce moment, la Russie va abandonner son plan d'attaque par la mer Noire. Et elle mettra une partie de ce qui reste de sa flotte en sécurité : où cela ? Dans un port situé en Abkhazie, Otchamtchiré. (carte N2)



carte N4 - Les territoires occupés

La Russie regroupe donc des forces sur les régions ukrainiennes où elle a déjà des points d'avance, Louhansk et Donetsk (Donbass) ; l'objectif est de partir de là, pour lancer une attaque terrestre en direction du sud-ouest, le long des côtes de la mer d'Azov et de la mer Noire, pour, enfin, arriver sur Odessa. En attendant, Odessa commence à être systématiquement bombardée. Mais là encore, la machine de guerre russe a des ratés. Elle est à nouveau bloquée, à Kherson.

Les bombes et les missiles ne suffisent pas ? Poutine va viser l'économie. Il s'agit d'empêcher toute exportation depuis Odessa, d'étouffer l'Ukraine par un blocus maritime. Et même de dérégler l'alimentation de nombreux pays, dans la mesure où l'Ukraine est encore aussi un grenier à blé à l'échelle du monde. L'Ukraine répond au blocus par le détournement de ses marchandises, en partie vers les petits ports sur le Danube, le reste en direction des pays voisins riverains de la mer Noire : Bulgarie et Roumanie. Ainsi, les matières premières ukrainiennes pourront accéder à des ports sur la mer Noire d'ampleur internationale, et les navires seront protégés du fait que chaque pays dispose de sa "zone économique exclusive", où l'armée russe ne peut pas intervenir.

Cette opération de transfert nécessite de monter des infrastructures nouvelles à toute vitesse. Mais elle réussit, au point que les Russes vont finalement lever le blocus en juillet 2022. Blé, maïs, huile de tournesol peuvent à nouveau être exportés depuis l'Ukraine. Odessa reste donc ukrainienne à ce jour. Mais nul doute que ce port ne sera pas oublié de sitôt, dans les têtes des amiraux russes.

Le facteur maritime : la ZEE française

On le sait bien mal en France, mais ce pays a des droits sur une surface du globe vingt fois plus grande que la France métropolitaine : c'est la ZEE, la zone économique exclusive. Une ZEE, c'est une zone maritime qui s'étend depuis les côtes d'un pays (comptées à marée basse) jusqu'à 200 milles nautiques, soit environ 370 km. Si deux pays sont trop rapprochés l'un de l'autre, avec moins de 400 milles de distance, une délimitation équitable est négociée.

Un Etat n'est pas vraiment souverain dans sa ZEE, il ne l'est que sur ses eaux territoriales, qui, elles, vont jusqu'à 12 milles marins, soit environ 22 km. Là, l'Etat est chez lui, il dispose de toutes les ressources, pour la pêche, ou l'extraction du pétrole. Des navires, même militaires peuvent y passer, à condition que cela soit bref et sans menace. Le pays peut cependant l'interdire.

Dans la ZEE, bien plus vaste, l'Etat n'est pas souverain, mais il a des "droits souverains". Il peut exploiter les ressources. Souvent anciennes ou restes d'anciennes colonies, la France dispose de départements et régions d'outremer DOM et ROM (Guadeloupe, Martinique, Guyane, la Réunion et Mayotte), de collectivités d'outremer COM (St Pierre et Miquelon, St Barthélémy, St Martin, Wallis et Futuna, Polynésie française), une collectivité sui generis (la Nouvelle-Calédonie), des terres australes et antarctiques françaises TAAF (îles Kerguelen, île Crozet, îles St Paul et Amsterdam, Terre Adélie, îles Eparses), et enfin des clippers de souveraineté (île Clipperton).

Grâce à quoi, la France dispose en tant que ZEE de 10% de la surface mondiale des océans. Au total, c'est la deuxième ZEE au monde, derrière les Etats-Unis. Cela semble donner d'assez importantes possibilités. Mais toutes les sources soulignent que la France utilise, finalement, peu ou très peu, ce potentiel.

La France n'est qu'en 15^e place au rang mondial en ce qui concerne les activités de pêche, loin derrière la Chine (numéro un mondial), l'Indonésie, l'Inde, le Vietnam, les Etats-Unis ou la Russie. Mais la pêche française s'est concentrée sur le haut-de-gamme : coquillages, poissons nobles, thon, crevettes. Là où les grandes puissances halieutiques pêchent des produits à bas prix mais dans des volumes énormes.

L'autre ressource possible de la mer, ce sont les minerais de haut fond. En 2010, la France a lancé des explorations dans les eaux de Polynésie française, pour évaluer le potentiel en nodules polymétalliques, riches en métaux rares comme le cobalt et le nickel, des métaux cruciaux dans les industries high-tech. En 2021, la France a même lancé un projet "Exploration des Grands Fonds", en vue de cartographier puis exploiter ces ressources. Mais finalement, la France a utilisé sa puissance dans la question des ZEE pour soutenir une interdiction de les exploiter, ce qui a été salué par les écologistes. Mais l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) n'a pas encore adopté ce code minier. De son côté, les Etats-Unis poussent à faire accepter l'exploitation des fonds dans les eaux territoriales, pour contourner l'AIFM.

En ce qui concerne le pétrole en mer, le pétrole offshore, du pétrole a été découvert au large de la Guyane, dans la ZEE. Mais la question est encore en débat, et l'exploitation ne semble pas pour demain

Autre utilisation de la mer : comme source d'énergie. A la Réunion, on pompe de l'eau de mer en profondeur, très froide donc, pour alimenter des climatiseurs et rafraîchir des bâtiments. Une étude serait en cours pour apprendre à utiliser la différence de température entre les eaux de surface et les eaux profondes. Par ailleurs, les eaux territoriales étant très profondes, on a installé des éoliennes flottantes. Mais globalement, cette possibilité n'est pratiquement pas explorée ou utilisée.

Reste ce qui semble, pour l'Etat français, l'essentiel : l'armée. Là, on a effectivement du concret. Hors métropole, la France dispose de deux bases aériennes qui couvrent, l'une le Pacifique Sud, avec la base 186 en NouvelleCalédonie (à l'est de l'Australie), et la base 367 en Guyane française, qui a en charge l'Atlantique.

Une autre base aérienne, la base 181 à La Réunion, constitue une partie de la composante des forces dans la zone sud de l'océan Indien. Cette région Indopacifique est également couverte par deux bases navales. Celle de Djibouti, que nous avons déjà rencontré, comporte un port militaire. Une autre se situe aux Emirats arabes unis, en dehors donc de la ZEE française.

Prenons ce dernier exemple pour en voir la composition plus dans le détail. Ce dispositif comprend près de 700 militaires français. Il est formé d'une base navale à Abou Dhabi, qui accueille un état-major interarmées, qui sert de soutien logistique maritime. S'y trouve également une base aérienne (BA 104), implantée dans la base aérienne du pays, qui accueille un escadron de Rafale et d'autres avions. Enfin, une composante terrestre, avec le 5^e régiment de cuirassiers qui comprend cavalerie blindée, infanterie et artillerie.

Sur le plan géopolitique, on notera que les bases dont nous venons de parler, ont, d'une manière logique, pris une importance accrue depuis ces toutes dernières années, où l'on a vu la France devoir abandonner la quasi-totalité de ses bases terrestres ou aériennes en Afrique : Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, Sénégal, Côte d'Ivoire et Gabon.

Cela n'empêche pas la France d'être actuellement engagée sur plusieurs terrains à la fois. On peut noter, en octobre 2025, l'opération Chammal en Irak/Syrie, contre l'Etat islamique, l'opération Atalante dans le golfe d'Aden - océan Indien contre la piraterie maritime, l'opération Aigle, en Roumanie et dans le cadre de l'Otan, face à la Russie. Enfin, une opération reste mystérieuse, c'est l'opération Thazard : décidée en novembre 2024 et jusqu'en décembre 2026, elle doit remplacer d'autres opérations (Atalante qui était en Somalie, Héraclès mer qui visait le terrorisme dans l'Indo-Pacifique, et Agenor (qui concernait le détroit d'Ormuz), sans plus de précision. Au total, l'ensemble de toutes les forces militaires françaises déployées hors métropole, et opérations en cours, est actuellement d'environ 14 000 effectifs.

On a donc un dispositif militaire réparti dans le monde. Il est d'une force bien inférieure à celle de l'impérialisme américain. Mais il permet à l'impérialisme français, certes

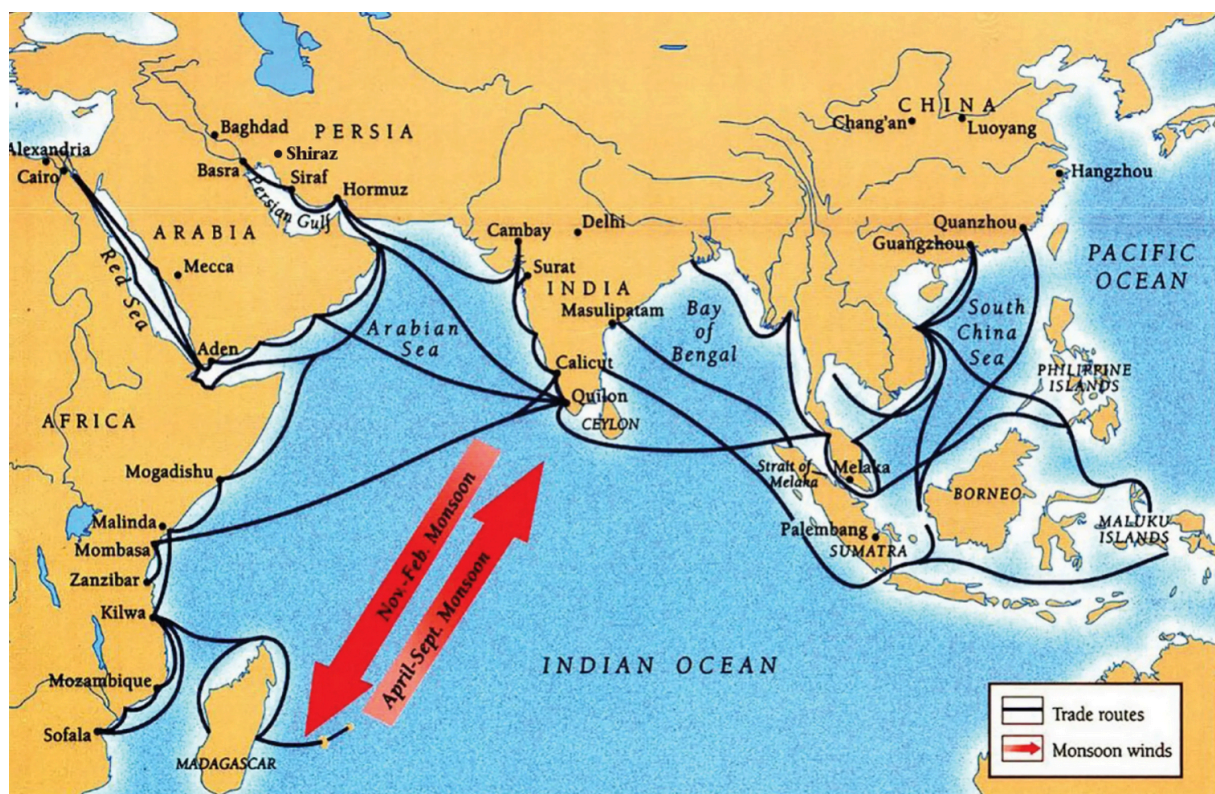
de seconde zone, de pouvoir être présent et éventuellement peser, voire intervenir, dans de nombreuses régions du monde. D'un point de vue géopolitique, la ZEE permet à la France de peser ici ou là sur des choix, des décisions, des politiques, dans le sens des intérêts de cet impérialisme.

Le facteur maritime : une histoire de puissance mondiale

Nous avons jusqu'ici beaucoup parlé de la mer Méditerranée. Mais si on ne veut pas rester dans une vision du monde trop eurocentrée, il nous faut en sortir un peu et nous poser la question de savoir comment l'ensemble de la planète Terre a été reconnu, relié. Car sa surface est faite de mers à 71%. On devrait l'appeler la planète Océan ! Et en sortant de la Méditerranée, nous allons avoir des surprises.

Dans leur Géopolitique des empires, Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau écrivent : *"La grandeur de l'Europe est due, sur le plan territorial, militaire et économique, à sa dimension maritime. Pour les échanges comme sur le plan militaire, l'importance géopolitique de la mer est capitale"*. Mais les mêmes auteurs soulignent que, depuis le 8^e siècle jusqu'au 15^e siècle, l'océan majeur dans le monde, c'est l'océan Indien. C'est là où l'on peut parler d'une première mondialisation.

Des navires construits au sud de la péninsule arabique, les boutres, relient aussi bien Ormuz et Malacca, des détroits que nous avons étudiés plus haut, ou des ports d'Afrique orientale jusqu'à Java et la Chine. La carte 31, ou mieux encore, un globe, montre l'immensité de cet espace, notamment lorsqu'on le compare à la seule Méditerranée des Phéniciens ou des Romains.



carte 31 Océan Indien

Ce sont les musulmans qui sont les acteurs de cette mondialisation. Et elle procède à la manière que nous avons observée chez les Phéniciens. Des comptoirs se multiplient le long des côtes, et permettent la multiplication des échanges. Mascate, Bassora, Aden, Zanzibar, Calicut, etc., sont des ports musulmans. La langue arabe les relie et y bâtit une culture

commune, sur des mondes à la fois africain, indien et asiatique. Le trajet Java Ormuz prend près de cinq mois. On part à la bonne saison, pour profiter des vents favorables de juillet, et on arrive vers décembre.

Ce n'est qu'au 15^e siècle que les Européens font des avancées maritimes importantes. C'est peut-être la raison pour laquelle cette mondialisation arabo-musulmane médiévale est méconnue en France, où l'on insiste uniquement sur les conquêtes de territoires de l'Islam, à partir de la mort du prophète (632 de notre ère). Cette présence maritime de l'Islam va donc durer près de 8 siècles. Huit siècles donc pendant lesquels le monde arabe aura dominé à la fois la Méditerranée et l'Océan Indien.

Nous avons vu que la bataille de Lépante, en 1571, avait donné un coup d'arrêt à la domination arabe en Méditerranée. Elle avait opposé les flottes de guerre du monde chrétien et du monde musulman, au large des côtes de la Grèce actuelle. C'est la première défaite importante pour le monde musulman dans la Méditerranée orientale. Pour le monde chrétien, c'est une sorte de divine surprise, après une très longue période où les Arabes leur avaient semblé impossibles à vaincre.

Si elle est d'une ampleur impressionnante, sur le plan géopolitique, la bataille de Lépante ne joue pas un grand rôle finalement. Côté musulman, la flotte de guerre est rapidement reconstruite. Côté chrétien, cela fait déjà plus un demi-siècle que l'on s'est lancé dans une volonté de contournement du barrage musulman.

En 1488, on l'a vu, les Portugais ont passé le Cap de Bonne Espérance, à l'extrémité sud de l'Afrique, ce qui leur ouvre une nouvelle route vers l'Asie. Après quoi, assez rapidement, les Portugais vont prendre la place des musulmans dans le contrôle de l'océan Indien. C'est le début de la présence européenne dans la mondialisation.

Trois ans après les Portugais, en 1492, c'est au service des rois d'Espagne que le Génois (italien) Christophe Colomb est parti pour rejoindre l'Inde en traversant l'océan Atlantique, et a rencontré l'Amérique. Après quoi les Espagnols s'emparent du Mexique en 1521, puis du Pérou, à partir de 1532.

Dans l'océan Indien, berceau de la mondialisation marchande, et lieu de toutes les concurrences sur ces marchés, les Hollandais vont bientôt supplanter les Portugais, qui avaient donc évincé les Arabes, présents de longue date. Les Hollandais arrivent avec une nouvelle arme, qui comptera dans l'histoire du capitalisme : la Compagnie des Indes néerlandaises, la *Vereenigde Oostindische Compagnie*, en abrégé VOC, qui date de 1602. C'est la première grande compagnie de commerce colonial de ce type.

On peut dire que c'est le début du capitalisme moderne. La VOC est une société qui émet des bouts de papier, des actions. Les achète qui croit en son succès futur. En échange de quoi l'acheteur des actions recevra une part des bénéfices, appelée de nos jours dividende. La VOC va contrôler le commerce des épices (clou de girofle, muscade, poivre), mais aussi du thé, de la soie, du café. Elle établit son siège à Batavia, l'actuelle Djakarta, en Indonésie. Elle devient au 17^e siècle l'une des sociétés les plus riches et les plus puissantes du monde.

La VOC et les Pays-Bas vont refluer, sous les coups de la concurrence française et anglaise, à partir du 18^e siècle.

Toujours sur le principe inauguré par les Phéniciens avec la constitution d'un vaste réseau de bases côtières, l'Angleterre se lancera à son tour au début de 19^e siècle. Mais cette fois, ce qui est visé va vite devenir le contrôle de l'ensemble des mers du monde. En 1805, l'Angleterre a obtenu une victoire maritime éclatante : Trafalgar. A elle seule, la flotte britannique commandée par l'amiral Nelson va affronter les deux flottes française et espagnole, alliées.

Nous sommes alors en France sous la poigne de Napoléon, et il a pour projet d'envahir l'Angleterre. C'est que depuis la Révolution, l'Angleterre n'a pas arrêté de financer des coalitions contre la France ; elle utilise sa puissance économique pour payer les armées du continent, Autriche, Russie, Prusse. Pour Napoléon, couper les finances anglaises, c'est priver les ennemis de la France de moyens financiers. Et c'est en finir avec la seule puissance qui lui résiste en Europe.

A partir de 1803, Napoléon installe à Boulogne une immense "Armée d'Angleterre", en vue de traverser la Manche, prendre Londres et forcer le Royaume-Uni à signer la paix. Mais le problème pour Napoléon est de réussir à traverser la Manche, alors que sa flotte est plus faible que celle des Anglais. Son plan semble astucieux : il voudrait attirer la flotte anglaise loin de la Manche, en utilisant la flotte française de Toulon, la faire passer Gibraltar (que les Anglais contrôlent depuis 1704), rejoindre les Espagnols, et attirer ensemble les Anglais vers les Antilles. Ensuite, cette double flotte reviendrait en Europe, et protégerait le passage de l'armée qui attend à Boulogne.

Normalement, on en a déjà parlé, l'Espagne est une vieille rivale de la France. Mais un traité d'alliance a été signé en 1804. C'est que l'Espagne craint la montée en puissance anglaise, qui menace ses colonies aux Amériques. La flotte franco-espagnole repart donc de Cadix, qui se trouve sur la côte atlantique de l'Espagne, peu après Gibraltar. Et là, l'anglais Nelson choisit une tactique audacieuse : attaquer en deux colonnes qui vont couper perpendiculairement les lignes ennemies, pour briser leur formation, alors que la tradition de la guerre consistait à affronter les lignes en face à face.

Nelson lui-même est mortellement blessé mais sa victoire est complète : 20 navires ennemis détruits, aucune perte anglaise. Côté français, le projet d'invasion de l'Angleterre par Napoléon est mort. Côté britannique, cette date inaugure la suprématie désormais mondiale de la Royal Navy, suprématie qui durera sur tout le 19^e siècle. Cette première place britannique sur les mers du monde va durer jusqu'aux lendemains de la Première Guerre mondiale, avec cette fois la montée en puissance des Etats-Unis, qui vont prendre progressivement la première place, puis domineront le monde sur tous les plans après la Seconde Guerre mondiale.

De nos jours, les Etats-Unis sont toujours la première puissance navale sur le plan militaire, mais ce n'est plus vrai sur le plan des flottes de commerce. Sur le plan militaire, une partie de leurs 750 bases réparties dans plus de 80 pays, sont des bases navales. Nous en

avons déjà croisé quelques-unes à San Diego, à Djibouti, à Ormuz. On peut ajouter à cette liste Guam (Pacifique), Bahrein (où siège la 5^e flotte), Yokosuka (Japon, Rota (Espagne), Guantanamo (Cuba), Subic Bay (Philippines), Hawaï (Etats-Unis).

Les Etats-Unis disposent de 11 porte-avions, 14 sous-marins nucléaires lanceurs d'engin, 53 sous-marins nucléaires d'attaque. Au total, leur force dite de combat est de 295 navires. Mais seule une centaine peut être déployée simultanément à un moment donné. Quoi qu'il en soit, la mer reste, plus que la terre ou les airs, le milieu décisif pour utiliser des forces de projection d'une puissance.

Sur le plan civil, par contre, les Etats-Unis sont désormais presque absents ! La puissance navale civile est très largement concentrée en Asie, essentiellement en Chine et en Asie de l'Est. Les ports asiatiques traitent plus de 60% du trafic mondial des containers. Sur les dix premiers ports mondiaux, 7 sont chinois, avec comme numéro un Shangaï (47 millions de conteneurs en 2023). Le deuxième dans le classement mondial n'est pas chinois, c'est Singapour. Les autres ports d'importance sont en Corée du Sud, en Malaisie. Les ports occidentaux sont d'un ordre secondaire : Rotterdam aux Pays-Bas, Hambourg en Allemagne, Anvers en Belgique, Los Angeles aux Etats-Unis, Santos au Brésil.

90% du commerce mondial passe aujourd'hui par la mer. Les routes stratégiques, les plus fréquentées, nous les connaissons : le détroit de Malacca (entre Malaisie et Indonésie) permet de relier l'océan Indien et le Pacifique ; le canal de Suez vital pour l'Europe qu'il relie à l'Asie ; celui de Panama et le passage d'Ormuz. Le premier exportateur mondial est la Chine, qui totalise à elle seule 14% des exportations mondiales.

La Chine investit pour prendre des participations ou contrôler de très nombreux ports à travers le Monde : en Grèce (Le Pirée), Belgique (Zeebrugge), Sri Lanka, Pakistan, Pérou, Cameroun, Côte d'Ivoire (Abidjan), Israël (terminal du port de Haïfa), Nigeria, Egypte. De plus, des entreprises chinoises sont présentes dans 78 ports eux-mêmes situés dans 31 pays. Rien qu'en Europe, la Chine est présente par des participations, contrats, concessions, dans une trentaine de terminaux. Cette stratégie de mise en place de réseaux s'apparente fort à ce que nous avons vu déjà... du temps des Phéniciens.

Mais si l'on y regarde de plus près, on doit admettre qu'une puissance ne répond pas exactement à cette stratégie des réseaux fondés sur bases, des ports : ce sont les Etats-Unis, la dernière puissance encore dominante globalement. Avec les Phéniciens, on avait un réseau sans empire. Avec les Etats-Unis, on a un empire, mais sans un réseau de bases commerciales. Leur empire a été construit d'une manière différente. C'est essentiellement la puissance économique et plus encore financière qui a joué dans la mise en place de leur domination. Avec la domination du dollar ou la mise en place du Plan Marshall au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

On retiendra en tout cas de cette étude géopolitique sur l'importance de la mer, que l'histoire même de nombre de puissances mondiales, c'est l'histoire du contrôle des mers. Et que l'histoire du contrôle des mers, c'est l'histoire des puissances dominant le monde.

Le facteur maritime : Taïwan et de son détroit

Dans le Monde daté du 20 novembre 2025, un article assez important explique que *"les tensions s'exacerbent entre la Chine et le Japon"*. Que s'est-il passé de si grave entre les numéro deux et trois mondiaux (en PIB) ? Juste un discours d'une nouvelle Première ministre du Japon. Celle-ci a expliqué que Tokyo interviendrait militairement pour soutenir Taïwan si l'île devait être envahie par l'armée chinoise ou faite l'objet d'un blocus. Du coup, la Chine a stoppé net ses achats de pêche du Japon. Elle a envoyé des navires parmi ses garde-côtes près des îles Sankaku, sous contrôle japonais, mais revendiquées par les Chinois. Et elle incite les citoyens chinois, qui étaient la moitié des touristes au Japon, à annuler leurs voyages.

On peut trouver une première explication à cette réaction très brusque de la Chine si on connaît un peu l'histoire entre les deux pays. Le Japon a colonisé une partie de la Chine, et il l'a fait d'une manière particulièrement violente. Les massacres, les famines provoquées, le travail forcé, les bombardements et les expériences soi-disant médicales ont causé, selon les historiens, entre 10 et 20 millions de morts en Chine. On n'a pas un chiffre certain, car l'armée japonaise a détruit les archives. Un Premier ministre japonais, en 1995, a présenté les excuses du Japon pour les souffrances infligées dans les pays de la région.

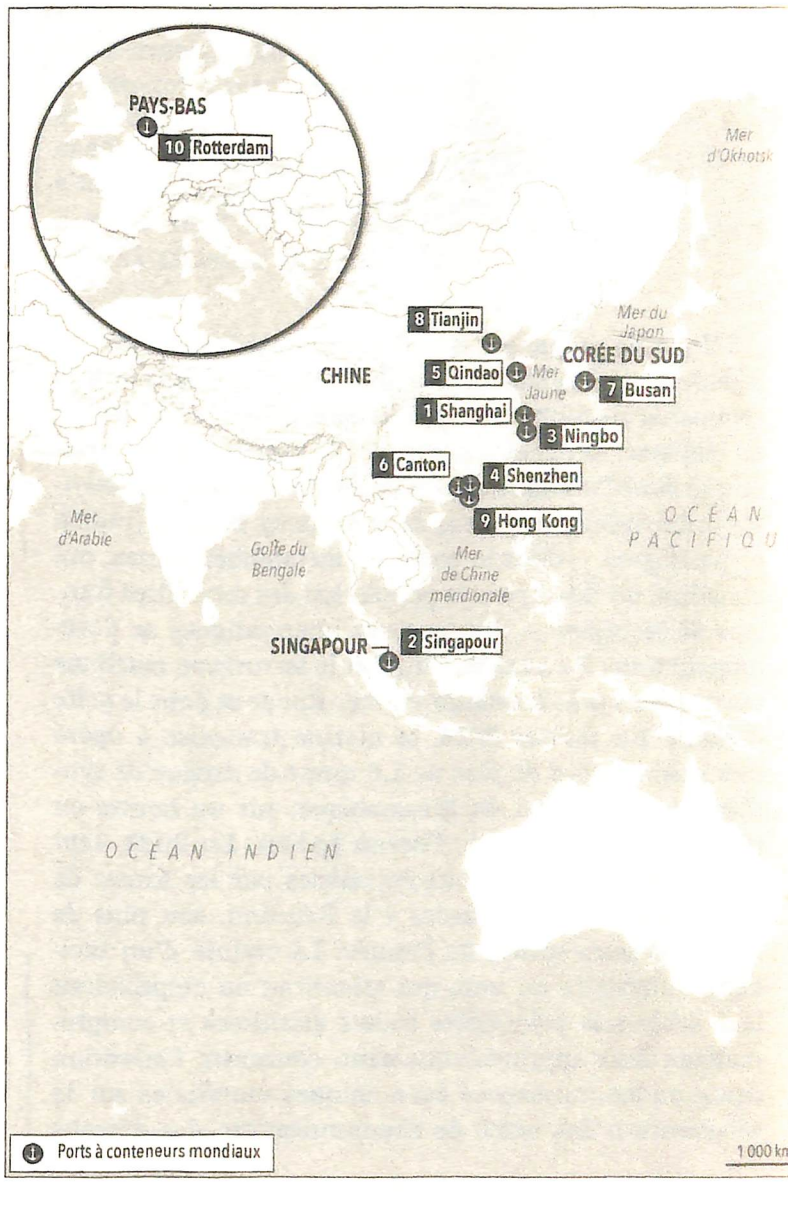
Ce n'est donc pas seulement le passé qui explique la susceptibilité de la Chine. Il faut aussi regarder l'actualité présente. Et celle-ci est que, concernant le problème de Taïwan, le Japon est, depuis plusieurs décennies, complètement aligné sur l'attitude américaine. Or, les Américains gardent une ambiguïté sur l'implication qu'ils auraient en cas de guerre dans le détroit de Taïwan. Les Etats-Unis mettent en garde la Chine d'une telle intervention, et ils vont jusqu'à armer Taïwan. Mais ils n'ont jamais dit ouvertement qu'ils interviendraient directement. Ce que reproche la Chine au Japon, c'est de sortir de cette ambiguïté. La première ministre l'a parfaitement compris, et a déclaré qu'elle ne formulerait plus d'hypothèses si concrètes à l'avenir.

Pour comprendre les finesses de toutes ces attitudes, il nous faut ce que nous avons commencé depuis un moment : de la géopolitique ; la géopolitique de Taïwan et de son détroit.

*

Le problème de Taïwan mêle la question géopolitique du détroit et la géopolitique de deux ou plusieurs puissances antagonistes, en l'occurrence la Chine et les Etats-Unis. Concernant l'aspect géopolitique du détroit, dont on sait l'importance en général, celui de Taïwan sépare donc l'île de Taïwan de la Chine, mais il se trouve en même temps sur la route maritime la plus fréquentée au monde, si l'on regarde le nombre de cargos porte-conteneurs qui l'empruntent. Cette route numéro un mondiale part des grands ports de Chine, traverse le détroit de Taïwan, rejoint ensuite celui de Malacca, que nous avons déjà rencontré (au niveau de Singapour), remonte ensuite vers le canal de Suez, que nous avons également étudié, pour passer par la Méditerranée, passer Gibraltar, lui aussi déjà connu, et relier l'Europe du Nord ou les Etats-Unis.

Les dix premiers ports à conteneurs mondiaux



carte T1 les ports de conteneurs

Si l'on analyse quels sont les ports de conteneurs les plus importants au monde (carte DT1), parmi les 9 premiers, 7 sont chinois (Shanghaï numéro un mondial, Ningbo troisième, 4^e Shenzhen, 5^e Qindao, 6^e Canton, 8^e Tianjin et 9^e Hong Kong). Font exception dans ce classement et ne sont pas chinois Singapour qui est 2^e et Busan en Corée du Sud qui est 7^e. En dehors de cette région de l'Asie, il faut aller à la 10^e place pour trouver un port européen, Rotterdam.

La route maritime la plus fréquentée au monde en ce domaine, c'est donc, pour simplifier Shanghai-Singapour/détroit de Malacca-Suez-Rotterdam (carte DT2). Tout autre parcours pour relier ces ports d'Asie à l'Europe est bien plus long, donc plus coûteux. Un passage par la Mer des Philippines, par exemple, sera non seulement plus coûteux, mais également plus risqué, en raison de la saison des typhons, entre août et octobre.



carte T 2 La Mer de Chine méridionale

Nous allons nous intéresser maintenant à ce détroit, peut-être encore plus essentiel, et plus problématique que tous les autres, le détroit de Taïwan. Une grande partie des cargos qui transitent par les ports de Chine et de Corée du Sud que nous venons d'énumérer, passent par ce détroit de Taïwan. En clair, le monde capitaliste en a fait une artère vitale.

Le détroit concentre plus de 20% du commerce maritime international. Selon le site Word Ports Organization, c'est 48% de la flotte mondiale de porte-conteneurs qui passe par le détroit de Taïwan. Et si l'on regarde cette fois par tonnage transporté, c'est 88% des plus gros navires qui utilisent cette voie. Comme l'indiquent Valérie Niquet et Marianne Péron-Doise dans *L'Indo-Pacifique, nouveau centre du monde (2025)*, "cette route maritime constitue la seule sortie des ports chinois comme Shanghai, Ningbo, Qingdao ou Tianjin, et l'un des plus courts chemins vers l'Europe".

Le problème, c'est que l'histoire et l'actualité de ce détroit en ont fait le lieu d'une crise latente, peut-être la plus importante dans le monde actuel. Lorsque la Chine entre dans

notre période contemporaine, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle est dirigée par un parti qui se dit communiste, lui-même sous la direction de Mao Ze Doung. De ce fait, elle subit fin 1949 une première mise à l'écart par les Etats-Unis, sur le plan commercial. Les armées de Tchang Kaï Chek vaincues par Mao se sont repliées sur l'île chinoise de Taïwan, et c'est ce gouvernement réfugié nationaliste que les Etats-Unis reconnaissent alors.

Lorsque éclate la guerre de Corée en 1950-1953, c'est un blocus total qui est entrepris par les Etats-Unis envers la Chine communiste. Et cela va durer jusqu'au début des années 1970. Avec donc un soutien politique et militaire à Taïwan, appelé "République de Chine".

1971-1972, les Etats-Unis opèrent un grand virage et amorcent un rapprochement avec la Chine de Mao. En effet, les relations sont alors tendues entre l'URSS et la Chine, et les USA veulent en profiter pour scinder le camp qui s'oppose à eux. La Chine est affaiblie, contrairement à l'URSS qui est alors une puissance qui tient tête au camp américain. Et c'est Nixon, un anticommuniste farouche qui comprend que derrière le terme de communiste, il y a de profonds intérêts nationalistes qui expliquent les antagonismes entre les deux puissances. De plus, les USA sont englués dans leur guerre du Vietnam, et ils comprennent qu'il faut un accord de la Chine pour qu'elle cesse. Enfin, de leur côté, les Chinois ont besoin de relations internationales.

Avec les Chinois, les choses se jouent sur un temps bien plus long que celui des Occidentaux. C'est en 1979 que les Etats-Unis, alors sous Carter, établissent des relations diplomatiques officielles et complètes avec la "République populaire de Chine". Washington, et c'est là le point essentiel, reconnaît alors que le gouvernement de Pékin est le seul légitime concernant la Chine. Les Américains reconnaissent même que la Chine revendique les deux rives du détroit comme étant chinoises. Mais ils ne vont pas jusqu'à soutenir cette revendication de Pékin sur Taïwan. Par contre, les USA rompent leur relation diplomatique qu'ils avaient depuis 1949 avec la capitale de Taïwan, Taïpeh, et ils cessent de reconnaître la "République de Chine". L'ambassade américaine à Taïpeh ferme.

Mais, il y a un mais. En même temps qu'ils abandonnent donc leur soutien officiel à Taïwan, ils mettent en place tout un mécanisme, un appareillage de liens avec l'île. Ils s'engagent à lui fournir les armes nécessaires à sa défense. Ils déclarent que tout recours à la force contre Taïwan sera un *"grave sujet de préoccupation pour les Etats-Unis"*. Autrement dit, les USA mettent en place une relation forte avec Taïwan, sans le reconnaître comme Etat. Mais il y a un deuxième Mais, en poupée russe dans ce mais de soutien : ils ne s'engagent pas à une intervention militaire directe de leur part en cas d'appel par Taïwan.

On peut dire que, globalement, les choses en sont au même niveau de nos jours. Avec donc, les mêmes questions, les mêmes ambiguïtés : si la Chine intervient, les USA ne se sont pas engagées à intervenir, mais ils en brandissent une forme de menace par divers discours, par des manœuvres militaires, et la mise en place de systèmes d'alliances économiques et militaires dans toute la région.

On voit donc que, d'une certaine manière, c'est la situation même qui a été mise en place par les Etats-Unis qui crée et maintient depuis les années 1980 une crise larvée, permanente, dans cette région. Dorénavant, selon les discours et les attitudes plus ou moins

conciliantes, on verra cette crise monter en neige ou le soufflet se dégonfler, selon les dirigeants en place dans ce trio, Chine, USA, Taïwan. Il suffit que l'un des trois hausse le ton pour que les tensions s'aggravent. Il faut que les trois s'accordent pour une certaine modération pour qu'elles s'abaissent.

Au début des années 2000, le parti indépendantiste DPP est élu en 2000 et réélu en 2004. Il parle de faire un référendum pour une "identité taïwanaise". Pékin répond par une loi anti-sécession : la force sera autorisée si Taïwan déclare l'indépendance. C'est Gorge W. Bush qui va calmer le jeu, en rappelant publiquement que Washington n'encourage pas l'indépendance.

En 2008-2016, c'est le KMT, (Kuo Min Tang), nationaliste, descendant des années 1949, qui est élu, et c'est donc la détente : vols et accords commerciaux avec la Chine, afflux de touristes chinois. En 2015, Xi Jinping dirigeant de la Chine rencontre Ma Ying-jeou à Singapour. Washington continue de vendre des armes, mais dans un climat apaisé.

Mais depuis 2016, la tension remonte, avec le retour du DPP, qui défend une autonomie de fait, alors que du côté chinois, Xi Jinping renforce son armée autour du détroit, lance ses avions dans le ciel taïwanais, et déclare en 2019 *"la réunification ne peut pas être indéfiniment reportée"*.

C'est sous Obama que les Etats-Unis commencent à accentuer le côté anti-Chine de leur attitude. Mais on peut penser que la question dépasse alors le simple sujet de Taïwan. C'est la montée en puissance de la Chine elle-même qui explique le durcissement américain envers elle. Trump premier mandat franchit un pas en instaurant des visites de haut niveau avec Taïwan, et surtout en amorçant la guerre économique avec la Chine. Après ce premier Trump, Biden confirme cette attitude, en renforçant le soutien militaire à Taïwan, en répétant que les USA "défendraient Taïwan" en cas d'attaque, et en mettant en place des coalitions régionale, avec le Japon, l'Australie, les Philippines. La crise monte donc de plusieurs crans de 2019 à 2023.

En 2024, le nouveau président de Taïwan, Lai Ching-te est vu comme encore plus indépendant que son prédécesseur : immédiatement, la Chine mène des exercices navals autour de l'île, et les Américains renforcent les ventes d'armes. En fait, le jeu est le même pour les trois parties : chacun avance son pion, en surveillant la réaction des autres ; chacun teste les limites, mais personne ne tient à ce que la confrontation éclate maintenant. Mais c'est aussi une façon de s'y préparer.

Sur le fond, Taïwan balance donc entre deux attitudes, rapprochement pacifique ou éloignement vers l'indépendance, mais en cherchant à éviter la guerre. Les Etats-Unis, eux, gardent une ambiguïté volontaire sur leur réaction en cas de guerre ouverte, en pensant que cela suffira à en empêcher le déclenchement. Enfin, la Chine continue de considérer que la réunification avec Taïwan est essentielle. Mais cela tient plus du domaine symbolique que de la nécessité strictement économique ou même militaire. Or, bien des guerres ont aussi eu une origine symbolique.

C'est dans ce contexte où se multiplient les points d'interrogations que l'on peut appréhender les enjeux dans le détroit de Taïwan. Mais revenons d'abord aux considérations légales internationales. Qu'a-t-on le droit de faire en mer ? A quelle distance de sa côte un pays est-il chez lui ?

Un traité a été rédigé en 1982, et est entré en application en 1994, c'est la Convention de Montego Bay. La plupart des pays l'ont signé et ratifié, sauf les Etats-Unis, car le Sénat ne veut aucune restriction aux possibilités américaines de décider et d'agir librement, même si l'armée est pour signer. Sauf également des pays comme Israël, l'Iran, la Turquie.

L'idée de la Convention est de trouver un équilibre entre la souveraineté d'un Etat de disposer de ses côtes dans une certaine mesure, tout en préservant la liberté de navigation, qui doit rester une règle la plus générale possible. On a donc défini plusieurs zones, la mer territoriale, et la ZEE, "zone économique exclusive". La première zone, la mer territoriale va jusque 12 milles marins depuis la côte, soit en gros 22 kilomètres. Sur cette zone, l'Etat est totalement souverain, il fait absolument ce qu'il veut, y compris envers tout bateau étranger, ou même un avion. Il est chez lui concernant tous les domaines, environnement, ressources, police, fiscalité, immigration, et bien entendu activités militaires. Les navires civils étrangers ont ce qui est appelé un "droit de passage inoffensif". Ils peuvent passer, mais à des conditions très précises et, bien entendu, avec l'accord de l'Etat souverain.

Plus loin, et jusque 44 kilomètres, une deuxième zone, est appelée la zone contigüe : là, les droits de l'Etat existent encore, sauf qu'il ne peut plus interdire un passage libre et dit "inoffensif", ou le contrôler.

Ensuite, et jusque 200 milles marins, soit 370 kilomètres, c'est la ZEE, la zone économique exclusive. L'Etat a les droits concernant l'exploitation et la conservation des ressources de la mer (pêche), mais aussi du fond de la mer (minerais éventuels) et du sous-sol (pétrole, gaz). Les droits économiques restent donc, mais ce qui est "exclu" dans cette exclusive, ce sont les droits politiques. Pas possible d'interdire le passage de bateaux étrangers, même militaires, ou d'imposer les lois du pays ; pareils pour les survols aériens. Seule l'exploitation économique est autorisée. Ce qui veut dire que les eaux font, juridiquement, partie, là, de la haute mer, avec droit de navigation libre.

Enfin, il y a même une quatrième zone, avec le plateau continental. Là, l'eau n'est plus concernée. On ne parle plus que de la roche, du sous-sol. L'Etat a le droit de poser des câbles, d'exploiter le sous-sol, de le forer, d'y mettre un pipe-line, et il n'est pas obligé de le déclarer. Mais il n'a aucun droit ni sur l'eau, la pêche, la circulation des navires, ni des avions. Ce sont des droits uniquement géologiques. Un Etat peut revendiquer un plateau jusqu'à une distance de 350 milles marins (648 kilomètres).

Au-delà de ces quatre zones, c'est la haute mer. Ce qui représente 60% de la surface des océans, et la moitié de la surface du globe. Un traité sur la haute mer a été adopté en 2023, il est en cours de ratification, en vue de protéger la biodiversité et les écosystèmes des océans.

C'est grâce à cette Convention que la France s'est vu attribuer d'un espace maritime de 10 millions de kilomètres carrés, le deuxième mondial. Les neuf dixièmes sont en Indo-Pacifique, dont la moitié avec la Polynésie française.



carte T3 Spratleys et Paracels

Comme on pouvait s'y attendre, la convention va susciter des querelles d'interprétation, en plusieurs endroits du globe. Le Kenya et la Somalie s'opposent sur leur frontière maritime, à propos d'une zone susceptible d'abriter des gisements de gaz et de pétrole. La Nouvelle-Calédonie s'oppose à Vanuatu (indépendant depuis 1980) à propos de 200 000 kilomètres carrés d'océan.

Et, pour ce qui est ce qui nous intéresse directement ici, Taïwan, eh bien, depuis 2022, la Chine a rejeté le principe d'eaux internationales dans le détroit, en déclarant : *"Il n'y a pas d'eaux internationales dans le droit de la mer, les pays concernés affirment que les eaux du détroit sont des eaux internationales, leur intention est en réalité de trouver des excuses pour manipuler la question de Taïwan"*. Et pour compléter cette déclaration, la Chine a publié une carte en 2023, où des ZEE des Philippines et du Vietnam sont considérées comme espace maritime chinois.

Pour être complet sur l'attitude de la Chine, il faut ajouter qu'elle a toute une stratégie qu'elle mène parallèlement dans la Mer de Chine méridionale (carte DT3). Elle utilise des îlots parfois minuscules, presque des rochers, souvent immergés à marée haute, et qui ne sont pas reconnus comme des îles, en décidant unilatéralement que les eaux qui les entourent sont chinoises et leur ouvrent des droits de ZEE. S'il le faut, elle remblaie les roches et les agrandit. Elle a ainsi artificialisé 7 endroits dans l'archipel des Spratleys, augmentant leur territoire de 13 kilomètres carrés, et a construit des infrastructures, y compris militaires, dans l'archipel des Paracels.

N'oublions pas que cette mer de Chine méridionale est, tout autant que le détroit de Taïwan sur la première route mondiale de conteneurs. Même s'il semble que ce sont plutôt les ressources éventuelles en pétrole, gaz et pêche que visent là la Chine. En 2021, la Chine s'est dotée d'une loi de sûreté maritime, où elle s'autorise à utiliser la force des navires garde-côtes contre des navires étrangers refusant de quitter les eaux qu'elle considère territoriales. De fait, les garde-côtes sont devenus de véritables bateaux de guerre, qui utilisent des canons à eau ou emboutissent carrément les navires de pêche philippins, ou ceux d'exploration pétrolière vietnamiens ou autres.

Pour en revenir au détroit même de Taïwan, la distance minimale entre la Chine continentale et Taïwan est de 130 kilomètres au point le plus étroite. La Chine n'a donc de souveraineté totale, selon la Convention internationale, que sur une partie de cet espace maritime, exactement on l'a dit 22 kilomètres. Au-delà, c'est la ZEE où elle n'a pas de souveraineté, selon Montego Bay, en ce qui concerne la navigation.

C'est sur ce point que s'appuient les puissances qui contestent à la Chine cette attitude. C'est évidemment le cas des Etats-Unis. Mais la France, aussi, est une rare puissance européenne qui fait passer, pour le principe, sa marine par le détroit de Taïwan une ou deux fois par an. En 2019, la France avait subi une tentative d'intimidation sur sa frégate *Vendémiaire* qui voulait passer le détroit, puis l'avait qualifié d'illégal. En avril 2023, la frégate *Prairial* y a navigué, au moment où des exercices chinois avaient lieu à proximité et que Macron venait de terminer une visite officielle en Chine. L'Allemagne a envoyé sa frégate Bayern, mais celle-ci a évité le détroit. On voit donc que se joue là un jeu de puissances qui se scrutent, où chacun évalue l'autre, et où tous se méfient.

La puissance dominante au large des côtes chinoises et dans la région, ce sont sans conteste les Etats-Unis. eux, et eux seuls, se permettent de naviguer fréquemment aussi bien en mer de Chine méridionale que dans le détroit de Taïwan. C'est qu'il faut disposer de navires de haute mer capables d'aller loin de leurs bases. Non seulement les Etats-Unis en disposent en grand nombre, mais ils ont également de multiples points d'appui.

Les autres pays savent qu'en s'aventurant là, ils risquent, si ce n'est une confrontation immédiate, au moins une forme de représailles, sur le plan politique ou économique. Mais d'un autre côté, être présent en mer de Chine méridionale ou dans le détroit de Taïwan, cela permet de récolter des renseignements, de surveiller et comprendre l'activité militaire chinoise dans la région. Mais officiellement, quand les Australiens ou la France, par exemple, s'y aventurent, c'est au nom de beaux et bons principes, pour assurer la libre circulation maritime, bref, c'est au nom de la liberté.

Quand il s'en explique dans Le Monde, l'amiral français Pierre Vandier se plaint en ces termes de l'attitude chinoise, en juin 2021 : *"Nos bateaux sont systématiquement suivis, parfois contraintes de manœuvrer face à des navires chinois pour éviter une collision, au mépris des règles de la liberté de navigation que nous défendons"*.

Mais quel est le point de vue de la Chine ? Les Chinois soulignent d'abord que, pour ce qui est de notre époque contemporaine, l'expression même "Indo-Pacifique" a été initiée par le Japon au début des années 2000. C'est le Premier ministre Shinzo Abe qui l'utilise en 2007, pour décrire l'Inde et le Pacifique comme un espace stratégique unique qui doit rester libre et ouvert. Après quoi l'expression sera reprise par l'Australie en 2013, et les Etats-Unis en 2017, quand ils abandonnent l'ancien terme de Asie-Pacifique.

Pour les Chinois, cette innovation manifeste l'intention de ces pays d'aller vers une confrontation avec eux. Vouloir un Indo-Pacifique libre et ouvert, c'est vouloir une coalition dans laquelle on inclut l'Inde, en vue de limiter la progression de la Chine, c'est chercher à mettre en place des coalitions du type de celles qui ont existé durant la Guerre froide, bref, il s'agit d'empêcher que se réalise le "rêve chinois" voulu par Xi Jinping. C'est une réponse menaçante aux Routes de la Soie qui, elles, apportent de la richesse à toutes les parties.

De fait, à l'occasion du tsunami de 2004, une certaine coopération humanitaire en vue de coordonner les secours s'était mise en place entre Etats-Unis, Japon, Inde et Australie. C'est cette configuration. que Shinzo Abe a repris dans un discours en 2007, mais avec un tout autre objectif : il s'agit de mener ensemble et de coordonner des exercices militaires. Cet ensemble prend pour nom le QUAD (Quadrilateral Security Dialogue).

En 2008, craignant les réactions de la Chine, l'Australie se retire. Le Quad est relancé par Trump numéro un en 2017, en lien avec le Japon. Nouvel exercice militaire en 2020, avec les mêmes quatre pays. Les objectifs officiels du Quad sont : promouvoir un Indo-Pacifique libre et ouvert, garantir la liberté de navigation, et, plus loin dans l'ordre des priorités, répondre aux catastrophes. C'est donc bien, comme le disent les Chinois, un outil destiné à contenir la Chine.

Aux quatre fondateurs du Quad, se sont adjoints trois pays européens et l'Union européenne elle-même, en tant que partenaires : Allemagne et Pays-Bas en 2020, France et UE en 2021. De son côté, le Royaume Uni s'est engagé en 2021 dans un partenariat parallèle au Quad, appelé l'AUKUS, qui regroupe donc les Etats-Unis, le Royaume-Uni, et l'Australie : AU pour Australie, UK pour United Kingdom et US pour USA.

Le premier projet de Aukus a été de fournir à l'Australie des sous-marins à propulsion nucléaire. C'est à ce moment-là que la France a perdu une grosse commande de sous-marins qui datait de 2016 avec l'Australie. Celle-ci paiera un demi-milliard d'indemnisation à Naval Group. En attendant, l'Australie devra attendre 2038 ou 2040, car les Américains n'arrivent pas à aller plus vite.

L'Australie qui se retire du Quad puis y revient, avant de se faire avoir par les promesses américaines, tout cela est un peu à l'image de ce qui se trame autour de la Chine. Face à la Chine, les puissances qui craignent de subir un recul du fait de la montée chinoise sont conscientes qu'il vaut mieux s'unir, s'allier, face à elle. Mais personne ne veut ni subir de grosses représailles de la part de la Chine, surtout si les relations économiques sont importantes avec elle. Et pas grand monde ne veut non plus prendre le risque de se retrouver en guerre ouverte contre elle.

L'Inde, l'un des pays fondateurs du Quad, est le premier à prendre des précautions. Officiellement, le discours de Narendra Modi (en 2018), est analogue aux autres : il faut un Indo-Pacifique "ouvert et inclusif", avec une sécurité maritime pour les communications, le commerce et la pêche. Mais derrière ce discours commun au Quad et à Aukus, il s'agit certes de réfréner la montée en puissance chinoise, mais sans tomber dans un ralliement complet à la vision américaine. Pour Valérie Niquet et Marianne Péron-Doise, *"les analystes indiens se méfient de la montée en épingle d'une rivalité systémique entre Pékin et Washington pour la place de première puissance dans le monde"*. On le voit, au sein même du camp qui fait face à la Chine, les intérêts ne sont pas les mêmes, et chacun épie plus ou moins l'autre, en cherchant à défendre d'abord son propre nationalisme.

En ce qui concerne son aviation militaire, l'Inde cherche à ne plus dépendre des équipements russes, et se tourne vers la France pour essayer de garder une autonomie stratégique. L'Inde a signé un accord d'échanges d'informations avec la France pour la surveillance maritime dans l'océan Indien. Des accords permettent également un accès réciproque entre la France et l'Inde pour accéder aux ports militaires : les forces indiennes peuvent donc accéder aux bases navales françaises de la Réunion, d'Abou Dabi et Djibouti. La France peut bénéficier des installations indiennes dans les îles Andaman et Nicobar, ce qui permet de surveiller les mouvements dans le détroit de Malacca (Singapour).

Singapour et les Philippines offrent également des facilités d'escale aux forces françaises. Il n'y a pas d'accord du même ordre avec le Japon, où la France ne peut qu'utiliser les bases du commandement des Nations Unies.

Même la Corée du Sud, et bien qu'elle soit, avec le Japon et l'Australie, l'un des trois plus proches alliés des Etats-Unis, reste prudente. Pour la Corée du Sud, la Chine reste un partenaire économique essentiel, de l'ordre de 85% de son PNB. Sur le plan militaire aussi,

elle veut éviter d'avoir une attitude qui inciterait la Chine à utiliser contre elle la Corée du Nord, à sa frontière directe. Comme d'autres, la Corée du Sud pousse à inclure la Chine dans la mise en place des diverses alliances, commerciales au moins, avec pour discours de "*ni cibler ni exclure aucune nation en particulier*". Séoul rappelle ainsi que l'ensemble des trois pays Corée du Sud, Japon et Chine représentent à eux seuls un quart du PNB mondial (2021), pour indiquer que la coopération entre ces trois pays demeure essentielle.

Une Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, L'ASEAN, regroupe dix pays importants (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, pour les membres fondateurs, puis Brunei, Vietnam, Laos, Myanmar -ex Birmanie-, Cambodge). Elle a été créée en 1967 dans un contexte anticomuniste, avec pour objectif de développer la coopération économique. Elle est plus ou moins dominée par l'Indonésie -pays le plus peuplé- et Singapour -puissance économique-.

Face à la question chinoise, l'attitude de l'Asean est de s'appuyer sur tous les organismes qui peuvent exister (East Asia Forum, ARF, ADMM, ASEAN+1) pour faire une zone de dialogue et non de confrontation, en incluant systématiquement et le Japon et la Chine, c'est-à-dire les premiers pays à s'être opposés ouvertement, on l'a vu, avec le discours de Shinzo Abe. L'Asean ne reprend pas la formule du Japon d'un Indo-Pacifique "libre et ouvert". En clair, l'Asean, comme l'Inde, voudrait éviter à tout prix d'être entraînée dans un conflit ouvert entre la Chine et les USA.

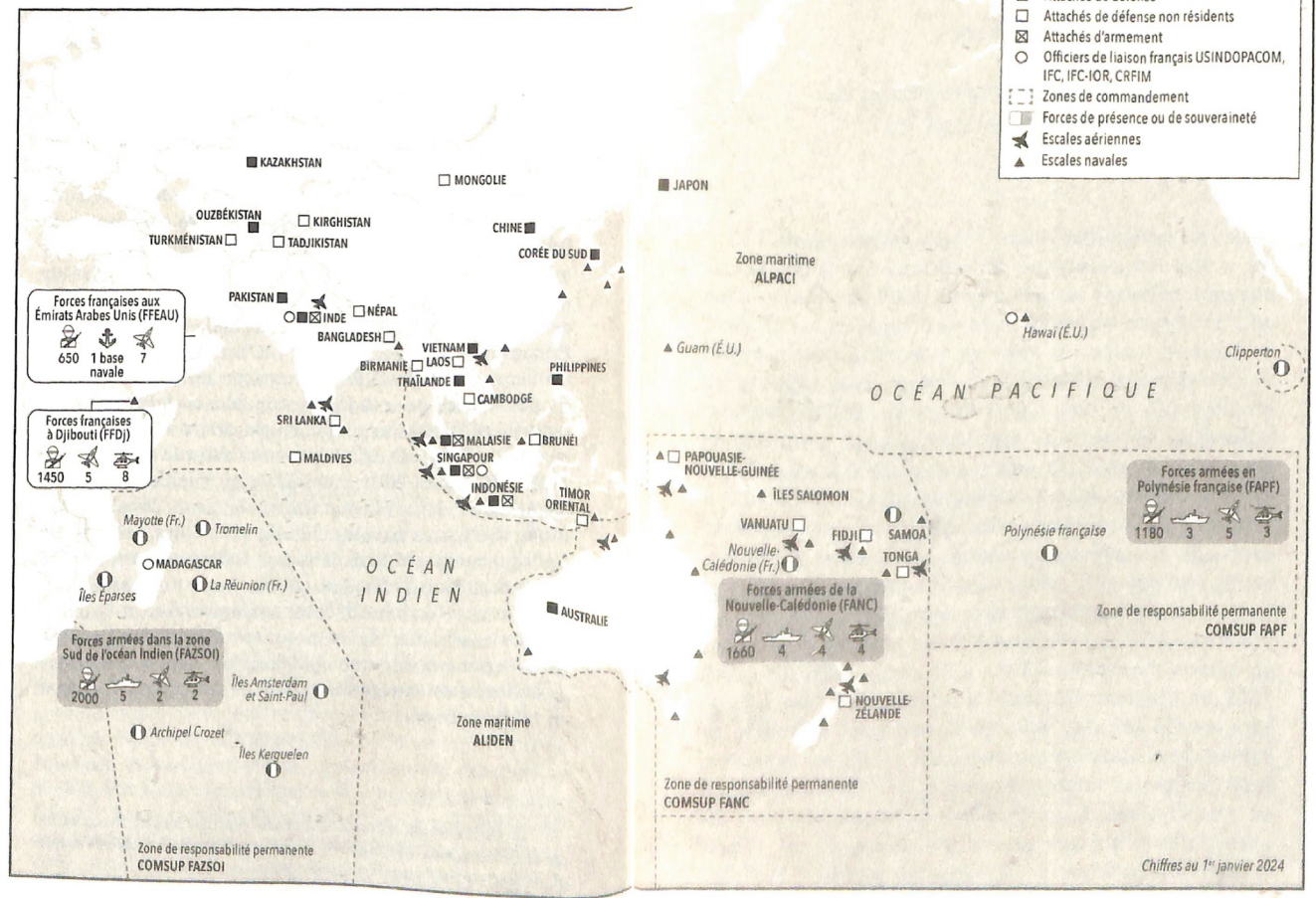
Il nous reste encore à examiner la position de la France. La distance entre Paris et Taïwan a beau être de 9800 kilomètres, la France a des prétentions dans la région. C'est dès 2018 que le président Macron annonce, à Sydney, une position française sur l'Indo-Pacifique. Il y préconise un axe Australie-Inde-France. C'est là qu'est amorcée la question déjà vue, des sous-marins pour l'Australie. Macron dit que la France est "*pleinement engagée*" dans cette partie du monde. "*Nous ne sommes pas naïfs*, déclare-t-il : *si nous voulons être vus et respectés par la Chine comme des partenaires égaux, nous devons nous organiser*".

C'est que la France est effectivement présente dans l'Indo-Pacifique. Toutes ses possessions, se situent dans l'hémisphère sud, sous l'Equateur. Dans l'océan Indien, elle dispose de Mayotte et la Réunion de part et d'autre de Madagascar. Dans l'océan Pacifique, elle possède la Nouvelle-Calédonie à 1200 km de l'Australie, Wallis et Futuna, plus loin vers l'Est, puis la Polynésie française à mi-distance entre l'Australie et l'Amérique du Sud. On peut ajouter la base de Djibouti, sur la corne de l'Afrique, et une autre aux Emirats arabes unis.

Régulièrement, la France rappelle qu'elle dispose ainsi de la deuxième ZEE au monde, que s'y trouvent 1,6 millions de Français, et que 7000 militaires y sont positionnés en permanence. Dans leur livre *L'Indo-Pacifique nouveau centre du monde*, Valérie Niquet et Marianne Péron-Doise ont réussi à faire un peu illusion en concoctant une carte de la présence française (carte T4).

Mais il leur a fallu marquer d'un carré noir le moindre attaché de défense français, alors qu'il ne représente aucune force en soi, ou un avion, uniquement parce qu'il aura le droit d'y faire une escale. On observe également l'organisation militaire très prétentieuse de l'ensemble Indo-Pacifique, en trois grandes zones délimitées en pointillés, mais qui ne

Présence politico-militaire et diplomatie de défense de la France



carte T4 Présence française dans l'Indo-Pacifique

disposent chacune que de moins de 2000 militaires : Forces armées zone sud Océan Indien, Forces armées Nouvelle-Calédonie, Forces armées Polynésie française.

Le cœur de tout le dispositif de l'Indo-Pacifique se situe en Nouvelle-Calédonie. Mais on sait l'instabilité politique et les difficultés économiques de l'île, après les émeutes très graves de mai 2024. Un pays comme l'Australie laisse certains politiques ou groupes économiques accuser la France de néo-colonialisme, et soutient par exemple les partisans d'une indépendance de la Nouvelle-Calédonie, en vue d'y développer leurs intérêts. Autre situation contestée, celle de Mayotte. L'Union des Comores (dont Mayotte s'est séparée lors de la proclamation de son indépendance en 1975), revendique Mayotte. Et la communauté internationale ne reconnaît pas la possession de Mayotte par la France.

La position de la France se veut, comme toujours, "équilibrée". Équilibrée, entre des Etats-Unis trop focalisés sur les aspects militaires d'un côté, et une Chine trop agressive dans ses attitudes qui ne respectent pas les règles. Sur le fond, la France reprend l'idée occidentale : face à une Chine qui agit de manière peu respectueuse, il faut prôner le respect des règles, les libertés de circulation, le refus de l'usage de la force et le refus d'une logique de blocs.

Mais le problème pour la France est qu'elle est peu crédible dans la région. Ses forces sur place sont dérisoires, que ce soit en proportion de l'étendue géographique de l'Indo-Pacifique, qui est immense, ou en comparaison des forces sur place de pays comme l'Inde (1,46 milliard d'habitants), l'Indonésie (300 millions d'habitants), sans même parler de la Chine.

La France s'efforce de multiplier les partenaires, sur les plans commerciaux ou militaires, pour espérer peser sur la région. Elle y dispose de 37 ambassades. Et elle "*prétend refléter l'attitude de nombreux pays, dont certains Etats du Sud-Est asiatique, qui ne veulent pas avoir à choisir entre la Chine ou les Etats-Unis*" (Niquet, Péron-Doise). Mais cette position est vue comme ambiguë, et peu fiable en cas de nécessité contre la Chine. Et c'est ainsi qu'elle a perdu en 2021 la commande des sous-marins promise par l'Australie.

Sur le strict plan militaire, les trois forces françaises que nous avons localisées sur la carte T4 sont supervisées par un commandement supérieur, le COMSUP, qui regroupe 12 navires et 40 engins aériens. S'y adjoignent quelques navires de guerre, régulièrement détachés dans la région : le porte-avions à propulsion nucléaire Charles de Gaulle, le groupe-école Jeanne d'Arc. Des exercices annuels ont lieu avec l'Inde. Des escales ont lieu chez quelques autres partenaires, Etats-Unis, Australie, Japon, Philippines, Indonésie. Enfin, l'armée de l'air effectue des missions, notamment avec l'Inde et l'Australie. En 2023, l'opération Pégase a projeté 10 rafales et 320 aviateurs, avec des escales en Corée du Sud, au Japon, en Indonésie, au Qatar, ainsi que sur la base américaine de l'île de Guam.

Qu'en est-il, pour compléter le tableau, du côté de la Chine ? Du côté chinois, quelques pays, comme le Laos et le Cambodge, sont complètement dépendants de la Chine. Ils n'ont pour choix que de la suivre à la lettre. Mais bien d'autres, tels la Malaisie, Singapour, l'Indonésie, on l'a vu, tentent de trouver une position plus ou moins équilibrée entre les deux super puissances.

On le voit, la situation de l'Indo-Pacifique est tout sauf claire. La seule chose qui est évidente, c'est que l'on a bien affaire à l'émergence d'une nouvelle puissance d'ordre mondiale, la Chine, en état de concurrencer et dépasser d'ores et déjà dans certains domaines la super puissance américaine, en place dominante dans le monde depuis 80 ans.

Pendant longtemps, la Chine a vu sa vie économique et politique contenue et contrainte par les embargos des Etats-Unis. Ce que ceux-ci n'avaient pas prévu, c'est que le développement d'ordre capitaliste de ce pays en fasse un concurrent de premier plan. Depuis le début des années 2000, a commencé à se mettre en place une situation de conflit de plus en plus marqué entre les deux pays. Chacune de ces deux puissances tente évidemment de se constituer un réseau d'alliances, qu'elles soient d'ordre économique ou d'ordre militaire. Mais parmi ces pays qui, du fait d'un héritage de l'histoire, ou de leur proximité géographique, se trouvent ainsi courtisés par la Chine ou les Etats-Unis, nombreux sont ceux qui craignent d'être emportés dans un conflit d'ampleur considérable, sans pouvoir rien contrôler.

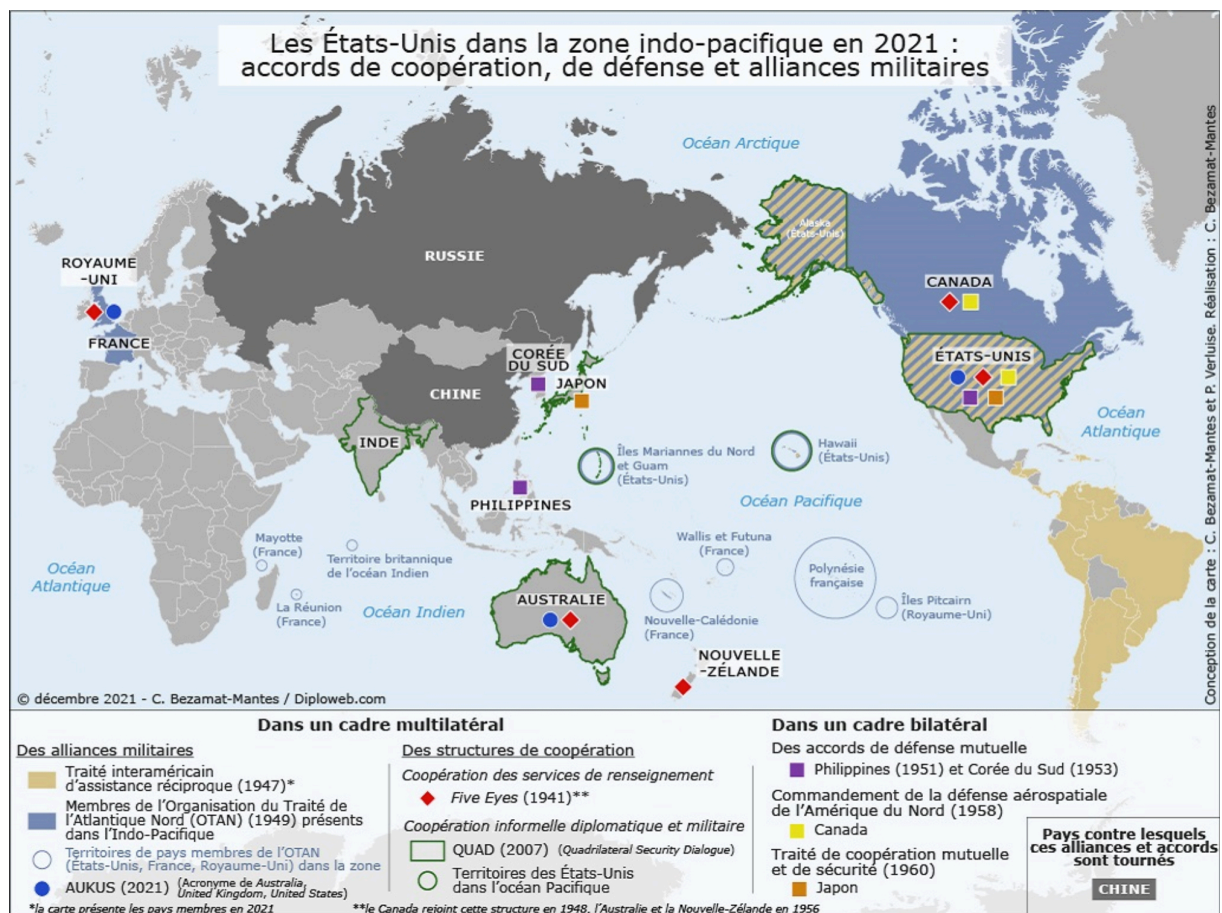
L'enjeu même de la puissance qui est en état de prendre la première place est d'une importance capitale dans le monde et selon les règles du jeu capitaliste. Sur le plan de la

monnaie par exemple, la place qu'offre le dollar aux Etats-Unis, lui permet de vivre avec un crédit quasi illimité auprès du reste du monde. C'est un privilège unique dans le monde des monnaies. Dans bien des domaines, la première place permet, si ce n'est de tout gagner, du moins de gagner bien plus que dans la véritable proportion que l'on a atteinte. De plus, le rapport de forces avec les autres est tel que l'on peut en imposer sur des domaines où l'on ne disposait pas spécialement d'atouts.

Les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à se laisser ainsi doubler pour cette place cruciale dans le système économique planétaire. Leur intérêt est d'affaiblir la Chine, de lui bloquer durablement l'accès à la première place.

Cela peut se faire par deux grands moyens, par la guerre économique, ou par l'affrontement militaire. L'affrontement militaire peut se faire indirectement, comme le conflit en Ukraine, qui était au départ un affrontement indirect entre les Etats-Unis et la Russie. Les USA pourraient soutenir un affrontement entre la Chine et Taïwan, sans intervenir directement, en entraînant d'autres pays dans le conflit. Ils peuvent aussi décider de frapper un grand coup eux-mêmes, ce qu'a fait Trump contre l'Iran dernièrement. Sauf que l'Iran est un nain militaire face aux USA, ce n'est plus le cas pour ce qui est de la Chine.

Pour l'heure, il semble que les dirigeants, des deux côtés du Pacifique, tentent l'un et l'autre de s'en tenir à un combat économique. Mais tous, Chine, USA, mais également tous



carte T5 Les USA dans l'Indo-Pacifique

les protagonistes qui voudraient éviter de se retrouver dans un conflit ouvert, tous -France incluse- se sont lancés dans une course aux armements.

Dès 1990, la France avait signé avec Taïwan pour une fourniture de six frégates de type La Fayette. L'affaire a été entachée par des procès pour corruption. Des intermédiaires, en lien avec l'homme d'affaires Marchiani ayant exigé de Taïwan des commissions secrètes, versées sur des comptes à l'étranger, et qui seront utilisées à des fins personnelles. L'enquête, menée par le juge Xavier Van Ruymebeke n'avait pu aboutir, en raison du secret défense. Mais la France avait tout de même été condamnée par la Chambre de commerce internationale à une amende de 630 millions d'euros à verser à Taïwan, en compensation.

Les années 1990 ont également vu de nombreux programmes d'acquisition de sous-marins pour la Malaisie, le Pakistan, l'Inde avec en plus des ventes de Rafale à l'Inde. Et il faut rappeler l'épisode des sous-marins commandés par l'Australie, déjà évoqué.

Côté américain (carte 15 déjà vue page 28 ; carte T5, à examiner), le "plan de navigation " fixé en 2022 a chiffré les objectifs des USA à 350 navires avec équipage, y ajoutant un système inhabité de 150 drones de surface et sous-marins. Le nombre actuel de sous-marins américains, une cinquantaine à propulsion nucléaire, est actuellement en diminution, du fait de retraits qui ne sont pas compensés par la mise en service de nouveaux engins, avec des portées supérieures pour leurs missiles, ou des armes supersoniques.

Le 1er février 2024, l'amiral Paparo Jr, devenu commandant en chef pour l'Indo-Pacifique, a déclaré que le rapport de forces entre les USA et la Chine était, alors, en faveur de cette dernière. En 2023, la marine chinoise avait intégré quinze grandes unités de combat, croiseurs et destroyers, contre deux pour les Etats-Unis. Le croiseur est un bâtiment de commandement, d'attaque longue distance (missile de croisière) et de défense aérienne. Le destroyer est un bâtiment de protection d'un groupe de plus gros navires (porte-avions, croiseur, convois). Mais de nos jours, certains destroyers commencent à ressembler fortement à des croiseurs.

En Indo-Pacifique, les Américains ont introduit une douzaine de drones furtifs sur leurs porte-avions. Des drones de combat remplacent également des avions de combat F/A-18. L'US Navy s'efforce de mettre au point des armes nouvelles comme des missiles à grande vitesse, des lasers à haute énergie visant des drones adverses. Le corps des Marines, longtemps présent sur des opérations terrestres comme en Afghanistan ou en Irak, sont recentrés vers le domaine naval, avec des unités plus légères, en vue d'être capables de passer rapidement d'un point d'appui à un autre sur les îles et les côtes de l'Indo-Pacifique. Il s'agit de pouvoir gérer une situation complexe avec des offensives simultanées dans des situations différentes.

Enfin, la troisième flotte américaine, dont la raison d'être était de protéger la côte américaine du Pacifique, se voit désormais attribuer une mission de soutien à la septième flotte dont le domaine était le Pacifique occidental. Le nombre de sous-marins nucléaires d'attaque basés à Guam -au nord de l'Australie et de la Nouvelle-Guinée- est passé de deux à cinq.

On l'a dit, les Américains poussent à la multiplication des exercices militaires communs : exercices navals Malabar depuis 1992 avec l'Inde ; exercice avec Australie, Canada, Japon en 2022 ; exercice encore en 2022 regroupant 26 pays riverains du Pacifique dont le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, totalisant 170 avions de combat et 25 000 militaires.

Les accords d'accès réciproques sont signés entre l'Inde et les USA, le Japon et l'Australie. Les Philippines ont accepté d'ouvrir quatre nouvelles bases aux forces US. Tout ceci sans compter l'Aukus et le Quad, avec, rappelons-le, la Grande-Bretagne.

De son côté, la Chine aligne 370 navires et sous-marins, dont 140 bâtiments de combat de surface, ce qui a fait qualifier par le ministère américain de la Défense en 2024 comme la marine la plus grande du monde. Le 4^e porte-avions en cours de construction est un sérieux concurrent face aux onze porte-avions américains. Et la Chine prévoit de passer sa flotte de 370 à 435 bâtiments en 2030.

Un coup d'œil global à la carte T5 montre, qu'au large de la Chine, entre le Japon et Taïwan, toute une guirlande d'île et d'ilots, les îles Ryukyu, japonaises, l'empêchait, il y a quelques décennies à peine, d'accéder facilement et vraiment librement au large dans le Pacifique.

Il faut se souvenir que la Chine a un vieux contentieux avec le Japon. Elle a d'abord connu une colonisation violente de sa part de 1895 à 1945. Après quoi, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le Japon a été un pion américain, directement opposé à la Chine. Aussi, les exercices navals actuels de la Chine, en mer du Japon et en mer de Chine orientale, se donnent ouvertement pour objectif de "*briser l'encerclement occidental d'accès au Pacifique*".

En octobre 2021, pour la première fois, des exercices conjoints chinois et russes ont fait transiter 10 bâtiments de ces deux pays par le détroit de Tsugaru, entre les îles japonaises de Honshu et Hokkaïdo, avant de revenir en mer de Chine orientale car un autre détroit, celui d'Osumi, entre les îles Kyushu et Honshu. Ces deux détroits sont officiellement considérés comme des eaux internationales.

L'Europe et les Etats-Unis s'indignent de l'attitude de la Chine, qu'il s'agisse de ses actions plus ou moins violentes en mer de Chine méridionale, de sa détermination à caractériser comme chinoises les eaux du détroit de Taïwan, et ils disent s'inquiéter du développement de ses forces militaires. Ce sont de vieux impérialismes.

Mais tout ce que fait la Chine, jeune impérialisme, n'est que reprises de ce qu'ont pu faire, à divers moments, les Européens quand ils se concurrençaient pour aller coloniser le monde, ou les Américains pour s'imposer en tant que numéro un mondial. La violence, la force militaire, les mépris des règles, ils connaissent et ils ont bien connu.

Pour ne parler que du cas américain, il faut rappeler ce qu'avait été la doctrine Monroe. C'est dès 1823 que le président James Monroe a édicté les règles suivantes : toute action européenne pour un contrôle ou une reprise de contrôle de quelque territoire que ce

soit sur tout le continent, Amérique du Nord et Amérique du Sud, sera considéré comme une attaque contre les Etats-Unis. En soi-disant échange, les USA n'interviendront pas en Europe.

Les Etats-Unis interviendront en Europe, lors des guerres mondiales, et c'est aussi par ces interventions qu'ils accèderont à leur place dominante. En 1904, c'est Théodore Roosevelt qui le dira clairement, en élargissant la doctrine Monroe : les Etats-Unis ont un droit d'intervention dans tout l'hémisphère occidental pour garantir la stabilité, c'est-à-dire la défense de leurs intérêts.

Voici une liste des interventions militaires des Etats-Unis pour agrandir leur territoire ou s'assurer de leurs intérêts contre des pays étrangers, avant la guerre Froide : 1835-1842 guerre pour contrôler la Floride et en éliminer le peuple Séminole ; 1846-1848 guerre américano-mexicaine pour prendre la Californie, le Nevada, l'Utah, le Nouveau-Mexique, l'Arizona, le Colorado, le Texas ; 1854 bombardement au Nicaragua ; 1859 intervention au Paraguay ; 1871 guerre de Corée ; 1898 guerre hispano-américaine (Cuba, Porto Rico, Philippines, Guam) ; 1899-1902 guerre américano-philippine (annexion) ; 1903 sécession du Panama (déjà observée ici) ; 1906-1909, 1912, 1917-1922 interventions multiples à Cuba ; 1905-1907 en République dominicaine ; 1912-1933 occupation du Nicaragua ; 1915-1934 occupation d'Haïti ; 1916-1924 à nouveau en république dominicaine ; 1918-1920 intervention en URSS contre la révolution bolchévique ; 1941-1945 occupation de l'Islande et installation de bases au Groenland.

On aurait une liste aussi longue en affichant les interventions militaires directes de la Guerre Froide, les actions secrètes, coups d'Etat et opérations paramilitaires ; puis après la Guerre Froide, enfin dans le cadre de la "guerre globale contre le terrorisme". En 2019, en la personne de John Bolton, l'administration Trump a rappelé : "*la doctrine Monroe est toujours vivante*".

Après un tel bilan, il est peu probable que les Chinois entendent les critiques des Américains ou des Européens à leur encontre. Ils ont plutôt de quoi trouver là une belle panoplie d'actions possibles et imaginables, utiles pour devenir et se maintenir comme une puissance mondiale.

Début décembre 2025, les Etats-Unis de Trump ont publié un document de stratégie nationale qui consacre notamment un éloignement vis-à-vis de l'Europe, qui n'est plus considérée comme un allié. Ce document confirme par ailleurs l'importance de la Chine pour les USA. Concernant la question de Taïwan, l'attitude américaine continue, comme nous l'avons vu, de préserver une ambiguïté. Il est écrit que "prévenir un conflit au sujet de Taïwan, idéalement en préservant une domination militaire, est une priorité".

La stratégie est donc d'empêcher toute agression chinoise dans la "*première chaîne d'îles*", c'est-à-dire dans la ligne de défense qui va du Japon à Taïwan et aux Philippines. Et Washington invite ces alliés à dépenser davantage pour leurs moyens militaires et à ouvrir leurs bases aux forces américaines. Mais l'idée d'une intervention militaire directe américaine n'est pas évoquée.

LISTE DES CARTES

page 5	carte 1	Burkina Faso
page 6	carte 2	Centrafrique
page 7	carte 3	Congo RDC
page 8	carte 4	Moyen-Orient
page 9	carte 5	Mer Noire
page 11	carte 6	Kaliningrad
page 13	carte 7	Cuba / Haïti
page 15	carte 8	Guerre du Pacifique
page 16	carte 9	Diego Garcia
page 18	carte 10	Chypre
page 22	carte 11	Suez et Panama
page 25	carte 12	Dardanelles et Bosphore
page 27	carte 13	Golfe Persique, Ormuz
page 28	carte 14	Détroit de Malacca
page 29	carte 15	IndoPacifique bases US
page 30	carte 16	Djibouti
page 33	carte 17	Le Nil
page 34	carte 17b	Le Tigre et l'Euphrate
page 37	carte 18	Soudan et Sud Soudan
page 38	carte 19	Sinai
page 39	carte 20	Routes transsahariennes
page 40	carte 21	Empires d'Afrique de l'Ouest
page 41	carte 22	Sahara occidental
page 44	carte 23	Zomia
page 45	carte 24	Kabylie
page 46	carte 25	Liban topographique
page 47	carte 26	Liban politique
page 50	carte 27	Espagne
page 51	carte 28	Golan
page 58	carte 29	Jourdain
page 78	carte 30	Les Phéniciens
page 82	carte N1	Mer Noire, les pays riverains
page 83	carte N2	Abkhazie
page 84	carte N3	Le nord de la mer Noire
page 85	carte N4	Les territoires occupés
page 90	carte 31	Océan Indien
page 96	carte T1	Ports de conteneurs
page 97	carte T2	Mer de Chine méridionale
page 101	carte T3	Spratleys et Paracels
page 106	carte T4	Présence française dans l'Indo-Pacifique
page 108	carte T5	Les USA dans l'Indo-Pacifique

Bibliographie

Serge Cordellier (sous la direction de), *Le dictionnaire historique et géopolitique du 20^e siècle*, La Découverte 2000

Aymeric Chauprade, *Géopolitique Constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses 2001

Yves Lacoste, *Géopolitique, La longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse 2006

Pascal Gauchon, Jean-Marc Huissoud, *Les 100 lieux de la géopolitique*, Que sais-je ? Puf 2008

Gérard Chaliand, Jean-Pierre Rageau, *Géopolitique des empires*, Champs Flammarion 2010

Cyrille P. Coutansais, *Histoire des empires maritimes*, CNRS éditions 2022

Christophe Averty, Gengis Khan, Comment les Mongols ont changé le Monde, Le Monde hors-série 2023

Valérie Niquet, Marianne Péron-Doise, *L'Indo-Pacifique Nouveau centre du monde*, Tallandier 2025

Patrice Gourdin, *Manuel de Géopolitique (le relief)*, diploweb 2026